



**Grand-Duché de Luxembourg**  
**Ministère d'Etat**

# **Bulletin de documentation**

**Service Information et Presse**  
**Luxembourg, 3, rue de la Congrégation**

AVRIL-MAI-JUIN 1975

## SOMMAIRE

La Visite Officielle de Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse en U.R.S.S. . .	1
La Visite Officielle à Luxembourg de Monsieur Jacques Chirac, Premier Ministre de la République Française . . . . .	10
La Célébration de la Fête Nationale à Luxembourg .	14
La Célébration du Mémorial Day à Luxembourg .	15
La Commémoration du 30 <sup>e</sup> anniversaire de la libération des camps de concentration . . . . .	16
L'Inauguration de la 27 <sup>e</sup> Foire Internationale de Luxembourg . . . . .	17
Modification de la loi sur la nationalité luxembourgeoise . . . . .	23
L'ARBED en 1974 . . . . .	27
La Caisse d'Epargne de l'Etat en 1974 . . . . .	31
La Société de la Bourse de Luxembourg en 1974 .	33
L'Inauguration du « Central télex-Bureau de Luxembourg-Télégraphes » . . . . .	36
Nouvelles diverses . . . . .	39
Nouvelles de la Cour . . . . .	49
Conseil de Gouvernement . . . . .	50
Mémorial . . . . .	54
Chambre des Députés . . . . .	59
Le Mois en Luxembourg . . . . .	62

Ce Bulletin, qui n'engage que la responsabilité du Service Information et Presse, est destiné à fournir une documentation relative à l'activité politique, économique, sociale et culturelle au Grand-Duché de Luxembourg.

# Bulletin de documentation

## La Visite officielle de Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse en U.R.S.S.

A l'invitation du Présidium du Soviet Suprême de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse ont fait, du 5 au 10 juin 1975, une visite officielle en Union soviétique.

C'est sous un soleil printanier que Leurs Altesses Royales prirent congé des membres du Corps diplomatique, des corps constitués et d'autres personnalités luxembourgeoises présentes à l'aéroport du Findel, avant de monter à bord de la Caravelle de Luxair à destination de Moscou, accompagnés du Président du Gouvernement et de Madame Gaston Thorn, du Maréchal de la Cour Monsieur Guy de Muyser, du Secrétaire général du Ministère des Affaires Etrangères Monsieur Pierre Wurth, de Monsieur Charles Reichling, Directeur du Commerce Extérieur, de Monsieur Christian Calmes, Chambellan, du Colonel Germain Frantz, Aide de camp de Son Altesse Royale le Grand-Duc, de Monsieur Paul Helminger, Chef de cabinet de Monsieur Thorn et de plusieurs autres fonctionnaires du Palais et du Gouvernement.

Les honneurs militaires furent rendus au cours de la cérémonie du départ par un détachement de l'armée avec drapeau et musique militaire.

Une délégation non-officielle de personnalités du monde industriel et économique luxembourgeois quitta Luxembourg à bord du même avion spécial. Une série de contacts et d'entretiens avait été organisée à leur intention en marge de la visite officielle en URSS.

Enfin, une quinzaine de journalistes luxembourgeois et étrangers chargés de suivre la visite officielle accompagnaient également Leurs Altesses Royales à ce voyage en URSS.

C'est peu après 15 heures, heure de Moscou, que la Caravelle de Luxair se posa à l'aéroport de Vnoukovo-2 après avoir effectué une escale technique à Varsovie où Leurs Altesses Royales furent brièvement saluées par le représentant du Conseil suprême de Pologne.

A leur descente d'avion, Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse furent accueillis sous un soleil radieux par Son Excellence Monsieur H. V. Podgorny, Président du Présidium du Soviet Suprême de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, de Son Excellence Monsieur A. Gromyko, Ministre des Affaires Etrangères, de plusieurs autres personnalités soviétiques, de Son Excellence Monsieur

l'Ambassadeur de l'URSS à Luxembourg et Madame Evgueni Kossarev, de Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur du Luxembourg à Moscou et Madame Georges Heisbourg.

Le Grand-Duc passa alors en revue un détachement d'honneur des trois armes, terre, mer et air, alors que la musique militaire interprétait l'hymne national luxembourgeois, suivi de l'hymne national soviétique.

Les troupes effectuèrent ensuite une parade devant le Grand-Duc et la Grande-Duchesse. Une longue colonne de voitures officielles conduisit alors les souverains luxembourgeois et les membres de leur suite au Kremlin.

La première manifestation officielle de la visite d'Etat se déroula devant le Tombeau du Soldat Inconnu où Son Altesse Royale déposa une couronne d'œillets blancs et rouges et d'iris bleus, avec un ruban portant l'inscription « Jean - Joséphine ». C'est un impressionnant monument de marbre et de bronze aux côtés duquel sont alignées neuf stèles représentant les villes martyres de l'URSS.

Le Grand-Duc était accompagné à cette cérémonie de Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, du Secrétaire général du Soviet Suprême, d'un commandant du Kremlin, de l'Ambassadeur du Grand-Duché à Moscou Monsieur Georges Heisbourg, du Maréchal de la Cour Monsieur Guy de Muyser et des membres de la suite officielle.

Après cette émouvante cérémonie le cortège se dirigea vers le Kremlin en parcourant plusieurs artères principales de la capitale soviétique décorées de drapeaux des deux pays et de banderoles souhaitant la bienvenue aux Souverains luxembourgeois et exprimant le vœu que se forme et se renforce l'amitié et la coopération entre les peuples soviétique et luxembourgeois.

C'est dans un superbe salon du Kremlin qu'eurent lieu ensuite les entretiens politiques entre le Grand-Duc, accompagné du Président du Gouvernement et Ministre des Affaires Etrangères ainsi que des membres de la Suite officielle, d'une part, et Monsieur H. V. Podgorny, Président du Présidium du Soviet Suprême de l'URSS et plusieurs membres du Gouvernement soviétique, d'autre part.

La première journée de la visite officielle en URSS fut clôturée par un dîner officiel offert par le Présidium du Soviet Suprême de l'URSS et le Gouvernement de l'URSS en l'honneur des Souverains luxem-

bourgeois au Palais à facettes du Grand Palais du Kremlin. Du côté soviétique prirent part, outre de très nombreuses personnalités accompagnées de leurs épouses, Monsieur H. V. Podgorny, Président du Présidium du Soviet Suprême et Monsieur Alexei Kossygin, Président du Conseil de Ministres de l'URSS.

Au menu figuraient : caviar, kalatchs au poisson, esturgeon étoilé feuilleté de saumon, filet de faisan farci aux aïnelles rouges et aux fruits, salade, soupe à la slave, consommé de volaille, sterlet au champagne, filet à la brochette, parfait à la crème au chocolat, café, thé, fruits.

À l'issue du dîner officiel, des discours furent prononcés par Monsieur H. V. Podgorny, Président du Présidium du Soviet Suprême et par Son Altesse Royale le Grand-Duc. Nous reproduisons ci-après le texte de ces deux discours :

### **Discours de Monsieur H. V. Podgorny, Président du Présidium du Soviet Suprême**

(Traduction non-officielle du russe)

Altesses Royales,  
Chers Hotes luxembourgeois,  
Camarade,

C'est avec un sentiment de joie que nous saluons au nom du Présidium du Soviet Suprême de l'URSS et du Gouvernement soviétique Leurs Altesses Royales, le Grand-Duc Jean de Luxembourg et la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, ainsi que M. Thorn, Président du Gouvernement, Ministre des Affaires Etrangères, et tous les amis luxembourgeois présents ici.

Cette visite officielle en U.R.S.S. du Chef d'Etat luxembourgeois est un événement important dans les rapports soviéto-luxembourgeois qui se développent traditionnellement et à notre satisfaction dans l'esprit d'amitié et de bon voisinage.

Au mois d'août prochain nos pays vont célébrer le 40<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre l'Union soviétique et le Luxembourg. Les relations soviéto-luxembourgeoises est un des exemples de la réalisation des principes de coexistence pacifique entre les états ayant des systèmes sociaux différents, celui d'une coopération fructueuse et mutuellement avantageuse.

Les Soviétiques éprouvent des sentiments de grand estime et d'amitié envers le peuple de Luxembourg qui, après avoir repoussé de multiples tentatives des envahisseurs étrangers de l'asservir, a défendu son indépendance, a sauvé l'originalité de sa culture, est arrivé aux résultats substantiels dans diverses sphères des activités.

Cette année les peuples de l'Union soviétique ont célébré d'une manière solennelle, ensemble avec toute l'humanité progressiste, le 30<sup>e</sup> anniversaire de la grande victoire sur le fascisme hitlérien. Dans les dures épreuves de cette guerre, la plus sanglante et la plus dévastatrice que l'histoire ait jamais connue, nos deux pays ont été alliés au sein de coalition anti-

hitlérienne. Nous nous souvenons que le peuple du Luxembourg a lancé un courageux défi à la tyrannie fasciste, qu'il a organisé un puissant mouvement de résistance. Les sacrifices de votre pays pendant la guerre ont été très lourds. Des milliers de Luxembourgeois ont été martyrisés ou assassinés, un Luxembourgeois sur dix a été jeté dans les camps de concentration. Pour les Soviétiques, qui ont connu les épreuves de la grande guerre patriotique, la mémoire des patriotes ayant sacrifié leurs vies au nom de la liberté et de la paix pour les générations actuelles et à venir demeurera toujours sacrée.

La lutte pour la consolidation de la paix et de la sécurité des peuples constitue la base permanente de la politique extérieure soviétique. Réalisant dans un esprit de suite le programme de la paix du XXIV<sup>e</sup> congrès de notre parti, l'Union soviétique déploie tous ses efforts afin de créer, comme le soulignait le Secrétaire général du CC PCUS, L. I. Brejnev, un tel climat dans les rapports internationaux, où « la paix, la sécurité et la certitude d'avoir un avenir paisible seront en fait l'apanage des masses de plus en plus larges dans de différentes régions du monde ».

Ce dernier temps, grâce aux efforts déployés par l'Union soviétique et par d'autres états pacifiques, la situation dans l'arène internationale a changé pour le mieux, la détente est devenue le facteur dominant dans les relations internationales. Les premiers pas, mais combien importants, sur la voie de la limitation de la course aux armements et de la prévention d'une guerre nucléaire sont franchis. Les principes de la coexistence pacifique s'affirment de plus en plus solidement dans les rapports entre les états à systèmes sociaux différents.

Des changements positifs importants se sont opérés en Europe. La Conférence sur la Sécurité et la Coopération constitue un maillon important dans la série de mesures en vue d'assurer la détente sur notre continent. Nous espérons que cette conférence sera conclue dans un avenir immédiat au niveau le plus élevé. L'heureuse conclusion de cette grande action collective des Etats d'Europe non seulement ouvrira une nouvelle étape dans le développement d'une coopération fructueuse sur le continent d'Europe, mais exercera également une influence favorable sur l'évolution de l'ensemble de la situation dans le monde.

On sait que l'assainissement du climat international, la détente ne se font pas facilement, sans entraves. Il arrive que certains dirigeants occidentaux font des déclarations qui sentent le froid du passé. Il est évident que les déclarations de ces gens ne correspondent pas à l'esprit de l'époque, ne jouent pas la cause de la détente, du renforcement de la paix et de la coopération internationale.

Je voudrais souligner que le progrès dans la reconstruction profonde des relations internationales est inconcevable sans les efforts permanents et persistants de la part de tous les Etats, grands et petits sans exception. C'est à partir de ces positions que nous abordons le problème du développement de nos relations avec tous les Etats, dont le Grand-Duché de Luxembourg. Nous attachons un grand prix à la coopération établie entre nos deux pays dans le domaine politique, nous la considérons comme une partie intégrante du



processus de la consolidation des rapports pacifiques de bon voisinage en Europe.

Nous constatons également un progrès substantiel dans le développement des liens entre l'Union soviétique et le Luxembourg dans les domaines de l'économie, du commerce, de la science et de la culture. L'Union soviétique et le Luxembourg ont signé une série d'accords qui constituent un bon fondement en vue d'élargir notre coopération.

Nous espérons que les entretiens qui ont débuté aujourd'hui permettront de faire progresser nos rapports, favoriseront leur élargissement ce qui, sans aucun doute, répond aux intérêts des peuples de nos deux pays, à ceux de la consolidation de la paix et de la sécurité sur le continent européen.

Je lève mon verre à la santé de Leurs Altesses Royales le Grand-Duc Jean et la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte.

A la santé de M. Gaston Thorn, Chef du Gouvernement du Luxembourg et de tous nos hôtes de marque.

Pour la prospérité du peuple luxembourgeois.

Pour le renforcement des relations d'amitié entre l'Union soviétique et le Luxembourg.

Pour la consolidation de la paix et de la sécurité internationale.

## Discours de Son Altesse Royale le Grand-Duc

Monsieur le Président du Présidium  
du Soviet Suprême,

Monsieur le Président du Conseil  
de Ministres,

Je tiens d'abord à vous exprimer tous mes remerciements, ainsi que ceux de la Grande-Duchesse et du Président du Gouvernement pour l'invitation que le Présidium du Soviet Suprême a bien voulu nous adresser. L'accueil si chaleureux que nous avons reçu, les aimables paroles de bien-venue que vous venez de prononcer, nous touchent beaucoup. Nous savons qu'à travers nous, c'est au peuple luxembourgeois tout entier qu'est rendu l'honneur que vous nous faites. Cet honneur est d'autant plus insigne que l'Union soviétique exerce dans tous les domaines une influence dont nous mesurons l'importance pour l'avenir de notre planète.

Cette visite est la première d'un Chef d'Etat luxembourgeois à votre grand pays. Il convient donc d'en faire ressortir la signification profonde, à la fois dans son contexte historique et dans ses perspectives d'avenir.

Je tiens tout d'abord à rappeler le rôle que la Russie a joué dans l'histoire luxembourgeoise des siècles passés. A des moments de crise qui ont menacé jusqu'à l'existence du Luxembourg au 19<sup>e</sup> siècle, la Russie a concouru à l'élaboration des conventions internationales qui ont apporté des solutions heureuses à nos difficultés. A une époque très importante pour le Grand-Duché, notre représentation diplomatique a même été assurée pendant quelque temps par la Russie, qui avait bien voulu se charger des intérêts luxembourgeois.

Plus près de nous, il y a exactement 40 ans, ma mère la Grande-Duchesse Charlotte recevait des lettres de créance de la première mission diplomatique de l'Union soviétique accréditée à Luxembourg. Quelques années passèrent, et nos deux peuples se trouvaient alliés dans la défense commune de leurs patries. Quelles ne furent pas, pendant ces années douloureuses de la deuxième guerre mondiale, les épreuves du peuple soviétique ! Aux heures les plus sombres son héroïsme a soutenu notre courage, et le souvenir reconnaissant de la contribution inestimable que les victoires de vos glorieuses forces armées ont apportée à notre libération reste gravé dans la mémoire de tout Luxembourgeois.

Depuis lors, les contacts entre nos pays se sont multipliés et les visites de délégations ministérielles et parlementaires ont préparé le terrain à la nôtre, en contribuant à la création d'un climat toujours plus favorable au rapprochement et à la compréhension mutuelle.

Aujourd'hui nous arrivons ici, inspirés du désir sincère de donner une nouvelle impulsion à la coopération entre nos deux peuples. Nous voyons notre séjour dans la perspective d'un réel renforcement des nombreux liens existant déjà entre le Luxembourg et l'Union soviétique. C'est pourquoi je me réjouis de la signature, au cours de cette visite, de plusieurs accords qui témoignent de notre commune volonté d'approfondir notre confiante collaboration dans les domaines avantageux pour chacune des parties et d'enrichir la connaissance mutuelle de nos deux peuples. Ces conventions prouvent que l'écart dans les dimensions de nos pays, loin de constituer un obstacle, est pour nous un encouragement à élargir le champ de nos échanges et de nos contacts.

Mais au-delà de nos relations bilatérales, il est impératif que dans un monde qui nous apporte tous les jours de nouvelles preuves de l'interdépendance de toutes les nations, nous contribuions ensemble à la solution des grands problèmes en Europe et dans les autres parties du globe. Le Grand-Duché, qui dépend pour sa survie du respect des normes internationales du droit et de la justice, s'y efforce dans la limite de ses moyens et dans le cadre de la Communauté ainsi que de l'Alliance auxquelles il a choisi d'adhérer. Le sentiment national qu'il apporte à l'étude de ces problèmes n'a rien de négatif, car il exprime sa volonté de garder dans un monde en mutation son individualité et les valeurs éprouvées de ses traditions. Ne s'agit-il pas, en effet, d'instaurer partout, dans l'égalité des droits et le respect mutuel, une coopération durable et féconde entre tous les Etats, quelle que soit l'échelle de la puissance et les responsabilités de chacun ?

Nous sommes convaincus que tels sont aussi — et nous nous en félicitons ! — les objectifs de l'Union soviétique, à laquelle la puissance militaire et économique confèrent un rôle particulièrement important. Un monde où subsistent les foyers de guerre, où continuent l'accumulation et le perfectionnement des armements, où les problèmes de l'énergie et de l'alimentation prennent une ampleur nouvelle, exige des efforts redoublés pour atteindre un double but. D'un côté, rendre la détente réelle, universelle et

irréversible. De l'autre éviter les affrontements et promouvoir la concertation et le dialogue. Pour notre part, nous nous y employons de concert avec nos partenaires et nos alliés. Nous attachons en particulier une grande importance aux travaux de la Conférence sur la sécurité et la coopération dont nous souhaitons qu'elle aboutisse à une heureuse conclusion le plus tôt possible. Sur le plan mondial, cela signifie que nous appuyons les efforts des Nations-Unies pour la paix et la sécurité internationale, tout autant que leur action en faveur de la coopération et de l'aide aux pays en voie de développement. Notre dimension et notre expérience historique nous font vivement espérer que les puissants de ce monde se voient en mesure de montrer par leur exemple la voie à suivre en ce domaine.

J'aimerais souligner que de notre côté, nous collaborons à tous les efforts tendant à instaurer, dans un climat de conciliation et d'entente, un monde plus équitable, où les ressources des pays nantis profitent aussi au moins favorisés.

Notre coopération avec l'Union soviétique est un élément constructif dans l'instauration d'un monde plus juste et meilleur. Aussi sommes-nous résolus à la développer et à la consolider toujours davantage.

Messieurs les Présidents,

Plus un pays est petit, plus il est sensible à toute marque d'estime qui lui est donnée par les grands. L'accueil si hospitalier que vous nous avez réservé et les nombreuses attentions dont vous nous avez entourés, reflètent votre amitié pour le peuple luxembourgeois. Nous vous en remercions, et vous prions d'être l'interprète de ses sentiments d'amitié envers le peuple soviétique.

Je ne voudrais pas manquer de vous prier de transmettre tous nos meilleurs souhaits à vos collègues au Présidium du Soviet Suprême, et notamment à Monsieur Léonide Ilych Brejnev.

En formant des vœux chaleureux pour le développement de la coopération entre le Luxembourg et l'Union soviétique, je lève mon verre, Messieurs les Présidents, à votre santé ainsi qu'au bonheur et à la prospérité du peuple soviétique.

## LA JOURNÉE DU 6 JUIN

La seconde journée de la visite du Couple grand-ducal dans la capitale de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques débuta par une visite des curiosités du Kremlin, notamment le Grand Palais du Kremlin, les chambres fortes renfermant une exposition de superbes diamants « Les bijoux des tsars », et le Palais des Armures reconstituant l'époque des tsars, avec les robes de cour de la Grande Catherine, des trônes magnifiques, des carosses splendides, les robes de Pierre le Grand, des tiaras bordées de vision etc. Avant de regagner leurs appartements, le Grand-Duc et la Grande-Duchesse visitèrent encore dans la cour intérieure du Kremlin les merveilleuses cathédrales, notamment celle de l'Assomption, où furent couronnés les tsars, celle de l'Annonciation, où ils firent leurs dévotions et enfin celle dédiée à St. Michel et qui renferme leurs tombeaux.

Cette seconde journée revêtit une importance particulière du fait des entretiens politiques du Président du Gouvernement et Ministre des Affaires Etrangères Monsieur Gaston Thorn avec Monsieur Alexei Kossygin, Président du Conseil de Ministres de l'URSS et Monsieur A. Gromyko, Ministre des Affaires Etrangères de l'URSS, d'une part, et la signature des documents soviéto-luxembourgeois joints à la Maison des réceptions aux Monts Lénine, d'autre part.

C'est ainsi que Monsieur Gaston Thorn et Monsieur A. Gromyko signèrent un accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques relatif aux transports aériens qui prévoit l'ouverture d'une liaison aérienne directe entre les capitales des deux pays; Monsieur Georges Heisbourg, Ambassadeur du Luxembourg à Moscou et Monsieur Machetov, responsable de la section culturelle au Ministère des Affaires Etrangères, signèrent le programme de coopération culturelle entre le Grand-Duché et l'URSS pour les années 1975/76; enfin Monsieur Emmanuel Tesch, Président de la Chambre de Commerce de Luxembourg et Monsieur Tcherviaev, Vice-Président du Comité de la science et de la technique, mirent leurs noms en-dessous d'un accord sur la coopération scientifique et technique dans le domaine de la sidérurgie ainsi que le contrat à long terme concernant la livraison à l'URSS de produits sidérurgiques luxembourgeois.

## Programme de coopération culturelle entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques pour les années 1975 et 1976

Conformément aux dispositions de l'accord culturel entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques signé à Moscou le 17 décembre 1969, les représentants qualifiés du Luxembourg et de l'URSS sont convenus du programme suivant de coopération culturelle entre les deux pays pour les années 1975 et 1976.

### I. — *Echanges dans les domaines de l'éducation et des sciences*

1. Chaque partie met à la disposition de l'autre partie, pendant la durée de validité du présent programme, huit mensualités pour des boursiers choisis dans l'une des catégories prévues à l'article 3a et 3b de l'accord culturel.

2. Les deux parties favoriseront la participation de leurs ressortissants à des congrès internationaux d'intérêt scientifique et culturel qui auront lieu au Grand-Duché de Luxembourg et en Union Soviétique.

3. Les parties échangeront pendant la durée de validité du présent programme un conférencier. Les sujets des conférences et la durée du séjour des conférenciers seront fixés d'un commun accord.

4. Dans l'intérêt du perfectionnement de l'enseignement de la langue russe au Luxembourg, la partie soviétique est d'accord d'accueillir chaque année pour

une période d'un mois jusqu'à trois spécialistes luxembourgeois de la langue russe pour participer aux cours d'été organisés en URSS.

5. En vue d'étudier les systèmes d'enseignement des deux pays, les deux parties échangeront pour la durée de deux semaines, sur des sujets fixés d'un commun accord, des délégations composées chacune d'un maximum de trois spécialistes dans le domaine de l'enseignement.

6. On prévoit les conditions suivantes pour les échanges et leur financement :

6.1. Les dossiers des candidats aux échanges et les thèmes pour le travail scientifique et les conférences prévus seront transmis par la voie diplomatique au moins trois mois avant la date prévue pour l'échange. Pour les cours commençant en septembre la date-limite de dépôt des dossiers pour les étudiants est, pour l'année 1975, le 15 juin et, pour l'année 1976, le 1<sup>er</sup> avril.

6.2. La décision du pays d'accueil sera communiquée à l'autre partie par la voie diplomatique dans les deux mois de la présentation des dossiers.

6.3. Le pays d'accueil est prévenu, au moins deux semaines à l'avance, de la date exacte de l'arrivée des candidats acceptés et prendra les mesures nécessaires pour leur accueil.

6.4. Le pays d'origine prend à sa charge les frais de voyage aller et retour de ses ressortissants participant aux échanges, jusqu'au lieu de destination.

6.5. Les frais de voyage à l'intérieur du pays d'accueil sont à charge de celui-ci, si ces voyages sont prévus au programme.

6.6. Le pays d'accueil fournit gratuitement le logement aux personnes participant aux échanges, pour la durée convenue du séjour.

6.7. Le pays d'accueil assure l'usage gratuit des bibliothèques, laboratoires, installations et instruments scientifiques. De même, le pays d'accueil assure l'usage des facilités récréatives aux mêmes conditions que celles réservées aux personnes participant aux échanges avec d'autres pays.

6.8. Le pays d'accueil assure la gratuité de l'aide médicale en cas de maladie ou d'accident, à l'exception des maladies chroniques, des prothèses et des prothèses dentaires.

6.9. Outre les frais mentionnés sous les points 6.4 à 6.8 le pays d'accueil payera les montants suivants :

- aux chercheurs de la catégorie supérieure : 200 roubles ou 11.000 fr. par mois;
- aux autres chercheurs : 170 roubles ou 9.500 fr. par mois;
- aux étudiants et postgradués : 115 roubles ou 6.500 fr. par mois;
- aux conférenciers : 7,5 à 10 roubles, ou 425 à 650 fr. par journée de séjour, ou des honoraires fixés d'un commun accord et de cas en cas;
- aux participants des cours d'été mentionnés à l'article 4, la partie soviétique accorde un montant de 100 roubles par mois et assure l'enseignement, le logement et les soins médicaux gratuits.

## II. — Echanges de documentation et de publications

7. Les parties encourageront, sur la base de la réciprocité, les échanges de documentation et de publications entre les institutions intéressées dans les domaines de l'enseignement, de la science et de la technique.

## III. — Echanges dans le domaine de la culture et des arts

Conformément aux dispositions de l'accord culturel, les deux parties continueront à favoriser, dans la mesure de leurs possibilités, les échanges dans le domaine de la culture et des arts. Tout en prenant en considération les possibilités indiquées au chapitre V du présent programme, elles prévoient les échanges et manifestations suivants :

8. La partie soviétique, sur l'invitation de la partie luxembourgeoise, enverra, dans le cadre du Festival de Wiltz ou des Soirées de Luxembourg, un soliste soviétique de grand renom. Les modalités pratiques et financières seront fixées entre les organismes appropriés des deux pays.

9. La partie luxembourgeoise, sur l'invitation de la partie soviétique, enverra en URSS un soliste, ou un ensemble instrumental ou vocal réduit. Les modalités pratiques et financières seront fixées entre les organismes appropriés des deux pays.

10. La partie luxembourgeoise organisera en URSS une conférence (avec projection de diapositives) sur l'art luxembourgeois. Les modalités pratiques seront fixées au préalable entre l'Ambassade du Luxembourg à Moscou et les services compétents soviétiques.

La partie soviétique organisera au Luxembourg une conférence (avec projection de diapositives) sur l'art soviétique. Les modalités pratiques seront fixées au préalable entre l'Ambassade de l'Union soviétique à Luxembourg et les services compétents luxembourgeois.

11. Les deux parties favoriseront l'échange de livres, de revues, de bibliographies entre les bibliothèques des deux pays.

12. La partie soviétique offre d'organiser une semaine de cinéma à Luxembourg. Les modalités pratiques seront déterminées au préalable entre les organismes soviétiques et le Ministère des Affaires Culturelles luxembourgeois.

Les deux parties favoriseront l'échange de films et d'autres moyens audio-visuels de caractère culturel, documentaire, didactique, scientifique et artistique.

13. Les deux parties conviennent de proposer au Comité d'Etat du Conseil des Ministres de l'URSS pour la télévision et la radiodiffusion et à RTL l'échange d'enregistrements de programmes musicaux. Les modalités pratiques de cet échange pourront être mises au point directement entre les deux organismes concernés.

La partie soviétique a exprimé le vœu que, pendant la période de validité du présent programme, ces organismes échangent pour la durée de six jours deux représentants de la radio et de la télévision pour discuter les questions relatives à leur coopération.

#### IV. — *Echanges dans le domaine du sport*

14. Les deux parties se sont entendues pour favoriser le développement des échanges sportifs organisés de commun accord entre les organisations sportives des deux pays.

#### V. — *Remarques finales*

15. Les échanges, visites et manifestations prévus dans ce programme seront présentés comme étant organisés dans le cadre de l'accord culturel entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Toutefois les deux parties sont convenues que le présent programme n'est pas limitatif et que d'autres échanges, visites et manifestations peuvent être organisés dans le cadre de l'accord culturel après accord au préalable conclu à cet effet par la voie diplomatique.

De même le présent programme n'exclut pas d'autres manifestations culturelles organisées en dehors du cadre de l'accord culturel.

A 13 heures, les Souverains luxembourgeois offrirent un déjeuner en l'honneur de Monsieur H. V. Podgorny, Président du Présidium du Soviet Suprême et des personnalités soviétiques à la maison des réceptions située aux Monts Lénine.

Le menu de ce déjeuner officiel était le suivant : médaillon de foie gras, cœurs de palmiers, sauce mousseline, filet de bœuf à la périgourdine, salade de saison, vacherin glacé. Comme vin on servait du Pinot blanc 1971 des vignes de l'Etat et du Château Lynchés Bages 1964. Du Bernard Massard, cuvée réservée, fut servi à l'issue du déjeuner.

Voici le texte du toast prononcé par Son Altesse Royale le Grand-Duc à l'issue du déjeuner aux Monts Lénine :

#### **Toast prononcé par Son Altesse Royale le Grand-Duc au déjeuner offert le 6 juin aux Monts Lénine**

Monsieur le Président du Présidium du  
Soviet Suprême,

Monsieur le Président du Conseil des  
Ministres,

Laissez-moi dire tout le plaisir que nous avons, la Grande-Duchesse et moi, de souhaiter une cordiale bienvenue à vous-même et à tous les convives soviétiques qui ont donné suite à notre invitation pour ce déjeuner luxembourgeois.

Nous sommes heureux de voir réunies autour de cette table tant de personnalités soviétiques éminentes, qui sont venues pour témoigner de l'amitié entre nos peuples!

Je saisis cette occasion, Messieurs les Présidents, pour vous exprimer les sentiments de gratitude de nous tous pour l'hospitalité que vous nous avez offerte dans la capitale de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, dont nous avons pu admirer depuis notre arrivée les sites et les monuments les plus significatifs. Avant notre départ de Moscou,

nous aurons l'occasion de voir d'autres exemples de l'esprit créateur et de la vie culturelle du peuple soviétique.

Nous nous réjouissons vivement de pouvoir nous rendre au cours des prochains jours dans d'autres régions de votre vaste pays et d'enrichir par nos séjours en Géorgie ainsi qu'à Leningrad nos connaissances de l'Union Soviétique et des réalisations de sa population dans tous les domaines.

Déjà maintenant nous pouvons dire que nous rapporterons chez nous un souvenir inoubliable de notre séjour en U.R.S.S. et de la généreuse hospitalité dont nous avons été entourés.

J'ai la conviction que notre visite apportera une contribution importante au renforcement des relations entre nos deux Etats. Puisse ce séjour donner une impulsion puissante et durable à l'approfondissement de ces relations, non seulement sur le plan officiel, mais aussi entre les ressortissants luxembourgeois et soviétiques.

Monsieur le Président,

Nous souhaitons vivement que vous pourrez, à votre tour, nous faire le plaisir d'accepter l'invitation de nous rendre visite au Grand-Duché. Un tel voyage officiel serait, tout comme le nôtre, un événement important pour le développement futur des relations entre nos pays.

Je lève mon verre à votre santé et à celle de tous nos invités.

Je vous demanderai de vous joindre à moi pour boire à la prospérité et au bonheur du peuple soviétique, à la coopération et à l'amitié entre nos deux pays et à la paix dans le monde.

Au début de l'après-midi, le Grand-Duc et la Grande-Duchesse visitèrent la Galerie Trétiakov qui contient des tableaux superbes des grands maîtres russes et internationaux.

Après la présentation des chefs de missions diplomatiques accrédités en URSS au cours d'une brillante réception au Ministère des Affaires Etrangères, cette seconde journée dans la capitale soviétique prit fin avec un spectacle officiel au Palais des Congrès du Kremlin au cours duquel fut interprété « Le Lac des Cygnes », ballet en quatre actes de P. Tchaïkovsky.

#### **LA JOURNÉE DU 7 JUIN**

Le 7 juin eut lieu vers 10 heures la cérémonie officielle de départ de Leurs Altesses Royales à l'aéroport Vnoukovo-2 de Moscou à destination de Tbilissi, capitale de la République Socialiste Soviétique de Géorgie. A cette cérémonie de départ furent présents le Président du Présidium du Soviet Suprême de l'URSS et le Ministre soviétique des Affaires Etrangères. Un détachement des trois armes, terre, mer et air, rendait les honneurs militaires.

Les Souverains luxembourgeois arrivèrent à Tbilissi à 13.30 heures, heure locale, pour une visite de 48 heures. C'est sous un soleil de plomb que le Couple grand-ducal fut accueilli avec enthousiasme dans



la capitale de la Géorgie, après avoir été salué à son arrivée par le Président du Présidium du Soviet Suprême de la Géorgie, le Président du Conseil de Ministres et par le Ministre des Affaires Etrangères.

Avant de monter à bord de leurs voitures, les Souverains luxembourgeois, très souriants, répondirent à l'accueil chaleureux de la population. Ils ont serré les mains tendues vers eux et la Grande-Duchesse recevait de nombreux bouquets d'œillets rouges. Tout le long du parcours emprunté par le cortège officiel, la population exhubérante réservait un accueil chaleureux aux hôtes luxembourgeois.

Le programme de la visite de Tbilissi prévoyait une visite au Président du Présidium du Soviet Suprême de la République Socialiste Soviétique de Géorgie, entouré du Vice-Président du Conseil de Ministres et du Secrétaire du Présidium, une visite de la ville de Mtskheta, une visite du Musée des arts de Géorgie, d'un sovkhos, d'une usine sidérurgique et d'un spectacle donné par de jeunes filles qui présentèrent plusieurs chants et danses folkloriques géorgiens.

En début de soirée, le Couple grand-ducal visita le Palais des pionniers et des écoliers, une sorte de grande maison de jeunes, où des explications sur le fonctionnement de cette institution furent données par le directeur responsable. C'est ensuite avec beaucoup de spontanéité et de chaleur que fut présenté un ravissant spectacle de danses caractéristiques de la Géorgie par de jeunes garçons et filles en costumes folkloriques ainsi que des chants enfantins, très appréciés par les Souverains luxembourgeois.

La première journée dans la capitale de la Géorgie prit fin avec un dîner privé.

## LA JOURNÉE DU 8 JUIN

La journée du dimanche débuta, à la demande des Souverains luxembourgeois, par un service religieux célébré en l'église catholique Saint-Pierre-et-Paul à Tbilissi par le père Yan, en présence des membres de la suite officielle. Les chants et les prières furent dits en latin et le Grand-Duc communia ensemble avec plusieurs dizaines de fidèles qui prirent part également à la messe.

Après l'office, le Grand-Duc et la Grande-Duchesse visitèrent le Musée des arts de Géorgie qui renferme des richesses innombrables et où l'on peut admirer notamment de nombreuses et précieuses icônes, des croix et de magnifiques médailles provenant des églises et des couvents de la Géorgie.

L'usine sidérurgique à Roustavi qui était également prévue au programme de la visite en Géorgie, et qui se trouve à peu de distance de Tbilissi, fut également visitée le même jour en fin de matinée sous un soleil implacable. Ce complexe sidérurgique emploie 11.000 ouvriers et produit actuellement 1,2 million de tonnes d'acier par an.

Tandis que le Grand-Duc visita les installations de l'usine de Roustavi, la Grande-Duchesse se rendit au marché de Tbilissi où elle pouvait goûter divers fruits, des amandes et des noisettes que lui offrirent les marchands.

Après le déjeuner, le Couple grand-ducal poursuivit, sous une chaleur torride, la visite de monuments architecturaux, à savoir l'église de Djvari, datant du 6<sup>e</sup> siècle, et la basylique de Svétitskhovéli à Mtskheta, ancienne capitale de Géorgie, qui abrite le tombeau de plusieurs rois et princes qui régnèrent autrefois sur le pays.

En fin d'après-midi, les Souverains se rendirent à l'exposition des réalisations dans tous les domaines de l'économie nationale de la République de Géorgie.

Cette deuxième journée en Géorgie prit fin par un dîner offert en l'honneur du Couple grand-ducal par le Présidium du Soviet Suprême et le Conseil de Ministres de la République Socialiste Soviétique de Géorgie, tandis que la presse luxembourgeoise fut reçue par l'union des journalistes de Géorgie.

## LA JOURNÉE DU 9 JUIN

Le 9 juin eut lieu à 10 heures, heure locale, le départ de Tbilissi pour Léninegrad à bord d'un avion spécial soviétique, après que le Couple grand-ducal eut pris congé du Président du Présidium du Soviet Suprême de la République Socialiste Soviétique de Géorgie et des personnalités soviétiques présentes à l'aéroport, qui leur souhaitèrent une bonne fin de séjour en Union soviétique à Léninegrad.

Le Tupolev 134 de l'Aéroflot atterrit à l'aéroport de Poulkovo vers 12.30 heures où les Souverains luxembourgeois furent accueillis par le Président du comité exécutif de Léninegrad sous un climat plus clément.

Le long cortège de voitures s'arrêta à l'entrée de Léninegrad où se dresse un imposant mémorial érigé à l'occasion du trentième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre Mondiale et dédié à la mémoire des défenseurs de la Ville de Léninegrad qui ont résisté pendant 900 jours au blocus imposé par l'armée hitlérienne.

Après cet arrêt non prévu au programme officiel, le cortège poursuivit son itinéraire vers la résidence où fut servi le déjeuner.

Vers 15 heures, les Souverains se rendirent au cimetière commémoratif de Piskarevo où sont enterrées plus de 500 000 personnes mortes de faim ou sous les bombardements pendant le blocus de Léninegrad. Une musique joue en sourdine une marche funèbre et des œuvres classiques.

Au cours d'une imposante et très émouvante cérémonie, le Grand-Duc et la Grande-Duchesse déposèrent devant la statue une gerbe de roses rouges et roses, tandis que la musique militaire interprétait les hymnes nationaux luxembourgeois et soviétique.

Après un impeccable défilé du détachement de la Garde d'honneur, le Couple grand-ducal fut invité à visiter le musée de Piskarevo à l'entrée de la nécropole où est retracée l'héroïque et douloureuse époque de la résistance contre le blocus de Léninegrad.

Le programme de la visite prévoyait ensuite un arrêt au magnifique Palais et des parcs de Petrodvoletz qui fut la résidence d'été des tsars et notamment de Pierre le Grand et Catherine II, puis des Romanov.

Ce palais, avec ses 135 jets d'eau et ses jardins splendides, avait été construit au 18<sup>e</sup> siècle par l'architecte R. Rastrelli, architecte de la Cour impériale, sous Pierre le Grand. Le palais avait été entièrement détruit lors de la dernière guerre mondiale et entièrement reconstruit à l'issue de la guerre.

Le Couple grand-ducal visita longuement le Palais de Petrodvoretz et les allées du parc qui s'étend sur plus de 100 hectares.

La première journée à Léninegrad s'achevait par un dîner offert en l'honneur des Souverains luxembourgeois par le Comité Exécutif du Soviet Suprême de Léninegrad. Son Altesse Royale prononça à cette occasion le toast suivant :

Monsieur le Président du Comité Exécutif  
du Soviet Suprême de Léninegrad,  
Monsieur le Vice-Président du Présidium du  
Soviet Suprême de l'Union Soviétique,

Nous sommes, la Grande-Duchesse et moi-même, très touchés de vos si cordiales paroles de bienvenue, dont je vous remercie vivement. Nous avons accepté avec beaucoup de plaisir l'invitation de nous rendre en visite dans votre cité, qui compte parmi les plus prestigieuses du monde et que poètes et écrivains ont décrite dans des œuvres immortelles. Nous n'ignorons pas le rôle si important que Léninegrad a joué dans l'histoire de l'Union Soviétique.

C'est avec une très profonde émotion que je me suis rendu, cet après-midi, au grand cimetière de Piskarev. En m'inclinant avec respect devant la mémoire des innombrables victimes civiles et militaires des terribles 900 jours, j'ai repensé à l'héroïsme avec lequel Léninegrad a résisté à l'effroyable agression. Il convient qu'au nom de tous mes compatriotes je rends hommage à tant de sacrifices et à tant de souffrances. Victimes du même agresseur durant la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, nous nous sentons très proches de votre ville et de la tragédie qu'elle a vécue. Dans sa détermination, elle a contribué d'une façon inestimable à la victoire finale, dont le 30<sup>e</sup> anniversaire vient d'être commémoré par nous tous.

La paix revenue, Léninegrad a maîtrisé avec une farouche détermination et un remarquable dynamisme l'énorme tâche de sa reconstruction. C'est une preuve de l'affection des habitants pour leur ville que de l'avoir reconstruite dans toute son ancienne et inégalable splendeur et beauté.

Votre cité mérite aussi notre admiration pour la place importante qu'elle occupe dans la vie économique, culturelle, scientifique et intellectuelle de l'Union Soviétique. Ses réalisations incarnent les qualités d'un pays que nous respectons et dont l'amitié nous est précieuse.

Comme nous nous approchons du terme de notre séjour en Union Soviétique, je me tourne vers vous, Monsieur le Vice-Président du Présidium du Soviet Suprême. Je vous prie de réitérer au Président Podgorny les assurances de notre profonde reconnaissance pour l'hospitalité si chaleureuse et si amicale qui nous a été offerte tout au long d'une Visite d'Etat vraiment inoubliable.

Avec la Grande-Duchesse, avec le Président du Gouvernement et avec mes compatriotes ici présents, je lève mon verre, Monsieur le Président, à la prospérité de Léninegrad, au bonheur de vos concitoyens, à l'amitié entre nos deux pays et à la paix dans le monde.

## LA JOURNÉE DU 10 JUIN

La dernière journée fut consacrée à la visite de la ville de Léninegrad et de ses monuments historiques.

C'est une merveilleuse ville avec une architecture remarquable, et traversée du grand fleuve la Neva, enjambé de nombreux ponts élégants.

Le Couple grand-ducal visita notamment la cathédrale de Saint-Pierre-et-Paul, le Musée de l'Ermitage, la cathédrale Saint-Isac, les Palais de Catherine II dans la ville de Pouchkine et enfin le grand Palais de Pavlosk.

Cette partie de la visite était particulièrement intéressante et tout ce qui se présentait aux yeux des visiteurs était somptueux et admirable, tant la majestueuse cathédrale Pierre-et-Paul, où se trouvent les sépultures de la plupart des tsars russes, y compris celle de Pierre le Grand, fondateur de l'ancienne Petrograd, que la magnifique cathédrale Saint-Isac, une des plus grandioses constructions du monde, ainsi que le Musée de l'Ermitage qui renferme une richesse indescriptible d'œuvres d'art.

C'est en fin d'après-midi que le Grand-Duc et la Grande-Duchesse, entourés du Président du Gouvernement et de Madame Gaston Thorn ainsi que des autres membres de la suite officielle prirent congé à l'aéroport de Poulkovo du Président du Comité Exécutif de Léninegrad et des autres personnalités soviétiques avant de monter à bord de la Caravelle de Luxair venue à Léninegrad le même jour pour ramener à Luxembourg les Souverains luxembourgeois.

C'est très souriants, mais sous une pluie fine, que le Grand-Duc et la Grande-Duchesse descendirent de l'avion spécial à l'aéroport du Findel où, accompagnés du Président du Gouvernement Monsieur Gaston Thorn, ils furent salués par les membres du Corps diplomatique, les membres des Corps constitués et de nombreuses personnalités présentes à cette cérémonie marquant la fin de la visite officielle en URSS.

Voici le texte du télégramme de remerciements adressé par Son Altesse Royale le Grand-Duc à Son Excellence Monsieur H. V. Podgorny, Président du Présidium du Soviet Suprême, après le retour à Luxembourg :

### Télégramme de remerciements

Monsieur Podgorny,  
Président du Présidium du Soviet Suprême  
de l'Union des Républiques Socialistes  
Soviétiques, Moscou

De retour à Luxembourg, j'ai à cœur de vous exprimer avec la Grande-Duchesse, avec le Président du Gouvernement et avec tous les membres de la délégation luxembourgeoise notre profonde gratitude

pour l'accueil et pour l'hospitalité inoubliables que nous avons reçus tout au long de notre séjour en Union Soviétique.

Nous conservons le meilleur souvenir des différentes étapes du voyage, notamment à Moscou, Tbilissi et Léninegrad. Nous sommes convaincus que notre Visite d'Etat approfondira les relations amicales entre nos pays et qu'elle resserrera les liens entre nos peuples.

Nous formons des vœux chaleureux pour l'avenir de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et pour le bonheur et la prospérité de tous vos concitoyens.

Jean,

Grand-Duc de Luxembourg.

Nous reproduisons ci-après le texte du communiqué commun publié à l'issue de la visite d'Etat en Union des Républiques Socialistes Soviétiques de Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse:

### Texte du Communiqué Conjoint

A l'invitation du Présidium du Soviet Suprême de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse de Luxembourg ont fait, du 5 au 10 juin 1975, une visite officielle en Union soviétique.

Leurs Altesses Royales étaient accompagnées de Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, Ministre des Affaires Etrangères.

Son Altesse Royale le Grand-Duc, accompagné de Monsieur Gaston Thorn, a rendu visite à Monsieur N. V. Podgorny, Membre du Bureau Politique, Président du Présidium du Soviet Suprême de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Son Altesse Royale le Grand-Duc a déposé une couronne au Tombeau du Soldat Inconnu à Moscou.

Au cours de leur séjour en Union des Républiques Socialistes Soviétiques, Leurs Altesses Royales et les personnalités qui les ont accompagnées ont visité outre Moscou, les villes de Tbilissi et Léninegrad. Elles se sont familiarisées avec la vie et les réalisations du peuple soviétique dans les domaines économique, social, culturel et scientifique. Les hôtes luxembourgeois ont trouvé partout un accueil chaleureux et hospitalier.

Au cours de la visite, Monsieur G. Thorn, Président du Gouvernement, Ministre des Affaires Etrangères, a eu des entretiens avec Monsieur A. N. Kossyguine, Membre du Bureau Politique, Président du Conseil de Ministres et Monsieur A. Gromyko, Membre du Bureau Politique, Ministre des Affaires Etrangères.

Ces entretiens se sont déroulés dans une atmosphère d'amitié et de compréhension mutuelle.

Les deux parties ont examiné le développement des relations entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et ont échangé leurs vues sur un certain nombre de problèmes internationaux actuels d'intérêt commun.

Evoquant le 40<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques qui aura lieu au mois d'août 1975, les deux parties ont déclaré que l'amélioration des relations entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques correspondait aux intérêts des peuples des deux pays et contribuerait à l'établissement de la paix et de la sécurité en Europe. A l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de la victoire qui mit fin à la deuxième guerre mondiale, les deux parties ont souligné l'importance de la fraternité d'armes entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques à cette époque.

Les deux parties ont constaté avec satisfaction que les relations entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Républiques Socialistes se développent d'une façon favorable. Elles confirment leur attachement aux principes de la coexistence pacifique, qui signifie la coopération à long terme, fructueuse et mutuellement avantageuse entre Etats, quels que soient leurs systèmes politiques, économiques et sociaux, sur la base de l'égalité des droits et du respect mutuel. Elles se sont déclarées résolues à approfondir entre leurs pays la coopération dans tous les domaines d'intérêt commun, y compris dans le domaine politique. Etant donné les résultats positifs des consultations entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, qui favorisent une meilleure compréhension et une plus large entente, les deux parties ont reconnu l'utilité de poursuivre ces consultations d'une manière régulière.

Au cours de la visite les documents suivants, auxquels les deux parties attachent une grande importance, ont été signés :

- l'accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques relatif aux transports aériens qui prévoit l'ouverture d'une liaison aérienne directe entre les deux pays;
- le programme de coopération culturelle entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques pour les années 1975/76;
- l'accord sur la coopération scientifique et technique dans le domaine de la sidérurgie ainsi que le contrat à long terme concernant la livraison à l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques de produits sidérurgiques.

Les deux parties estiment que la signature de ces documents élargit la base de leurs échanges et de leur coopération dans les domaines économique et commercial, scientifique, technique, culturel, et contribuera à leur développement ultérieur.

Au cours de l'échange de vues sur les questions internationales les deux parties ont souligné avec satisfaction que le processus de la détente s'approfondit en Europe. Le Grand-Duché de Luxembourg et l'Union soviétique expriment leur volonté de contribuer par tous les moyens à ce processus en vue de



lui conférer un caractère irréversible. Ils partent du fait que chaque pays peut et doit apporter sa contribution au renforcement de la détente universelle afin de contribuer à réunir les conditions permettant à chaque peuple de vivre en paix et en sécurité.

Les deux parties ont particulièrement souligné l'importance qu'elles attachent à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Elles ont noté que de bonnes prémisses existent pour compléter les travaux de la CSCE dans les plus brefs délais. Elles sont résolues à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour assurer le succès complet de la Conférence en vue de sa conclusion au niveau le plus élevé à Helsinki.

Les deux parties sont convaincues que le succès de la conférence et la mise en œuvre de ses résultats marqueront non seulement une nouvelle étape dans l'histoire de l'Europe mais exerceront aussi une influence positive sur l'évolution de l'ensemble des relations internationales.

Les deux parties ont souligné le grand rôle joué par les Nations Unies dans l'approfondissement de la détente, dans la consolidation de la paix, de la sécurité et de la coopération internationale, et ont réaffirmé leur volonté de contribuer à la stricte application des buts et des principes de l'ONU sur la base d'un respect rigoureux de sa Charte.

Les deux parties ont constaté avec satisfaction que les entretiens auxquels la visite a donné lieu ont été fructueux et ont permis de renforcer la confiance et la coopération constructive entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Son Altesse Royale le Grand-Duc a invité Monsieur N. V. Podgorny, Membre du Bureau Politique, Président du Présidium du Soviet Suprême de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques à se rendre en visite officielle à Luxembourg. Cette invitation a été acceptée avec plaisir. La date de la visite sera fixée ultérieurement.

## La Visite Officielle à Luxembourg de Monsieur Jacques Chirac, Premier Ministre de la République française

Répondant à l'invitation de Son Excellence Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, Ministre des Affaires Etrangères, Son Excellence Monsieur Jacques Chirac, Premier Ministre de la République Française, s'est rendu en visite officielle à Luxembourg le 2 mai 1975. Monsieur Jacques Chirac était accompagné de Monsieur Bernard Destremau, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Monsieur Serge Boidevaix, Directeur de Cabinet du Premier Ministre, Monsieur Jean-Claude Paye, Directeur de Cabinet du Ministre des Affaires étrangères, de Monsieur Bertrand Dufourcq, Sous-Directeur de l'Europe occidentale au Quai.

En fin de matinée, Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience Son Excellence Monsieur Jacques Chirac, Premier Ministre de la République française, accompagné de Monsieur Bernard Destremau, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

Après un premier tête-à-tête entre les deux Présidents de Gouvernement Monsieur Gaston Thorn et Monsieur Jacques Chirac, un déjeuner était offert au Château de Senningen par le Gouvernement luxembourgeois. L'après-midi a été consacré à une réunion de travail, suivie d'une conférence de presse. Un dîner offert par le Gouvernement luxembourgeois au

Ministère des Affaires étrangères a clôturé la visite officielle. Le Premier Ministre français a quitté le Grand-Duché tard dans la soirée.

Nous reproduisons ci-après le texte des toasts prononcés par les deux Présidents de Gouvernement au cours du dîner offert par le Gouvernement luxembourgeois, ainsi que le communiqué final.

### Toast prononcé par Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement

Monsieur le Premier Ministre et Chère Collègue,

Au nom du Gouvernement luxembourgeois et en mon nom personnel permettez-moi tout d'abord de vous exprimer le vif plaisir que nous éprouvons à vous recevoir aujourd'hui à Luxembourg.

En votre personne, le Grand-Duché a l'honneur et le privilège d'offrir l'hospitalité non seulement à un des plus jeunes chefs de gouvernement que la France contemporaine ait eus, mais également au représentant d'une nation chère au cœur de chacun de mes compatriotes.

Les liens exceptionnels qui unissent nos deux pays ne datent pas d'hier. Histoire et géographie les ont marqués de leur empreinte au cours des siècles. Dès

les origines du pays les comtes de Luxembourg étaient alliés ou apparentés aux rois de France et d'innombrables relations de famille ont mêlé le sang français à celui des habitants de mon pays.

Du sacrifice chevaleresque de Jean de Luxembourg dit l'Aveugle, mort à Crécy pour la France, aux valeureux combats des grognards luxembourgeois sous l'Empereur Napoléon, nos chroniques du passé sont émaillées d'hommes et d'événements qui illustrent de façon bien souvent émouvante nos relations avec votre pays.

Située au cœur de l'ancienne Lotharingie, à l'intersection des frontières linguistiques, au point de contact de deux des grandes puissances européennes, le Luxembourg s'est trouvé tout au long de son histoire dans la ligne de feu des antagonistes séculaires de ses grands voisins. Tirailé entre l'Est et l'Ouest au gré des situations politiques et militaires labiles et fluctuantes, il a été l'enjeu et le souffre-douleur par excellence des guerres européennes. Mille péripéties et vicissitudes ont laissé des traces profondes et durables. Cette ville, dont les tours et murs suscitent encore aujourd'hui l'admiration, porte la griffe de ce grand bâtisseur du Roi Soleil : Vauban qui, en l'élevant au rang d'une des premières forteresses d'Europe, en a fait le Gibraltar du Nord. L'histoire nous apprend d'ailleurs que le jour où, à la suite du traité de Ryswick, la France en un geste plus que généreux céda le Luxembourg à l'Espagne, Vauban, désabusé et furieux, s'écria : « Il n'y avait qu'à la garder. Il est certain qu'aucune puissance n'aurait pu nous l'ôter. Nous perdons avec elle pour jamais l'occasion de nous borner par le Rhin. Nous n'y reviendrons plus » ; vue trop pessimiste, car deux années à peine s'étaient écoulées que Philippe d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, hissait à nouveau les couleurs françaises.

La Révolution française a ouvert notre pays aux idées nouvelles et depuis lors le Luxembourg n'a cessé d'être porté par les grands courants spirituels en provenance de l'Ouest. Au cours des deux derniers siècles la France a d'ailleurs joué un rôle polarisateur et formé le contre-poids à ce qui pouvait altérer l'équilibre national luxembourgeois.

Deux guerres mondiales et une lutte commune et acharnée contre l'oppression et la dictature ont encore renforcé l'attachement réciproque.

Blotti entre les vieilles nations qui ont déterminé le sort de notre continent, le Grand-Duché de par son expérience historique est particulièrement sensible à la nécessité pour les pays du vieux continent de s'unir. Conscient de l'impuissance de nos États à surmonter individuellement les difficultés qui se posent à l'échelle européenne, il n'a pas hésité à adhérer à la fameuse déclaration de Robert Schuman qui — rassurez-vous, cher collègue —, bien que né sur notre sol, nous sommes loin de vous le disputer, car sa personnalité et son œuvre font qu'il appartient à nous tous. Ce grand homme d'État français a puisé dans le passé mouvementé de l'ancienne Lotharingie la conviction que seule une union des deux grands adversaires d'hier — union cimentée par le sentiment de l'intérêt commun — pouvait constituer la pierre angu-

laire de cet édifice européen que depuis plus de vingt ans nous voyons s'élever. Le Luxembourg s'est tout particulièrement félicité de cette réconciliation franco-allemande, facteur de stabilisation politique autant que prémisses de tout progrès dans la voie de l'unification politique de l'Europe.

Le regretté président Georges Pompidou qui, il y a presque trois ans jour pour jour, nous a honorés de sa présence, a dit lui-même que tout pousse l'Europe à s'unir et que seule l'histoire vient en contrarier l'évolution. S'il est vrai que le poids politique et le potentiel économique de nos deux pays sont trop dissemblables, pour que nous puissions approcher les problèmes de l'Europe et de son développement communautaire dans des optiques en tous points identiques, cela ne doit cependant pas nous empêcher de nous engager avec force dans la voie des solidarités politiques et économiques si nous voulons que l'Europe s'affirme dans le monde.

Mon cher Collègue,

Au cours de votre brillante carrière vous avez, en une irrésistible ascension, gravi tous les échelons de la hiérarchie politique, et dans l'exercice de vos fonctions fait constamment preuve d'une rare capacité de travail et d'un remarquable doigté politique assorti d'une grande fermeté dans tout ce qui touchait aux intérêts vitaux de votre pays. Depuis votre accès à la tête du Gouvernement, nous avons tous pu apprécier l'énergie et le dynamisme déployés afin de réaliser les réformes devant donner à la société française une structure résolument adaptée à notre temps.

Si la voix de la France est écoutée avec attention dans le monde, et si son pouvoir médiateur est reconnu et apprécié, ce sont là les fruits d'une intelligence politique de relations et de coopération menée depuis longue date avec un grand nombre de pays du monde.

Monsieur le Premier Ministre,

Plus un pays est petit plus il a besoin de l'appui de ses grands voisins et plus il apprécie aussi les marques de sympathie qu'on lui témoigne. Permettez-moi dès lors de vous remercier de tout cœur de nous avoir fait le plaisir de pouvoir vous accueillir parmi nous.

Je lève mon verre à la santé de Son Excellence le Premier Ministre de la République Française ainsi qu'au bonheur et à la prospérité de cette grande nation amie.

**Toast prononcé par Monsieur Jacques Chirac,  
Premier Ministre du Gouvernement français**

Monsieur le Président, Cher Ami,

Ce soir, au terme de cette visite, brève, certes, mais si bien remplie parce que parfaitement organisée, les mots qui me viennent à l'esprit sont pour vous remercier de la chaleureuse amitié que vous-même et le Gouvernement du Grand-Duché m'ont témoignée pendant cette journée. Je tiens à vous dire aussi combien j'ai été sensible à l'honneur que m'a fait Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxem-

bourg en me décernant une haute distinction au cours de l'audience qu'il a bien voulu m'accorder.

Cette chaleur, cette amitié sont sans doute naturelles entre deux voisins qu'une longue histoire, une grande estime et des espoirs communs, rendent encore plus voisins que d'autres. Elles sont bien sûr agréables et je peux vous dire que je me suis plu et que je me plais à Luxembourg. Mais il est aussi utile et important de pouvoir les ressentir, les mesurer et d'y puiser, aussi souvent que possible, des encouragements pour la réalisation de nos projets et de nos espérances.

Nos projets et nos expériences concernent notre union européenne encore adolescente. Après la remarquable décennie des progrès accomplis par chacun des Pays qui la composent, l'Europe a connu et connaît, comme d'autres, les difficultés de l'inflation et des suites de l'inflation, lorsqu'il faut maintenir à la fois le niveau de l'activité économique et celui des prix. C'est le moment où, loin de renoncer à croire en elle-même, l'Europe adolescente, dans ce temps des épreuves, doit parvenir à sa maturité.

Nous avons longuement parlé aujourd'hui des problèmes de l'Europe. Je sais combien vous êtes attachés à cette construction européenne et je peux vous dire que le Président de la République française, M. Giscard d'Estaing, y accorde toute son attention. Nous nous sommes entretenus sans détour, car nous mesurons les difficultés auxquelles se heurte actuellement l'entreprise européenne et nous savons que notre capacité d'action ne se fonde pas seulement sur notre volonté mais aussi sur la vérité de notre analyse. Nous avons constaté que nos deux Gouvernements étaient, l'un et l'autre, résolus à défendre l'acquis communautaire et à le renforcer. Nous avons reconnu, d'un commun accord, que nous devons rechercher, avec nos partenaires, les voies d'un nouvel élan de solidarité, avec la volonté d'y participer et d'en soutenir l'accomplissement.

Permettez-moi à cet instant, Monsieur le Président, et cher Ami, quelques remarques personnelles, car je ne peux parler de l'Europe sans parler aussi de l'Européen que vous êtes. Vous l'avez été dès la première heure par votre origine, par formation, par choix, par conviction. Vous l'êtes aujourd'hui plus encore que par le passé, au moment où l'Europe en a le plus besoin.

Dans quelques jours, je crois, vous serez à Paris, pour commémorer l'anniversaire de la première grande initiative sur la voie de l'Union Européenne. Vous témoignerez ainsi, comme les personnalités rassemblées à cette occasion, de l'espoir qui est aussi le nôtre que l'Europe a en commun non seulement un grand héritage mais aussi un grand avenir.

Laissez-moi ajouter que le Luxembourg, où se trouve le siège de nombreuses institutions et organismes européens et où se réunissent fréquemment les instances de notre Communauté, est, au cœur de cette Europe, le partenaire indispensable, défenseur exigeant des principes des traités. Il est aussi, lorsqu'il le faut, l'artisan pragmatique et ingénieux des compromis qui permettent de faire progresser notre

Union et de sauvegarder, dans le respect des intérêts de chacun, la solidarité qui est notre force commune.

Mais nous avons bien compris aussi que l'Europe devait regarder vers l'extérieur pour montrer à l'heure des mutations et des affrontements qui se produisent dans le monde, qu'elle ne devait pas être prête à accepter que l'histoire se fasse sans elle, car elle se ferait alors, très vite, contre elle, contre son existence, avec les valeurs qui sont les siennes.

Dans l'histoire, l'Europe n'a été elle-même que lorsqu'elle s'est tournée vers les mondes nouveaux. Aujourd'hui, l'Europe nouvelle doit définir une politique de coopération avec les pays qui ont conquis leur indépendance et qui mènent toujours la bataille pour leur développement.

Je sais, Monsieur le Président, que vous n'avez pas ménagé vos efforts pour avancer sur la voie parfois malaisée du renforcement de la coopération entre pays industrialisés et pays en voie de développement. Je tiens à vous en remercier. Le Président de la République française, M. Giscard d'Estaing, qui a pris l'initiative de réunir à Paris une conférence préparatoire sur l'énergie et les matières premières, ne renonce pas à l'espoir de poursuivre ce dialogue international pour l'établissement de nouveaux rapports économiques entre Etats, fondés sur l'équité et gages de rapports pacifiques.

Dans cette perspective, l'Europe, associée à d'autres, a un rôle à jouer, qui correspond à sa mission traditionnelle, et elle a, si on y regarde bien, des moyens importants pour agir. Ce que nous avons déjà accompli, dans les conventions de Yaoundé et dans la convention signée tout récemment à Lomé, prouve que l'Europe est ouverte vers le tiers monde. Les circonstances actuelles montrent que nous sommes sur la bonne voie et nous imposent le devoir de poursuivre et de persévérer.

Lorsque je dis que les bouleversements qui atteignent notre monde, même s'ils sont lointains, ne doivent laisser aucun Gouvernement Européen indifférent, je tiens à préciser, Monsieur le Président, que nous ne sommes pas restés inactifs. Nous avons évoqué, au cours de nos conversations, les questions les plus importantes pour le maintien de la paix. Nous avons ainsi échangé nos vues sur les relations Est-Ouest et la conférence de sécurité et de coopération en Europe, dont la dernière phase est actuellement préparée à Genève avec un rôle actif de la délégation luxembourgeoise en étroite liaison avec la délégation française, sur les conditions d'un règlement équilibré au Proche-Orient, sur le renforcement des bases de la paix et de la coopération en Méditerranée, sur l'Asie du Sud-Est enfin, où s'est achevé un drame et où il s'agit maintenant de panser tant de plaies et de relever tant de ruines. Nous avons constaté la grande convergence et bien souvent l'identité de nos conceptions fondées sur le souci du maintien de la paix et du développement de la coopération internationale parfaitement conciliable avec le respect de l'indépendance et sur cette préoccupation que j'évoquais à l'instant, de voir l'Europe œuvrer dans ce sens.

Une occasion se présente d'ailleurs que je me permettrai de mentionner : ce n'est pas seulement, et je vous le dis très sincèrement et très simplement, parce que j'ai été, de nouveau, frappé au cours de ces entretiens par vos qualités d'homme d'Etat; le sens des responsabilités et de la mesure, les convictions exigeantes, la sensibilité humaine; c'est aussi parce qu'un tel projet est un encouragement pour l'Europe et qu'il serait utile au monde. En un mot, Monsieur le Président, tout justifie pleinement à nos yeux les espoirs et la confiance que nous plaçons en vous, lorsque nous soutenons très activement votre candidature à la Présidence de la prochaine session de l'Assemblée des Nations Unies.

J'ai évoqué longuement les problèmes internationaux et les affaires européennes; je ne voudrais pas oublier les possibilités qui s'offrent à notre coopération bilatérale. La complémentarité des économies de part et d'autre de notre frontière est devenue si évidente et si solide qu'il pourrait paraître inutile de chercher à l'organiser, à la renforcer ou à l'étendre à des domaines nouveaux. Ce n'est pas la vérité et ce n'est pas ce que nous pensons, ni moi et, je le sais, ni vous. Nous savons en effet, Monsieur le Président, que nous devons aller plus loin et nos entretiens de l'après-midi montreront que nous sommes décidés à aboutir. Dans plusieurs domaines, qui vont de la coordination de nos projets en matière d'énergie au renforcement de nos liens culturels, nous pouvons progresser, sans exclure aucun de nos partenaires des bénéfices de cette coopération.

Monsieur le Président, nous regardons tous deux vers l'avenir et nous regardons avec confiance. Réussir la grande entreprise qui conduit à l'union de l'Europe est une affaire de volonté. Nous savons que nous réussirons.

Je lève mon verre en l'honneur de Leurs Altesses Royales, le Grand-Duc et la Grande-Duchesse de Luxembourg, à l'amitié franco-luxembourgeoise, et au progrès de l'Union européenne, en votre honneur, Monsieur le Président, à votre bonheur personnel et à votre succès.

### **Communiqué final**

A l'invitation de Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement luxembourgeois, Monsieur Jacques Chirac, Premier Ministre du Gouvernement français, a effectué une visite officielle à Luxembourg le 2 mai 1975.

Il a été reçu en audience par Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg.

Les entretiens, qui se sont déroulés dans une atmosphère de très grande cordialité, ont permis aux deux Chefs de Gouvernement de procéder à un large tour d'horizon sur les principaux problèmes internationaux, européens et bilatéraux.

Les discussions ont fait apparaître qu'il existait entre les deux Gouvernements une très large convergence de vues sur ces questions.

Sur le plan international, leur attention s'est notamment portée sur l'évolution de la situation en Méditerranée orientale, au Proche-Orient et en Extrême-Orient.

A la suite de la réunion préparatoire de Paris et dans la perspective des diverses réunions internationales qui, au cours des prochains mois, sont appelés à traiter des divers problèmes concernant les relations entre pays industrialisés et pays en voie de développement, ils ont souligné la nécessité de poursuivre le dialogue international. C'est à cette condition que la remise en ordre de l'économie mondiale pourra intervenir. Ils ont marqué l'importance qui s'attache aux prochaines sessions extraordinaire et ordinaire des Nations Unies.

Sur le plan européen et pour ce qui concerne la Communauté, les deux Chefs de Gouvernement en ont examiné de façon approfondie la situation. Ils ont marqué la nécessité absolue, particulièrement dans la conjoncture présente, de s'attacher avec vigilance au maintien de l'acquis communautaire, tout en amorçant avec détermination des progrès concrets, susceptibles de donner enfin à l'Europe l'autonomie et l'efficacité d'action que le monde actuel attend d'elle.

La vocation de l'Europe, celle de l'échange confiant avec l'ensemble de ses partenaires mondiaux, a été rappelé par les deux Chefs de Gouvernement, qui ont souligné le rôle particulier qu'ils souhaitent assigner à l'Europe dans la coopération avec les pays en voie de développement.

Sur le plan des rapports bilatéraux, en ce qui concerne les projets d'installations de centrales nucléaires sur la Moselle, les décisions qu'il appartient à chaque Gouvernement de prendre, seront précédées d'une concertation en vue de parvenir à une coordination des programmes.

En tout état de cause, les dispositions nécessaires seront prises, dans l'hypothèse de la réalisation de la centrale de Sentzich, pour qu'aucun gêne n'en résulte pour la construction éventuelle de la centrale de Remerschen.

Les deux Chefs de Gouvernement ont reconnu l'intérêt que pourrait présenter à moyen terme la technologie des réacteurs à haute température notamment pour la sidérurgie et ils ont décidé en conséquence d'encourager une action concertée en la matière.

Ils ont pris acte de ce que la question du stockage des hydrocarbures a trouvé une solution satisfaisante.

Les deux Chefs de Gouvernement ont insisté sur l'importance du développement des relations culturelles entre les deux pays. Ils se sont félicités des résultats obtenus par les contacts entre universités françaises et les autorités luxembourgeoises compétentes.

Ils sont convenus que le Ministère de l'Education et le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale du Luxembourg, rencontreraient prochainement le Secrétaire d'Etat aux Universités en vue de faciliter autant que possible l'accès des étudiants luxembourgeois aux Universités françaises.



# La Célébration de la Fête Nationale à Luxembourg

Dans tout le Grand-Duché, le peuple luxembourgeois a célébré le 23 juin 1975, dans un élan patriotique, l'anniversaire de naissance de Son Altesse Royale le Grand-Duc. Comme chaque année, de nombreuses festivités et manifestations patriotiques, suivies de cérémonies militaires et religieuses, marquèrent dignement la Fête Nationale luxembourgeoise.

La veille de la Fête Nationale à Luxembourg-Ville, le programme des manifestations prévoyait des allocutions radiodiffusées et télévisées de Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, Ministre d'Etat, un dépôt de fleurs au Monument aux Morts de la Force Publique par les Commandants et le Directeur de l'Armée, de la Gendarmerie et de la Police, en présence des détachements militaires et de la musique militaire, une aubade, offerte par l'Armée devant le Palais grand-ducal en l'honneur de Son Altesse Royale le Grand-Duc et de la Famille grand-ducale, suivie d'une grande retraite aux flambeaux avec des voitures illuminées et qui a parcouru les principales artères de la capitale, avec la participation de toutes les sociétés de la Ville de Luxembourg, un concert à la Place de la Constitution, un feu d'artifice tiré du Pont Adolphe, en présence de Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse ainsi que des enfants princiers, et enfin un concert patriotique de clôture à la Place d'Armes, exécuté par l'Harmonie municipale.

Une foule particulièrement nombreuse et enthousiaste, massée devant le Palais grand-ducal, a longuement ovationné les Membres de la Famille grand-ducale qui, très souriants, répondirent par des gestes de la main aux acclamations de la foule.

La journée de la Fête Nationale débuta par la traditionnelle prise d'Armes à la Place Guillaume, suivie d'un défilé des détachements de l'Armée, de la Gendarmerie et de la Police, en présence de Son Altesse Royale le Grand-Duc, de Monsieur Emile Krieps, Ministre de la Force Publique, des attachés militaires étrangers accrédités à Luxembourg, des autorités municipales, des officiers et des sous-officiers représentant les corps de l'Armée, de la Gendarmerie et de la Police.

Après l'arrivée du Commandant de l'Armée et du Ministre de la Force Publique, Son Altesse Royale le Grand-Duc fut accueilli aux accents de l'hymne de la Maison grand-ducale. Le Souverain passa en revue les détachements militaires et prit place ensuite à la tribune d'honneur.

Un triple « Vive » entonné par l'ensemble des détachements de la Force Publique envers Son Altesse Royale le Grand-Duc et la Maison grand-ducale fut suivi du « Wilhelmus » et de l'hymne national.

La prise d'armes fut clôturée par un défilé des détachements d'honneur de l'Armée, de la Gendarmerie et de la Police devant Son Altesse Royale le Grand-Duc et les personnalités civiles et militaires.

A 11 heures, un Te Deum solennel fut célébré en l'église cathédrale de Luxembourg par S. Exc. Monseigneur Jean Hengen, Evêque de Luxembourg, en présence de Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la

Grande-Duchesse et des enfants princiers Marie-Astrid, Jean et Guillaume.

Dans le chœur de la cathédrale avaient pris place les membres du Corps diplomatique accrédités à Luxembourg, les représentants des Institutions européennes installées à Luxembourg, les membres des Corps constitués, le Conseil national de la Résistance, les comités des Associations des Anciens Combattants, de la Résistance, des Mouvements patriotiques et de la Jeunesse.

Voici la liste des chefs de mission diplomatiques qui ont assisté au Te Deum solennel, accompagnés des membres de leur Ambassade : S. Exc. Mgr. Eugène Cardinale, Nonce Apostolique, Leurs Excellences les Ambassadeurs des pays suivants : Afrique du Sud, Algérie, République Démocratique Allemande, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Autriche, République Populaire du Bangladesh, Belgique, République Populaire de Bulgarie, Burundi, Cameroun, Canada, Centrafricaine, Chili, Chypre, Colombie, République Populaire du Congo, Dahomey, Danemark, République Arabe d'Egypte, Equateur, Espagne, Finlande, France, Gambie, Ghana, Grande-Bretagne, Grèce, Guatemala, Haute-Volta, Hongrie, Indonésie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Liban, République Malgache, Ile Maurice, Monaco, Niger, Norvège, Nouvelle Zélande, Pakistan, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Suède, Suisse, Syrie, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinidad & Tobago, Tunisie, Turquie, U.R.S.S., Uruguay, Venezuela, République Démocratique du Viet Nam, Yougoslavie.

Le programme musical du Te Deum solennel était exécuté par la Maîtrise de la Cathédrale Notre-Dame de Luxembourg, sous la direction de M. l'abbé René Ponchelet, avec aux orgues Maître Albert Leblanc.

A midi, un tir d'honneur de 101 coups de canon fut exécuté par des artilleurs de la hauteur des « Trois Glands » en l'honneur de Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse ainsi que des Membres de la Famille grand-ducale.

Dans l'après-midi eut lieu à la Place d'Armes une grande fête populaire comprenant des concerts, des attractions et des chants, avec la participation de nombreux artistes luxembourgeois.

Une brillante réception donnée par les Souverains réunissait dans la soirée au Palais grand-ducal les membres du Corps diplomatique ainsi que les plus hautes personnalités civiles, militaires et religieuses.

Dans toutes les localités du pays, des manifestations patriotiques et religieuses, auxquelles prirent part les autorités locales, les sociétés et associations patriotiques ainsi que la population, marquèrent la célébration publique de l'anniversaire de la naissance de Son Altesse Royale le Grand-Duc.

Des services religieux furent également célébrés à l'église protestante et à la synagogue à Luxembourg et à Esch-sur-Alzette.

A l'étranger, la Fête Nationale était marquée comme chaque année par de brillantes réceptions offertes par les représentants diplomatiques du Grand-Duché.

# La Célébration du Memorial Day à Luxembourg

Le 25 mai 1975 se sont déroulées à Luxembourg, au cimetière militaire américain de Hamm, les traditionnelles cérémonies commémoratives du « Memorial Day », en présence de Leurs Altesses Royales le Prince Charles et la Princesse Joan et de nombreuses personnalités civiles, militaires et religieuses.

La cérémonie débuta par une invocation dite par Monseigneur Nicolas Wirtz, Préposé de la Cathédrale, puis l'assistance entendit des allocutions de l'Ambassadeur des Etats-Unis, Madame Ruth Lewis Farkas et de Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement luxembourgeois.

Le docteur Emmanuel Bulz, Grand Rabbin à Luxembourg, dit ensuite des prières qui furent suivies d'une allocution prononcée par le Major Général Benjamin N. Bellis, Commandant de la 17<sup>e</sup> Air Force de Sembach.

Des gerbes furent ensuite déposées au pied du monument par Son Altesse Royale le Prince Charles, par l'ambassadeur des Etats-Unis Madame Ruth Lewis Farkas, par les représentants de la Chambre des Députés, du Gouvernement, du Conseil d'Etat, de la Ville de Luxembourg, de la Ville d'Ettelbruck, de la municipalité de Hamm, des syndicats chrétiens, de la communauté israélite, de l'American Luxembourg Society, de l'American Legion, des boy-scouts et girls américains, etc.

Après le dépôt de fleurs, des salves d'honneur furent tirées par un détachement militaire américain.

Le Révérend Lt. Col. Virgil L. Schuelein, chapelain protestant de la U. S. Air Force Base de Bitburg, dit une dernière prière, tandis que l'exécution de la Sonnerie aux Morts et des hymnes nationaux américain et luxembourgeois par la musique militaire, placée sous la direction du Capitaine Pierre Nimax, clôtura cette émouvante cérémonie du Memorial Day.

Nous reproduisons ci-après le texte de l'allocution prononcée à l'occasion du Memorial Day par Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement :

Your Royal Highnesses,  
Excellencies,  
Ladies and Gentlemen,

This year's celebration of Memorial Day acquires a special significance in the light of the 30th anniversary of the end of World War Two.

It is with awe, respect and everlasting gratitude that we commemorate the heroic feat of the American citizen-soldiers who fought alongside with the other allied troops and of whom many a thousand lost their life in the fierce battles that took place on our territory.

It should be remembered that they fought not just to win a war but to preserve freedom and liberty, those cherished ethical foundations of our nations.

It should also be recalled that the American involvement in European affairs, highlighted by the

incommensurable sacrifice its sons paid to the restoration of peace during the wars years, paved the ground, once peace restored, to the moral and physical reconstruction of Europe, the recovery of its prosperity. Our debt to the United States is heavy indeed.

One could of course give in retrospect a detailed account of the American commitment to Europe during the last 30 years, both in its security and in its economic facets. The message would be unequivocal : this commitment has been both essential and overwhelming, and the actual state of Europe in its positive aspects owes much to it.

Of course, this contribution has not always been appreciated by its direct beneficiaries the way it should and the way it was intended. Some of them tend to think that the American involvement has indeed been too overwhelming, too weighty.

One never reigns innocently, and the most powerful state never seems innocent, no matter how it acts. Everything has a price, especially power and wealth. Resentment and suspicion, unfortunately, play a large part in international relations. It would be a sad development, a kind of historic reversal of roles, if Europe, and especially the European Community, were to become now the object of American resentment.

It is true that the once cherished baby-partner has grown into an awkward partner who talks back sometimes, to the great annoyance of its foster-parent.

This might be inevitably linked with the process of growing up. Europe has now grown up even if it is not mature and has developed economically at least, into a formidable center of power of its own. It is groping for its political role and will inevitably have to face up some day to the question of its own responsibility for its own defence.

Misunderstandings and strains occur, and a mature relationship between responsible adults will have to develop if Atlantic relations are to survive. Reciprocal concessions are required for this to happen. The United States must come to terms with the fact that the EEC is developing into a distinct and original entity with its own interests, its autonomous role to play accordingly in world affairs, but sharing with the United States a fundamental community of destiny and purpose.

Europe on the other hand should not try nor be forced to define its unity by organizing itself against the United States, be it only because of the indispensability — as evident now as it was 30 years ago — of the American commitment to its security.

The Atlantic Partnership will thus be able to develop in the direction of a new and more equilibrated undertaking.

Instead of building up relations along the lines of rivalry, the two poles would try to encourage their mutual complementarity.

The problem of peace in the future seems less likely to be that of containing threats of major war than of building up the means, international, transnational and national of absorbing changes which will certainly be great and some of which may create appalling injustice, suffering, conflict and fears of shifts in the balance of power.

This is certainly the kind of world most relevant to the role Europe can aspire to play. It can get credit for its unique physiognomy of being both rich and not a superpower.

Europe has the opportunity to become in a sense a civilian center of power.

More and more, security policies today, even for the superpowers, consist in shaping the international milieu in areas which at first sight have little to do with security. From this point of view, a united Europe, backed by the wealth of its resources, would be all the more credible as its policies would be relatively free from the inhibition of military power. Such a policy asks for a dynamic relationship first and foremost with the United States. The goal suggested here should be « reliability » rather than « stability ». Differences in approach are bound to occur. The European way to deal with international relations will be increasingly constructive and will

serve, seen as the necessary complement to America's role, the long-term interests of the industrialised countries confronted with the cry for more balanced and just relations with the Third World.

I very much welcome that in a few days time the President of the United States will come to Europe to demonstrate again that unalterable and reciprocal commitments tie Europe and the United States together, that there is the common will to find ways to keep these ties alive and strong and effective in a rapidly and sometimes chaotically changing international environment.

Peace has been maintained in this part of the world for 30 years now. That is a measure of the soundness of our policies in the past. I have no doubt that we will together, for the future, devise those policies that will maintain and secure that peace, allow our peoples to live in freedom both from internal and external subjugation and have with the other peoples of the world those constructive relations, political, economic, human, that their growing interdependence make essential.

Those who lie buried here and whom we honor again today, lived up totally to their responsibilities and duty. Let us for the sake of our peoples do the same now.

## La Commémoration du 30<sup>e</sup> anniversaire de la Libération des camps de concentration

La célébration du 30<sup>e</sup> anniversaire de la libération des camps de concentration a donné lieu le 11 mai 1975 à Luxembourg à plusieurs manifestations émouvantes auxquelles a participé une foule recueillie.

Les manifestations organisées par la Ligue luxembourgeoise des prisonniers et déportés politiques (L.P.P.D.), les Amicales des camps et les organisations de la Résistance et placées sous le patronage du Conseil national de la Résistance ont débuté dans la matinée au Nouveau Théâtre à Luxembourg avec l'ouverture d'un symposium sur le syndrome concentrationnaire. Il appartient à Monsieur Edouard Barbel, Président de la L.P.P.D., de présenter Monsieur le Dr Bastiaans, Directeur de l'hôpital psychiatrique de Leiden, qui fit un exposé sur le film « Versteht du jetzt, warum ich weine ? », commenté ensuite par M. Louis Van Gasteren.

Un service religieux a ensuite été célébré à l'Eglise paroissiale de Limpertsberg avec le concours de la chorale des Déportés et du clairon de la Résistance, Johny Schmidt.

En fin de matinée, le Président de la L.P.P.D. Monsieur Edouard Barbel a accueilli Son Altesse

Royale le Grand-Duc au Nouveau Théâtre pour l'inauguration de l'exposition « Occupation et Déportation », exposition comprenant des documents du Conseil national de la Résistance. A l'occasion de l'inauguration de cette exposition, le Gouvernement était représenté par le Président du Gouvernement, Monsieur Gaston Thorn, le Ministre de la Justice, Monsieur Robert Krieps et le Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Agriculture, Monsieur Albert Berchem, tandis que la Ville de Luxembourg était représentée par le Bourgmestre Madame Colette Flesch et les échevins MM. Camille Polfer et Boy Konen.

Vers midi un dépôt de fleurs a eu lieu au Monument national de la Résistance et de la Déportation (Croix de Hinzert), avec la participation de la musique militaire.

La journée de la commémoration du 30<sup>e</sup> anniversaire de la libération des camps fut clôturée par une conférence médicale pour les Déportés qui s'est déroulée au Nouveau Théâtre en présence de Son Altesse Royale le Grand-Duc.

Nous reproduisons ci-après le texte de la déclaration du Gouvernement à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la deuxième guerre mondiale.



## Déclaration du Gouvernement à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la deuxième guerre mondiale

Nous commémorons en ces jours à nouveau la fin de la deuxième guerre mondiale. Nous nous inclinons avec respect et émotion devant le sacrifice de millions d'hommes et de femmes, soldats, civils, résistants prisonniers, internés, déportés, qui dans les pays alliés, dans les pays occupés, voire en Allemagne, ont payé du prix de leur vie ou de leur santé la lutte contre la dictature.

Voilà donc trente ans que le fléau de la guerre a épargné l'Europe. Est-ce à dire que nous vivons en paix et en sécurité, à l'intérieur de nos frontières et au-dehors ? Ce n'est pas certain. Trop d'événements douloureux viennent nous rappeler que l'ordre démocratique pour lequel nous nous sommes battus n'est pas accepté par tous comme le cadre dans lequel se forme et s'exprime la volonté de nos peuples. Et pourtant les jeunes qui sont impatients et qui ont soif de justice, et les déshérités dont on connaît les aspirations profondes et légitimes, s'ils savent se garder des solutions aussi extrêmes que destructives, rappellent à juste titre aux Gouvernements que leur action n'est jamais terminée et que cette action doit assurer à tous, dans le respect de la dignité et de la liberté humaine, plus de justice sociale et une vie meilleure.

N'oublions pas non plus que depuis 25 ans — et c'est l'autre anniversaire que nous célébrons en ces jours — l'effort des Gouvernements dans notre Europe occidentale recherche l'action communautaire et non plus l'affrontement des rivalités nationales. Cette solidarité, que les affres de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale ont puissamment contribué à faire naître, est le meilleur garant d'une paix réelle et d'une sécurité durable.

C'est cette solidarité aussi qui permet, comme le prouvent les efforts que les Gouvernements déploient en ce moment dans les grandes négociations multinationales sur la sécurité et la coopération en Europe, de surmonter peu à peu les conséquences les plus tragiques et les plus inhumaines de la division de l'Europe et de donner ainsi à la détente un contenu réel, une signification concrète pour tous les Européens, où qu'ils vivent.

Qu'ils puissent tous un jour, au-delà des frontières, se tendre en confiance la main de la fraternité, voilà le sens profond du sacrifice de ceux qui sont morts parce qu'ils ne pouvaient accepter la tyrannie.

Luxembourg, le 8 mai 1975.

Les Membres du Gouvernement :

Gaston Thorn, Raymond Vouel, Marcel Mart, Emile Krieps, Joseph Wohlfart, Robert Krieps, Jean Hamilius, Benny Berg, Albert Berchem, Guy Linster, Maurice Thoss.

## L'Inauguration de la 27<sup>e</sup> Foire Internationale de Luxembourg

Le 16 mai 1975 a eu lieu la cérémonie d'ouverture de la 27<sup>e</sup> Foire Internationale de Luxembourg, en présence de Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Princesse Marie-Astrid, et de très nombreuses personnalités du monde diplomatique, des Institutions des Communautés européennes et de la vie politique, économique, financière et artisanale.

Relevons ici que pas moins de 29 pays ont participé cette année à la Foire Internationale de Luxembourg et que le nombre d'exposants directs ou indirects fut de 1791. Parmi les exposants ce fut l'Allemagne Fédérale qui vint en tête avec 592 exposants, suivie de la France avec 335, de la Belgique avec 266, du Grand-Duché de Luxembourg avec 255, de l'Italie avec 90, de la Grande-Bretagne avec 67, de la Suisse avec 51 et des Pays-Bas avec 36. Vinrent ensuite les U.S.A., l'Espagne, la République Démocratique Allemande, le Japon, la Norvège, etc. On notait également quinze participations officielles de pays européens et d'outre-mer.

C'est Monsieur Guillaume Konsbruck, Président de la Foire Internationale de Luxembourg, qui prit le premier la parole pour souhaiter la bienvenue à

Leurs Altesses Royales ainsi qu'aux nombreux invités d'honneur.

Monsieur Marcel Mart, Ministre de l'Economie nationale, prononça ensuite un discours, dont nous reproduisons le texte ci-après.

### Discours de M. Marcel Mart, Ministre de l'Economie nationale

Altesses Royales,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Chaque année, à l'occasion de l'inauguration de notre plus grande manifestation commerciale nationale, on attend du Ministre de l'Economie qu'il fasse le point de la situation, qu'il s'aventure à formuler quelques prévisions et qu'il donne son appréciation personnelle sur les courants profonds qui agissent sur l'évolution économique tant nationale qu'internationale.

Cette fois-ci, alors que nous affrontons la plus grande récession économique que notre pays ait

connue depuis la dernière guerre, les sujets de réflexion ne manquent pas et certains constats s'imposent.

Il serait toutefois illusoire d'attendre, à la fin de cet exposé, un message d'optimisme rassurant. En effet, les responsables politiques n'ont pas seulement le devoir de présenter une description objective des choses, mais ils ont également l'obligation de reconnaître la limite de leur action et leurs perplexités, surtout à un moment où tant de dirigeants se déclarent partisans du fameux « pilotage à vue », c'est-à-dire d'une politique qui est faite davantage de réactions à des situations sans cesse changeantes que d'actions volontaires se fondant sur des prévisions bien établies.

La crise, dans laquelle l'ensemble du monde industriel est plongé depuis un an, a comporté, entre autres, une sérieuse leçon de modestie pour les experts, car si la plupart des économistes sont d'accord sur les causes et le déroulement du phénomène, bien rares sont ceux qui osent formuler des prévisions sur les conditions et le moment exact de la relance tant attendue.

C'est dire que l'économie n'est pas encore une science exacte, mais qu'elle continue d'être une discipline essentiellement humaine avec tous les aléas qui lui sont inhérents, ne fût-ce qu'en raison de l'importance capitale que jouent les facteurs purement psychologiques dans l'attitude des consommateurs d'aujourd'hui.

En vérité, la crise grave que traverse le monde libre, avec son cortège de chômage, d'inflation et de recrudescence de protectionnisme, constitue autant une crise de notre système pluraliste et libéral qu'un simple dérèglement des mécanismes classiques de l'offre et de la demande.

Freud et Marx y sont au moins pour autant que les disciples d'Adam Smith.

Par la force des choses, le débat sur les deux fléaux de notre époque, le chômage et l'inflation, aboutit à une analyse critique de nos institutions démocratiques et du jeu, parfois obscur, des véritables centres de décision qui déterminent le fonctionnement de la société.

#### *Le contexte international*

Mais avant de nous lancer, tête baissée, dans une exégèse d'ordre sociologique, examinons le contexte international de la crise économique actuelle et arrêtons-nous aux prévisions les plus récentes sur son déroulement futur.

Rappelons tout d'abord la simultanéité de l'essor économique dans tous les pays industrialisés en 1973 et le parallélisme, non moins frappant, du recul de l'activité économique depuis la deuxième moitié de 1974, ce qui met en évidence l'interdépendance croissante des nations du monde occidental.

A en juger d'après divers indicateurs économiques actuellement disponibles, et notamment les indices de la production industrielle, la baisse de l'activité économique s'est poursuivie durant les premiers mois de 1975, même à un rythme accéléré.

Il est vrai qu'un certain nombre de facteurs donnent à penser que le niveau le plus bas pourrait être atteint au cours des prochains mois.

Toutefois, en raison des délais prévisibles dans lesquels les mesures de relance annoncées dans certains pays, et notamment aux Etats-Unis et en République Fédérale exercent leurs effets, les experts estiment qu'un redressement de la conjoncture mondiale ne pourrait se produire que vers la fin de l'année.

D'ici-là le chômage pourrait même atteindre des niveaux records de la période d'après-guerre, si l'on prend en compte l'arrivée, sur le marché du travail, d'un grand nombre de jeunes quittant l'école en août prochain et qui se heurteront à la réticence des employeurs de procéder à de nouveaux embauchages avant d'être certains de la reprise des affaires.

Avant qu'il puisse y avoir reprise, il faudra que les facteurs de ralentissement qui avaient déclenché la crise changent fondamentalement.

Il est un fait que depuis 1945 les périodes de haute conjoncture ont également été entraînées par les trois secteurs-clés qui sont : la construction résidentielle, l'industrie automobile avec ses productions connexes et les branches orientées vers l'exportation.

Le ralentissement de la construction a été le fait de la politique de freinage des gouvernements qui ont voulu combattre l'un des foyers les plus virulents de l'inflation. Les mesures arrêtées en faveur d'un assouplissement des conditions de crédit et les initiatives publiques prises en vue de relancer l'activité sur les chantiers, permettent de prévoir une reprise lente dans la plupart des pays où les besoins potentiels, sur les plans privé et collectif, demeurent encore considérables.

Dans le secteur automobile, touché au vif par le renchérissement d'envergure des carburants, les ventes semblent reprendre, bien que les consommateurs, surtout aux Etats-Unis, hésitent encore à se tourner résolument vers les modèles plus réduits et moins onéreux dans l'entretien.

Enfin, pour ce qui est du commerce extérieur, l'année 1975 se signalera comme une des plus mauvaises, avec un taux de croissance de 2% seulement, contre 8 à 10% en moyenne dans le passé.

On sait que les exportations sont actuellement puissamment stimulées par les besoins en équipements des pays producteurs de pétrole, alors que les pays en voie de développement devant faire un effort énorme de rattrapage, s'appauvrissent à vue d'œil.

Il est du reste curieux de constater que la plupart des pays industrialisés semblent attendre le redémarrage de leur activité industrielle non pas d'une relance interne, jugée trop dangereuse pour l'inflation, mais d'une demande étrangère en hausse, c'est-à-dire en fait de la relance interne des autres pays.

Jetant ainsi leur dévolu sur le marché des voisins, sans stimuler la demande interne, par crainte que l'inflation ne reparte de plus belle et que la pénurie des devises étrangères ne s'aggrave, les nations industrialisées risquent de rater le coche et de noyer les rares marchés, comme celui de la République Fédérale en ce moment, qui donnent de timides signes de reprise. La relance souhaitée se révélerait de la sorte

de courte durée, constituant un simple sursaut, exclusif de tout mouvement en profondeur.

On ne saurait donner entièrement tort aux chefs d'entreprises qui argumentent qu'en raison du pouvoir d'achat des grandes masses, qui est demeuré pour ainsi dire intact dans presque tous les pays industrialisés, à l'exception des États-Unis, malgré le chômage et le travail à horaire réduit, la reprise est conditionnée par un retour à la confiance des consommateurs.

On devrait donc cesser de parler de crise et de sombres perspectives, de peur de raviver les causes psychologiques qui expliquent pour une large part la récession actuelle.

Si cette interprétation est exacte, on devra attacher une valeur d'indicateur essentiel à l'épargne privée qui a été exceptionnellement élevée durant toute la période de récession et qui a reproduit fidèlement le réflexe ancestral du besoin d'une cagnotte pour parer au plus pressé par ces temps troublés.

Lorsque cette épargne privée commence à se relâcher, on aura la preuve que la confiance dans l'avenir l'emporte à nouveau sur la crainte des lendemains incertains.

Toujours est-il que les experts prévoient que sous l'influence combinée des facteurs mécaniques tels que l'épuisement des stocks, la diminution des taux d'intérêt et certaines actions sectorielles de relance des pouvoirs publics, un redressement lent mais progressif va se produire vers la fin de l'année pour se poursuivre en 1976, comportant une utilisation presque complète des capacités de production.

Etant donné que, dans la phase descendante du dernier cycle conjoncturel, les moyens et petits pays ont pris un retard vis-à-vis des plus importants, il est supposé que leur redressement sera également plus tardif, cela d'autant plus que certains d'entre eux resteront soumis à de sérieuses contraintes dues à l'état de leur balance de paiement.

L'optimisme feutré qui avait prévalu il y a quelques semaines encore quant à une reprise prochaine dans certains pays pilotes, n'a pas été confirmé par les faits et partout les prévisions concernant la croissance du PNB en 1975 ont été sérieusement abaissées.

Le Luxembourg n'échappe pas à cette révision bien que nous ayons été pratiquement les seuls, à l'intérieur de la Communauté, à avouer dès le début de l'année en cours un recul prévisible de notre produit national. Selon nos évaluations les plus récentes, il n'est pas exclu que le produit intérieur brut baisse en volume d'un pourcent pouvant dépasser légèrement 2% et ceci essentiellement en raison de la très faible production industrielle.

L'année 1975 s'inscrit ainsi du noir dans notre histoire économique de l'après-guerre, car, sauf en 1958, où le Grand-Duché avait enregistré une baisse de 0,9% de son PIB, notre pays n'avait jamais connu de taux de croissance négatif.

#### *Chômage, récession et inflation*

L'un des traits caractéristiques de la présente récession se dégage de la coexistence du chômage et d'une inflation persistante.

Dans le passé, la récession intervenait comme une espèce d'antidote à l'inflation, car le recul de la demande fut généralement suivi d'une baisse des prix. Cette expérience ne vaut plus que pour certains secteurs qui ont gardé le caractère de marché concurrentiel, comme la production agricole, les matières premières et l'acier.

Rien de tel cependant ne s'est produit dans les secteurs tels que la construction, l'automobile, les appareils électro-ménagers et d'autres fabrications de marque.

C'est en pleine crise grave que l'industrie automobile a augmenté ses prix et le fait que de nombreux logements restent invendus, n'a pas empêché l'escalade des prix dans le secteur de la construction.

Une nouvelle leçon se dégage de cet état de choses peu orthodoxe.

Chaque fois qu'un secteur est suffisamment fort vis-à-vis du consommateur, c'est-à-dire qu'il se trouve en fait dans une situation quasi monopolistique, il a le pouvoir de répercuter intégralement la hausse de ses coûts sur les prix de vente.

Car les hausses des prix de revient n'ont pas été enrayées par la récession, au contraire. Etant donné que les charges sociales et les amortissements ne diminuent en rien, mais que les frais doivent être répartis sur un nombre plus restreint d'unités produites et vendues, le coût unitaire s'accroît et on aboutit à l'illogisme économique que plus un produit se vend mal, plus il devrait devenir cher.

Les secteurs qui ne profitent pas de cette position privilégiée, par contre, enregistrent des pertes sérieuses. A des coûts en hausse s'ajoutent dans le sens de pertes supplémentaires, une production réduite et des prix en recul.

Cette constatation doit nous faire comprendre que l'inflation n'a pas toujours les mêmes conséquences et que la lutte anti-inflationniste ne doit pas comporter nécessairement les mêmes correctifs, à caractère global.

En outre, parce que certains secteurs ont été mis plus sérieusement à contribution par la récession que d'autres, les mesures de relance que les gouvernements veulent rapides et efficaces, risquent de prendre considérablement de temps. Il s'y ajoute le danger imminent de tomber d'un extrême à l'autre, à la suite d'une politique générale de « stop and go » qui ne cadre pas avec les réalités sectorielles.

Enfin, il est compréhensible que les secteurs les plus touchés sont les plus lents à faire des investissements additionnels; car ils ont pris l'habitude d'économiser la main-d'œuvre — facteur coûteux par excellence — et ils attendent une amélioration suffisante des prix de vente pour atteindre un degré de rentabilité assurée.

Tout cela mènera à quelques conséquences inéluctables :

1° Il ne s'agit pas de choisir entre l'inflation et le chômage, car l'inflation est génératrice de sous-emploi en mettant les entreprises dans l'impossibilité de réinvestir et de créer de nouveaux emplois.

2° Une inflation prolongée accule les entreprises petites et moyennes, dont les réserves financières sont nécessairement réduites, à des pertes sérieuses et même à la disparition; en effet, leurs frais sont en augmentation constante et les amortissements suffisent à peine pour renouveler, ne fût-ce qu'en partie, l'outil productif nécessaire.

3° Même une reprise lente de la conjoncture n'assure pas automatiquement et dans un rythme comparable une amélioration de l'emploi et partant, une diminution du chômage, puisque les entreprises entendent tout d'abord utiliser à plein les capacités insuffisamment exploitées pendant la récession.

4° Une fois la relance réussie, les dangers d'inflation ne peuvent être considérés comme étant définitivement conjurés. Les coûts ont en effet poursuivi leur mouvement ascendant et les déficits budgétaires enregistrés par les pouvoirs publics à force de stimuler les secteurs à la traîne, risquent de pousser à nouveau vers le haut le loyer de l'argent, préparant ainsi un nouveau cycle d'inflation et de freinage subséquent.

Ouvrons ici une parenthèse, si vous le voulez bien, pour jeter un coup d'œil sur l'inflation au Luxembourg.

D'une façon générale, une expérience déjà ancienne qui veut que l'évolution des prix au Grand-Duché suive à peu près celle observée dans nos deux principaux pays fournisseurs, la Belgique et la République Fédérale, se confirme également cette fois-ci, le Luxembourg se situant, avec un taux d'augmentation de 10,5% par rapport à l'année 1974, pratiquement au milieu de la fourchette des 6 et 15% enregistrés respectivement en Allemagne et en Belgique.

En passant, je voudrais m'inscrire en faux contre les affirmations suivant lesquelles l'accélération des prix a coïncidé avec la mise en place de la nouvelle coalition gouvernementale. Ce genre d'argument fait partie de l'arsenal classique de toute opposition politique, mais les chiffres parlent un langage différent.

La plus forte progression des prix avait été observée de décembre 73 à mai 74 avec 5,82%, donc encore sous l'ancien Gouvernement. Cette année-ci, l'augmentation des prix pendant la période correspondante a atteint à peine les 5%, ce qui n'est pas un sujet de fierté, mais plutôt la démonstration que les événements économiques suivent une logique plus rigoureuse que la rhétorique des hommes politiques.

On peut prévoir un léger tassement de l'évolution des prix au mois de mai, mais sous l'influence de la reprise des cours de la viande au niveau de la production, il est à craindre que l'indice ne se ressente prochainement de la hausse des prix dans les boucheries. Une surveillance stricte vient d'être instituée pour éviter des excès dans la répercussion de ces mouvements parallèles.

Le Luxembourg ne suivra cependant pas son partenaire belge dans le blocage des prix pendant deux mois, tout d'abord parce qu'un blocage serait inopérant vis-à-vis des hausses importées, à moins de diminuer d'autant les revenus des importateurs-distributeurs, et en outre, parce que les expériences simi-

lares auxquelles nous avons procédé dans le passé, ont démontré qu'après une période de gel, les agents économiques ont tendance à rattraper le temps perdu et même à anticiper sur une nouvelle mesure de limitation autoritaire.

Il n'est toutefois pas déraisonnable de prévoir, d'ici la fin de l'année, une évolution des prix plus lente que celle que nous avons observée en 1974.

### *Inflation et société pluraliste*

En repassant au niveau des considérations plus générales, on ne peut s'empêcher de constater que le phénomène de l'inflation, considéré par d'aucuns comme révélateur et détonateur des sociétés modernes, apparaît comme un des facteurs les plus critiqués de l'économie de marché.

En tant que cause profonde des récessions, du chômage, de nouvelles inégalités entre les couches sociales et en tant qu'instrument d'appauvrissement des peuples en voie de développement qui n'arrivent plus à payer les biens d'équipements de plus en plus chers des pays industrialisés avec les maigres ressources qu'ils tirent de leurs monocultures, l'inflation est devenue l'un des méfaits par excellence du capitalisme et la bête noire de tous les contestataires de la société pluraliste.

Voyez, disent-ils, dans une société à économie dirigée, il n'existe ni inflation ni chômage, donc un tel régime est intrinsèquement meilleur que l'économie de marché qui n'arrive plus à garantir ni la sécurité des revenus ni celle de l'emploi.

A mon avis il serait extrêmement dangereux que de telles idées se propagent; elles sont en effet simplistes et se transmettent facilement aux non-initiés des rouages compliqués d'une société d'inspiration libérale.

Notre société occidentale souffrait déjà des conséquences d'une accélération technique trop brutale pour que le développement de nos mœurs et de nos institutions lui emboîte le pas de façon harmonieuse.

Il s'y ajoutait la mauvaise conscience collective que nous avons tous d'être des pollueurs et d'être responsables de la dégradation irréparable de notre environnement.

La révolte des jeunes, la généralisation des grèves, la montée des drogues et de la criminalité dans les villes, la crise de l'énergie, le spectre de pénuries sporadiques et les vagues d'achats paniqués, finissaient par faire voler en éclats le sentiment d'assurance et de sécurité auquel s'était habitué le citoyen des sociétés d'abondance de l'Occident.

Point n'eût été besoin d'y ajouter une crise économique avec son cortège d'inflation et de chômage, pour ébranler définitivement la confiance des gens et pour les préparer mentalement à écouter les chantres d'un ordre nouveau.

Je ne vous cacherai pas qu'en cette matière je suis partisan des théories de la « nouvelle politique économique » et du modèle « Schumpeter-Downs », selon lesquelles il importe de rechercher les causes profondes des dérèglements de notre économie de mar-



ché non pas tellement dans les erreurs de direction ou de gestion, mais avant tout dans la structure de notre société démocratique.

Éliminons d'emblée la solution autoritaire, à la faveur de laquelle l'Etat bureaucratique et centraliste arrive à imposer un modèle plutôt uniforme et contraignant, dans lequel est arrêtée la politique des investissements, des prix, des revenus et de la circulation des personnes.

Sous prétexte d'éviter les méfaits du libéralisme, on supprime ainsi la liberté tout court, tout comme on arrive le plus sûrement à faire disparaître la maladie en supprimant le malade.

La deuxième approche, celle qui veut allier un régime de liberté des agents économiques, et notamment des partenaires sociaux, à un dirigisme plus prononcé de la part de l'Etat planificateur, est certes beaucoup plus nuancée, mais elle ne saurait résoudre les contradictions inhérentes à tout système où le libre jeu des forces démocratiques aboutit en fait à la coexistence de plusieurs centres de décision.

L'Etat vraiment démocratique, y compris celui de type socialisant voire autogestionnaire se caractérise par la pluralité des partis et par l'existence de groupes poursuivant des intérêts particuliers appelés communément groupes de pression.

Le propre de ces partis et groupes, c'est d'être en concurrence les uns avec les autres, et ceci vis-à-vis d'électeurs ou de membres dont seulement une minorité dispose des informations nécessaires pour prendre conscience des véritables problèmes.

Il s'ensuit que les partis et les groupes professionnels, patronaux aussi bien que syndicaux, s'efforcent à s'assurer un maximum de concours, sous forme de votes et de sièges ou sous forme d'adhérents, en militant pour l'amélioration des revenus et du bien-être de leurs membres.

L'Etat pluraliste, qui se doit de respecter le vœu du plus grand nombre possible de ses citoyens, cède finalement en partie ou en totalité aux multiples revendications qui lui sont présentées, sans arriver à en faire une synthèse homogène ou seulement logique.

Plus les partis sont nombreux, plus les groupes professionnels sont divisés et plus les représentants des partis et des groupes rivalisent entre eux, moins le pouvoir politique a la force nécessaire pour s'opposer à une politique de facilité, celle qui consiste à vouloir donner davantage à tout le monde, sans toucher aux droits acquis et sans demander de sacrifices supplémentaires sous forme d'impôts nouveaux ou de cotisations additionnelles.

La conséquence en est un accroissement déraisonnable des dépenses budgétaires, à la suite des transferts de revenus toujours plus volumineux, un alourdissement des prix de revient dans la mesure où les profits ou les rémunérations dépassent les accroissements de productivité et, finalement, une inflation rampante qui ronge jusqu'à la moelle l'équilibre budgétaire et économique de nos nations.

Ne pensez surtout pas que je veuille faire le procès de nos institutions démocratiques qui garantissent nos libertés, mais il ne sert à rien de se borner à critiquer

les conséquences et les méfaits d'un système donné sans avoir le courage de remonter aux causes profondes des dérèglements que l'on entend combattre.

L'inflation n'est qu'un exemple, et combien pénible, de ces dérèglements. Sur ce point particulier, tout comme pour les déficits budgétaires croissants et l'explosion du coût de la sécurité sociale, notamment dans le domaine de l'assurance maladie, il ne suffit point de vouloir corriger les symptômes, mais il faut avoir la lucidité et le courage de trouver les corrections nécessaires au système, sans abandonner pour autant les libertés individuelles et collectives de notre société.

A défaut de cette prise de conscience, les incessantes luttes pour une répartition des revenus, toujours remise en question, finiront par créer un climat de défaitisme et d'acceptation de solutions autoritaires, de gauche ou de droite, dont le dénominateur commun sera la discipline imposée et la mise à l'écart de toute critique.

### *Le « cas » du Luxembourg*

Quittons ces considérations peut-être trop générales au goût de certains, pour nous tourner à nouveau vers un sujet d'actualité, celui de la situation économique au Grand-Duché.

En parlant de la récession au Luxembourg, on se serait vraiment tenté de parler du « cas du Luxembourg », tellement les apparences de la crise sont différentes de celles que nous rencontrons généralement dans les autres pays. Mais il s'agit seulement d'apparences, je tiens à le souligner, car nous allons voir qu'il en est différemment des causes et des dangers potentiels.

Jusqu'à l'heure actuelle, la crise semble avoir passé littéralement à côté du Grand-Duché, le frôlant certes, mais davantage par le choc des images télévisées en provenance des pays voisins que par la dure réalité.

En effet, le chômage complet, le seul à peser lourdement sur le moral des travailleurs et à compromettre leur situation matérielle, n'existe pour ainsi dire pas et cela à un moment où la Communauté compte quelque 4 millions de chômeurs.

Alors que dans les autres pays industrialisés les revenus sont en baisse ou tout au plus en amélioration très légère, le Luxembourg connaîtra une année record pour ce qui est des revenus des ménages à la suite d'une série de mesures : Abaissement du fardeau des impôts directs, entrée en vigueur de nouveaux contrats collectifs très favorables, revalorisation du point indiciaire au profit de la fonction publique, versement des gratifications les plus élevées qui aient jamais été payées par la sidérurgie et amélioration sensible de certains revenus modestes par l'effet de nouvelles mesures législatives à caractère social.

Parallèlement, le secteur de la construction, qui n'avait jamais connu de véritable fléchissement, vient de recevoir un coup de fouet grâce à un large assouplissement de l'encadrement des crédits, en vigueur depuis juin 1973.

Un autre contraste peut être relevé dans l'attitude des consommateurs qui ne semblent pas animés par la crainte des lendemains incertains, cela au point que le Luxembourg est le seul pays où la vente de voitures neuves pendant toute l'année 1974 et même pendant le 1<sup>er</sup> trimestre de 1975 est toujours en progression.

Il en est de même de la programmation des départs en vacances et de la fréquentation des restaurants et des centres de loisirs.

S'agit-il en l'occurrence de la résignation philosophique « après nous le déluge » ou simplement d'une insouciance générale, parce qu'on ne connaît pas encore de véritable crise, nul ne saurait le dire. Une chose est certaine : si tous les consommateurs des pays industrialisés agissaient de la sorte, il n'y aurait pas de crise, car cette crise, nous l'avons vu, est très largement provoquée par une retenue excessive des consommateurs qui sont comme inhibés par la crainte et l'incertitude.

Mais ces apparences, ces contrastes ne sauraient masquer entièrement les réalités économiques et budgétaires qui font rejoindre le Luxembourg au groupe des autres nations touchées par la récession.

L'épine dorsale de notre production industrielle, la sidérurgie, accuse au 1<sup>er</sup> trimestre 1975 un recul de 18,3% de sa production par rapport à la période comparable de l'année passée, et les carnets de commandes ont diminué d'une année à l'autre de 51%. C'est le 10<sup>e</sup> mois consécutif que la production, bien que réduite, dépasse encore la rentrée des commandes nouvelles.

Rien, à l'heure actuelle, n'autorise à dire qu'une reprise se dessine à l'horizon et il n'est pas à écarter qu'à partir du mois de juillet des congés collectifs ou des réductions d'horaires s'imposent comme remèdes à court terme.

L'indice général de notre production industrielle est en régression de 17% au premier trimestre 1975, en comparaison avec la période correspondante de 1974, et le travail à horaire réduit, qui a pu être maintenu dans des proportions acceptables, avec un maximum de 1756 travailleurs touchés au mois d'avril 1975, pourrait encore connaître des flambées, voire emprunter une allure plus générale au cours des mois à venir.

Félicitons-nous du reste de cette espèce de « contrat social » qui a été conclu, sous l'égide du Comité de Conjoncture, entre les patrons et les travailleurs du Grand-Duché.

En renonçant à répercuter intégralement les conséquences de la récession sur leur personnel, les entrepreneurs établis au Grand-Duché donnent un exemple de civisme social, bien que cela leur coûte pas mal d'argent et il n'est sans doute pas exagéré d'admettre que les patrons entendent ainsi honorer l'absence quasi totale de grèves dans l'histoire de l'industrie luxembourgeoise.

Il n'empêche que la récession et ses conséquences mettront à rude épreuve à la fois le budget de l'Etat et la trésorerie des entreprises industrielles qui vont essuyer cette année-ci leurs plus lourdes pertes de l'après guerre.

L'Etat verra ses dépenses augmenter considérablement — rien que le déficit des CFL augmentera de 460 millions en 1975 par suite du déchet de recettes en provenance de la sidérurgie — et ses recettes diminuer à la suite de la disparition presque complète de bénéfices imposables dans bon nombre d'entreprises.

Une prolongation trop marquée de la récession jusqu'en 1976 risquerait, de ce fait, de manger le plus clair des réserves liquides, de l'Etat aussi bien que des entreprises, ces dernières étant déjà amenées à envisager un désinvestissement suite aux conséquences de l'inflation.

L'amélioration considérable des revenus, à un rythme double de celui de la Communauté Européenne, diminuera nécessairement la compétitivité de nos industries exportatrices et risque même de nous gêner sur notre propre terrain, parce que certaines entreprises de service, notamment dans le secteur artisanal, se voient petit à petit éliminées des soumissions privées et publiques à cause de prix de revient relativement trop élevés.

Qu'il me soit permis sans vouloir reprêcher une quelconque modération, du reste jamais suivie en pratique, dans les revendications salariales, de conseiller aux partenaires sociaux de tirer vraiment avantage de ce nouvel instrument de concertation et d'information qu'est la cogestion, pour se mettre d'accord sur une politique de revenus plus conforme aux exigences fondamentales de notre économie, à vocation essentiellement exportatrice.

Si toutes les possibilités de s'informer complètement sur les éléments capitaux de la gestion des entreprises tombant sous le schéma en question n'étaient pas épuisées à fond pour offrir enfin une base objective et indiscutable aux futures négociations tarifaires, alors la cogestion au Luxembourg aura été un échec et devra être repensée.

L'essentiel de l'énergie des responsables de la politique économique et sociale au Luxembourg devra être dispensé en ce moment pour surmonter la récession et pour juguler les méfaits de l'inflation.

Nous devons avoir une sollicitude particulière pour les revenus les plus faibles, mais nous devons être impassibles en présence de toutes les revendications qui auraient pour conséquence de ruiner notre compétitivité et les possibilités d'expansion de notre appareil de production face à la concurrence européenne et mondiale.

Les plus graves dangers pour notre société démocratique et pluraliste ne proviennent sans doute pas des ennemis de notre régime à l'extérieur ni des extrémistes à l'intérieur, mais s'identifient avec les coupables faiblesses devant les multiples pressions auxquelles les dirigeants politiques sont exposés chaque jour.

Altesses Royales,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Ne m'en voulez pas d'avoir abusé de votre temps et de vous avoir entraînés dans des considérations qui cadrent mal avec la liesse et l'optimisme qui pré-

valent normalement lors du coup d'envoi d'une Foire, c'est-à-dire d'une manifestation qui a précisément pour but de solliciter et de séduire les consommateurs grâce à la richesse, la variété et la présentation ingénieuse des produits exposés.

Rappelons-nous qu'une économie — tout excès mis à part — ne saurait se développer sans la consommation, sans la découverte, combien passionnante, de produits et de services inédits.

Songeons également aux exposants dont certains traversent actuellement des moments difficiles et souhaitons leur qu'ils obtiennent au moins dans notre pays le succès qu'ils ont du mal à arracher sur d'autres marchés boudés par les consommateurs.

Que cette 27<sup>e</sup> Foire Internationale de Luxembourg soit pour tous, consommateurs et exposants, une Foire sans arrière-goût de crise et un symbole d'optimisme pour des jours meilleurs !

## Modification de la loi sur la nationalité luxembourgeoise

Nous reproduisons ci-après le texte de la loi du 26 juin 1975, adoptée par la Chambre des Députés le 17 juin 1975 et qui porte modification de la loi du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise. Le texte de cette loi a été publié au *Mémorial A-N° 36* du 27 juin 1975.

### Loi du 26 juin 1975 portant modification de la loi du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise

*Art. 1<sup>er</sup>.* Les articles 2, 3, 6, 7, 9, 12, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 34 et 39 de la loi du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise sont modifiés ainsi qu'il suit :

*Art. 2.* Acquiert la nationalité luxembourgeoise :

1° l'enfant naturel dont la filiation est légalement constatée pendant sa minorité, lorsque l'auteur à l'égard duquel la filiation a d'abord été établie, est Luxembourgeois au jour de l'acte de reconnaissance ou du jugement déclaratif de filiation;

Si la filiation résulte à l'égard du père et de la mère d'un même acte ou d'un même jugement, elle est réputée avoir d'abord été établie à l'égard du père.

2° l'enfant naturel dont la filiation a été légalement constatée durant sa minorité, lorsque l'auteur à l'égard duquel la filiation a été établie en second lieu est Luxembourgeois au jour de l'acte de reconnaissance ou du jugement déclaratif de filiation et que l'auteur était, au moment où la filiation a été établie à son égard, soit apatride, soit ressortissant d'un Etat dont la loi ne confère pas à l'enfant naturel la nationalité de son auteur par l'effet de la reconnaissance;

Dans les deux cas qui précèdent, si le jugement déclaratif de filiation n'est rendu qu'après la mort de la mère ou du père, l'enfant acquiert la nationalité luxembourgeoise, lorsque l'auteur avait cette nationalité au jour de son décès;

3° l'enfant adopté par un Luxembourgeois dans les conditions prévues à l'article 354, al. 2, du code civil;

4° l'enfant mineur adopté par un Luxembourgeois, lorsqu'il perd sa nationalité d'origine par l'effet de la loi étrangère à la suite de l'adoption;

5° l'enfant mineur apatride adopté par un Luxembourgeois;

Dans les trois cas qui précèdent, lorsque l'enfant est adopté par deux époux, il y a lieu de considérer la nationalité du mari; mais si celui-ci est apatride ou ressortissant d'un Etat dont la loi ne confère pas à l'enfant la nationalité de l'adoptant par l'effet de l'adoption, il y a lieu de considérer la nationalité de l'épouse;

6° l'enfant mineur dont le père ou l'auteur, qui exerce sur lui le droit de garde conformément à la loi, acquiert ou recouvre la qualité de Luxembourgeois.

*Art. 3.* L'enfant naturel légitime pendant sa minorité acquiert la nationalité luxembourgeoise, si son père est Luxembourgeois.

*Art. 6.* Pour être admis à la naturalisation, il faut, au jour de la présentation de la demande, avoir atteint l'âge de vingt-cinq ans et avoir résidé dans le Grand-Duché pendant six ans, à condition que, pendant les cinq années qui ont précédé immédiatement la demande, cette résidence n'ait pas subi d'interruption.

Sous cette même condition, la résidence obligatoire est réduite à cinq ans, lorsque celui qui sollicite la naturalisation :

- a) est né sur le sol luxembourgeois;
- b) ou avait eu la qualité de Luxembourgeois d'origine et l'a perdue;
- c) ou est marié à un Luxembourgeois d'origine; ou bien veuf d'un Luxembourgeois d'origine; dont il a un ou plusieurs enfants en vie, dont un au moins est établi au Grand-Duché; ou bien époux divorcé d'un Luxembourgeois d'origine, s'il en a un ou plusieurs enfants en vie, dont la garde lui a été confiée et dont au moins un est établi au Grand-Duché;
- d) ou est apatride à moins que la perte de sa nationalité antérieure ne résulte d'une demande expresse de l'intéressé ou de son représentant légal;



e) ou est reconnu par l'autorité luxembourgeoise compétente comme réfugié au sens de la convention relative au statut des réfugiés signée à Genève le 28 juillet 1951.

Pour l'application de la disposition c) il suffit que la qualité de Luxembourgeois d'origine ait existé au moment du mariage.

La naturalisation peut être conférée, sans condition de résidence, à l'étranger qui a rendu des services signalés à l'Etat.

**Art. 7.** La naturalisation sera refusée à l'étranger :

- 1° lorsque la loi nationale de l'intéressé lui permet de conserver ou de se faire autoriser à conserver sa nationalité dans le cas où il en acquerrait une autre, à moins que l'impétrant ne justifie, par des certificats ou attestations à lui délivrées par les autorités compétentes, qu'il n'a fait aucun usage de cette faculté et qu'il perd ou a perdu irrévocablement sa nationalité d'origine;
- 2° lorsque la naturalisation ne se concilie pas avec les obligations qu'il a à remplir envers l'Etat auquel il appartient et qu'il pourrait en naître des difficultés;
- 3° lorsqu'il ne justifie pas d'une assimilation suffisante;
- 4° lorsqu'il a encouru, dans le pays ou à l'étranger, une condamnation entraînant d'après la loi luxembourgeoise la déchéance du droit électoral, pour la durée de cette déchéance;
- 5° lorsqu'il a encouru une condamnation définitive pour contravention aux dispositions légales sur la sécurité intérieure ou extérieure du pays ou pour tentative d'une de ces infractions.

Il pourra être fait abstraction des conditions énoncées plus haut sub 1° et 2°, lorsque l'impétrant établit qu'il a demandé aux autorités compétentes soit les certificats ou attestations mentionnés sub 1° soit une attestation établissant qu'il n'a plus d'obligations à remplir envers son Etat d'origine et qu'il lui a été impossible d'en obtenir la délivrance dans un délai d'un an à partir de sa demande ou lorsque l'impétrant est reconnu par l'autorité luxembourgeoise compétente comme réfugié au sens de la convention relative au statut des réfugiés signée à Genève le 28 juillet 1951.

**Art. 9.** Pour être admis à la naturalisation, il faut:

- 1° adresser au ministre de la justice une demande par écrit, signée du demandeur en naturalisation;
- 2° joindre à cette demande, en dehors des pièces visées aux articles 7 et 12 :
  - a) l'acte de naissance;
  - b) une notice biographique rédigée avec exactitude;
  - c) le certificat constatant le chiffre des impositions payables à l'Etat et aux communes et un extrait hypothécaire;
  - d) un certificat constatant la durée de la résidence, délivré par les autorités des communes dans lesquelles l'étranger a séjourné pendant le temps de sa résidence dans le pays;
  - e) un extrait du casier judiciaire.

**Art. 12.** La naturalisation peut être gratuite toutes les fois qu'elle est accordée pour des services signalés rendus à l'Etat.

Dans les autres cas, elle est assujettie à un droit d'enregistrement de cinq mille francs au moins et de cent mille francs au plus, à fixer par arrêté grand-ducal.

Toute demande en naturalisation doit être accompagnée d'une quittance délivrée par le receveur de l'enregistrement et constatant le versement entre ses mains d'une somme de cent mille francs, à valoir sur le droit d'enregistrement qui deviendra exigible en cas d'octroi de la naturalisation. Cette somme n'est restituée en aucun cas.

**Art. 16.** La déclaration prescrite par l'article précédent sera faite, sous peine de déchéance, dans les trois mois à compter de la publication au Mémorial de la loi ayant conféré la naturalisation.

**Art. 18.** La loi qui confère la naturalisation sera insérée par extrait au Mémorial.

Un avis à publier au Mémorial indiquera la date de l'acte d'acceptation.

La naturalisation ne sortira ses effets que trois jours francs après la publication au Mémorial de l'avis indiquant la date de l'acte d'acceptation.

Mention de cette publication doit être faite en marge de l'acte d'acceptation.

**Art. 19.** Peut acquérir la qualité de Luxembourgeois par option :

- 1° a) l'enfant né dans le pays d'un auteur étranger;  
b) l'enfant né à l'étranger de parents dont l'un avait la qualité de Luxembourgeois d'origine;  
c) l'enfant légitime né à l'étranger d'une mère qui au moment de la naissance avait la nationalité luxembourgeoise;
- 2° l'enfant adopté par un Luxembourgeois ou par une personne qui pendant la minorité de l'enfant a acquis volontairement ou recouvré la qualité de Luxembourgeois; lorsque l'enfant est adopté par deux époux, il y aura lieu de considérer la nationalité du mari;
- 3° l'étrangère qui épouse un Luxembourgeois ou dont le mari acquiert par option ou recouvre la qualité de Luxembourgeois.

**Art. 20.** La recevabilité de l'option prévue à l'article 19, 1° et 2° est soumise aux conditions suivantes :

- 1° l'intéressé doit avoir eu sa résidence habituelle dans le Grand-Duché pendant l'année antérieure à la déclaration d'option et y avoir résidé habituellement pendant au moins cinq années consécutives.

Aucune condition de résidence n'est exigée de l'enfant né d'une mère luxembourgeoise au moment de la naissance.

Il en est de même de l'enfant naturel reconnu en premier lieu par une mère étrangère de laquelle il tient la nationalité et reconnu en second lieu par un père luxembourgeois.

2° la déclaration d'option doit être faite entre l'âge de dix-huit et vingt-cinq ans accomplis.

L'intéressé qui prouve qu'il était empêché de faire sa déclaration dans le délai légal, peut être relevé de la déchéance par décision du tribunal d'arrondissement du lieu de son domicile. La procédure à suivre est celle prévue en matière de rectification d'actes de l'état civil.

*Art. 21.* Dans les cas visés par l'article 19, 3°, la déclaration d'option doit être faite durant les trois années à partir du jour du mariage ou du jour où le mari est devenu ou redevenu Luxembourgeois.

L'intéressée qui prouve qu'elle était empêchée de faire sa déclaration dans le délai légal, peut être relevée de la déchéance par décision du tribunal d'arrondissement du lieu où la déclaration aurait dû être faite conformément à l'article 35. La procédure à suivre est celle prévue en matière de rectification des actes de l'état civil.

*Art. 22.* Dans tous les cas visés par l'article 19, l'option est en outre irrévocable :

- 1° lorsque la loi nationale de l'intéressé lui permet de conserver ou de se faire autoriser à conserver sa nationalité dans le cas où il en acquerrait une autre, à moins que l'impétrant ne justifie par des certificats ou attestations à lui délivrés par les autorités compétentes qu'il n'a fait aucun usage de cette faculté et qu'il perd ou a perdu irrévocablement sa nationalité d'origine;
- 2° lorsque l'option ne se concilie pas avec les obligations que l'intéressé a à remplir envers l'Etat auquel il appartient et qu'il pourraient en naître des difficultés;
- 3° lorsqu'il ne justifie pas d'une assimilation suffisante;
- 4° lorsqu'il a encouru, dans le pays ou à l'étranger, une condamnation entraînant d'après la loi luxembourgeoise la déchéance du droit électoral, pour la durée de cette déchéance;
- 5° lorsqu'il a encouru une condamnation définitive pour contravention aux dispositions légales sur la sécurité intérieure ou extérieure du pays ou pour tentative d'une de ces infractions.

En outre, les dispositions de l'article 9, N° 2, doivent trouver leur application.

Il pourra être fait abstraction des conditions énoncées plus haut sub 1° et 2°, lorsque l'impétrant établit qu'il a demandé aux autorités compétentes soit les certificats et attestations mentionnés sub 1°, soit une attestation établissant qu'il n'a plus d'obligation à remplir envers son Etat d'origine et qu'il lui a été impossible d'en obtenir la délivrance dans un délai d'un an à partir de sa demande ou lorsque l'impétrant est reconnu par l'autorité luxembourgeoise compétente comme réfugié au sens de la convention relative au statut des réfugiés signée à Genève le 28 juillet 1951.

*Art. 23.* Les déclarations d'option visées à l'article 19 sont soumises à l'agrément du Ministre de la Justice à accorder sur avis motivés du conseil communal de la dernière résidence et du procureur général

d'Etat. L'avis du conseil communal sera pris en séance secrète.

L'avis du conseil communal n'est pas requis lorsque, dans le cas de l'article 20, 1°, alinéa 2, l'impétrant, et dans les cas de l'article 19, 3°, ni le mari luxembourgeois, ni son épouse étrangère n'ont jamais eu de résidence au pays.

*Art. 24.* L'acquisition de la qualité de Luxembourgeois par voie de déclaration d'option est assujettie à un droit d'enregistrement de mille francs au moins et de cinquante mille francs au plus. Ce droit est fixé pour chaque cas par décision du ministre de la justice. Toutefois, ce droit n'est pas perçu en cas d'indigence dûment constatée de l'intéressé. Sauf au cas d'indigence visé ci-dessus, toute déclaration d'option doit être accompagnée d'une quittance délivrée par le receveur de l'enregistrement et constatant le versement entre ses mains d'une somme de cinq cents francs à valoir sur le droit d'enregistrement qui deviendra exigible en cas d'agrément de la déclaration. Cette somme n'est restituable en aucun cas.

La décision d'agrément doit être enregistrée, à peine de nullité de la déclaration, dans un délai de trois mois à compter de sa notification. Cette notification sera faite par voie administrative et constatée par un reçu signé de l'intéressé, sinon par exploit d'huissier conformément à l'article 68 du code de procédure civile. Les frais de cet exploit seront à charge de l'intéressé et recouverts par l'administration de l'enregistrement.

La déclaration d'option ne sortira ses effets que trois jours francs après sa publication au Mémorial.

Mention de cette publication ou du refus d'agrément ou de nullité découlant du défaut d'enregistrement dans le délai légal doit être faite en marge de la déclaration d'option.

*Art. 25.* Perd la qualité de Luxembourgeois :

- 1° celui qui, à partir de l'âge de dix-huit ans révolus, acquiert volontairement une nationalité étrangère;
- 2° l'enfant mineur d'un père luxembourgeois ou d'un auteur luxembourgeois exerçant sur lui le droit de garde conformément à la loi devenu étranger par application du présent article, s'il a acquis la nationalité étrangère en même temps que son père ou son auteur;
- 3° le Luxembourgeois âgé de dix-huit ans révolus qui, possédant soit par l'effet de la loi, sans manifestation de volonté de sa part, soit par déclaration de son représentant légal, une nationalité étrangère, pose des actes valant acceptation ou revendication de la nationalité étrangère;
- 4° le Luxembourgeois qui, autorisé à cet effet par le Grand-Duc, déclare renoncer à la nationalité luxembourgeoise.

L'autorisation de renoncer à la nationalité luxembourgeoise ne peut être accordée que si l'impétrant est âgé de dix-huit ans révolus et s'il possède une nationalité étrangère.

La demande est à adresser au Ministre de la Justice.

Elle est assujettie à un droit d'enregistrement de cinq cents francs. Le Ministre de la Justice délivrera à l'impétrant une expédition certifiée conforme de l'arrêté grand-ducal l'autorisant à renoncer à la nationalité luxembourgeoise.

Muni de cette expédition revêtue de la formalité de l'enregistrement, l'intéressé se présentera devant l'officier de l'état civil de sa résidence ou de sa dernière résidence au pays et déclarera qu'il renonce à la nationalité luxembourgeoise. Si l'intéressé n'a jamais résidé au pays, l'officier de l'état civil de la ville de Luxembourg sera compétent pour recevoir sa déclaration. Il sera dressé immédiatement procès-verbal de cette déclaration dans l'un des registres mentionnés par l'article 35.

La déclaration prescrite par l'alinéa précédent sera faite sous peine de déchéance dans les trois mois de la notification qui sera faite de l'expédition de l'arrêté grand-ducal accordant l'autorisation de renoncer à la nationalité luxembourgeoise. Cette notification sera faite par voie administrative, constatée par un reçu à signer par l'intéressé sinon par voie d'huissier conformément à l'article 68 du code de procédure civile. Les frais de cet exploit qui seront à charge de l'intéressé, seront recouvrés par l'administration de l'enregistrement.

L'autorité municipale enverra, dans les huit jours, au Ministre de la Justice une expédition dûment certifiée de la déclaration de renonciation.

5° La Luxembourgeoise qui, par suite de son mariage avec un étranger ou par suite d'un changement de nationalité de son mari durant le mariage, acquiert nécessairement une nationalité étrangère, peut décliner la nationalité luxembourgeoise par simple déclaration devant l'officier de l'état civil compétent. Cette déclaration ne sortira ses effets que trois jours francs après sa publication au Mémorial.

*Art. 26.* Peut recouvrer la qualité de Luxembourgeois par déclaration :

1° le Luxembourgeois d'origine qui a perdu sa qualité de Luxembourgeois.

La recevabilité de la déclaration de recouvrement est soumise à la condition que l'intéressé renonce à toute distinction contraire à la loi luxembourgeoise.

La déclaration de recouvrement est soumise à l'agrément du ministre de la Justice à accorder sur avis motivés du conseil communal de la dernière résidence et du procureur général d'Etat. L'avis du conseil communal sera pris en séance secrète. Cet avis n'est pas requis lorsque l'impétrant n'a jamais eu de résidence au pays.

La déclaration est assujettie à un droit d'enregistrement de cinq cents francs au moins et de cinquante mille francs au plus. Ce droit est fixé pour chaque cas par décision du ministre de la justice. Il n'est toutefois pas perçu en cas d'indigence dûment constatée de l'intéressé.

Sauf en cas d'indigence visé ci-dessus, toute déclaration de recouvrement doit être accompagnée d'une quittance délivrée par le receveur de l'enregistrement et constatant le versement entre ses mains de

trois cents francs à valoir sur le droit d'enregistrement qui deviendra exigible en cas d'agrément de la déclaration par le ministre de la justice. Ce versement n'est restituable en aucun cas. La décision d'agrément du ministre de la justice doit être enregistrée, sous peine de nullité de la déclaration, dans un délai de trois mois à compter de sa notification. Cette notification sera faite par voie administrative constatée par un reçu à signer par l'intéressé, sinon par voie d'huissier conformément à l'article 68 du code de procédure civile. Les frais de cet exploit qui seront à charge de l'intéressé, seront recouvrés par l'administration de l'enregistrement.

La déclaration de recouvrement ne sortira ses effets que trois jours francs après sa publication au Mémorial. Mention de cette publication ou du refus d'agrément ou de la nullité découlant du défaut d'enregistrement dans le délai légal doit être faite en marge de la déclaration de recouvrement.

2° l'enfant qui a perdu la qualité de Luxembourgeois par application de l'article 25, 2°, peut la recouvrer par une déclaration à faire entre l'âge de dix-huit et de vingt-cinq ans accomplis. Après l'âge de vingt-cinq ans il peut invoquer le bénéfice du N° 1 du présent article.

Les dispositions des articles 7 et 9 sont applicables aux cas prévus au présent article sauf en ce qui concerne la disposition de l'article 9, 2° sub d).

*Art. 27.* Le Luxembourgeois qui ne tient pas sa nationalité d'un auteur luxembourgeois au jour de sa naissance, peut être déclaré déchu de cette qualité, sur la poursuite du ministère public :

- a) s'il a obtenu la nationalité luxembourgeoise par de fausses affirmations, par fraude ou par dissimulation de faits importants;
- b) s'il manque gravement à ses devoirs de citoyen luxembourgeois;
- c) s'il exerce des droits ou remplit des devoirs nationaux étrangers;
- d) s'il a encouru dans le pays ou à l'étranger, soit comme auteur, soit comme complice, une condamnation à une peine criminelle ou une condamnation irrévocable à l'emprisonnement pour assassinat, meurtre, vol, recel, escroquerie, abus de confiance, concussion, faux, usage de faux, faux témoignage, subordination de témoins ou d'experts, attentat à la pudeur, viol, prostitution ou corruption de la jeunesse, infraction aux dispositions des articles 379 et 379bis du code pénal, tenue de maisons de jeux de hasard, association formée dans le but d'attenter aux personnes ou aux propriétés, exposition ou délaissement d'enfant, enlèvement de mineurs, banqueroute, contravention aux dispositions légales sur la sécurité extérieure ou intérieure du pays, ou pour tentative d'une de ces infractions.

*Art. 30.* La femme et les enfants du Luxembourgeois déchu peuvent décliner la nationalité luxembourgeoise dans le délai de trois mois à partir du jour de la transcription de l'arrêté prononçant la déchéance.

A l'égard des enfants mineurs ce délai est prorogé jusqu'à l'expiration des trois mois qui suivent leur majorité.

Les renonciations de nationalité sont faites dans les formes prescrites par l'article 35.

*Art. 34.* Les enfants qui d'après leur statut personnel n'acquièrent pas la majorité civile à l'âge de dix-huit ans peuvent, dès qu'ils auront atteint cet âge, faire la déclaration prévue aux articles 19 et 26 avec l'assistance des personnes dont le consentement leur est nécessaire pour le mariage.

Le consentement est donné, soit dans l'acte même de la déclaration, soit par un acte séparé reçu par l'officier de l'état civil. Les personnes résidant à l'étranger peuvent faire connaître leur volonté par une procuration spéciale et authentique. L'acte séparé doit être annexé à l'acte de déclaration.

*Art. 39.* Les certificats de nationalité sont passibles d'un droit dont le montant est fixé par le ministre de la justice et qui ne pourra être supérieur à cinq cents francs.

*Art. II.* Les dispositions des articles 1 à 4 de la loi du 22 février 1968, telles qu'elles sont modifiées par la présente loi, s'appliquent même aux personnes nées avant leur entrée en vigueur, si ces personnes

n'ont pas encore, à cette date, atteint leur majorité. Elles s'appliquent même lorsque les faits et les actes de nature à entraîner l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise se sont réalisés avant leur entrée en vigueur. Cette application ne porte cependant pas atteinte à la validité des actes passés par l'intéressé ni aux droits acquis par des tiers sur le fondement de lois antérieures. L'intéressé ne peut invoquer les droits découlant de la nationalité luxembourgeoise qu'à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi modificative.

La femme luxembourgeoise d'origine qui a perdu la qualité de Luxembourgeoise, pour avoir acquis du fait de son mariage, ou du fait de l'acquisition par son mari d'une nationalité étrangère, sans manifestation de volonté de sa part, la nationalité étrangère de son mari, peut recouvrer sa nationalité luxembourgeoise par une déclaration faite conformément à l'article 35.

La déclaration sortira ses effets trois jours francs après sa publication au Mémorial.

*Art. III.* Pendant l'année qui suivra l'entrée en vigueur de la présente loi, peuvent opter pour la nationalité luxembourgeoise, les personnes qui, sous la législation antérieure, s'en trouvaient empêchées par l'effet des dispositions alors en vigueur.

## L'ARBED en 1974

L'assemblée générale ordinaire de l'ARBED (Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange, Société Anonyme, Luxembourg) s'est déroulée le 25 avril 1975 au siège social de l'ARBED à Luxembourg. Nous reproduisons ci-après des extraits des rapports de l'ARBED pour l'exercice 1974.

### Productions

En 1974, la production d'acier de l'ARBED a enregistré une progression légèrement supérieure au taux de croissance moyen de la sidérurgie communautaire. Avec un total de 5 734 900 t, elle a marqué une avance de 8% par rapport à 1973, contre une augmentation moyenne de 7,9% dans la Communauté des Six et de 3,8% dans la Communauté des Neuf.

Ce record de production a été obtenu par un rythme d'activité très élevé de toutes les aciéries et notamment par les résultats favorables enregistrés dans les aciéries LD-AC.

L'extraction de minerai a atteint 10 805 000 t en 1974, ce qui représente une diminution de 6,6% par rapport à l'exercice précédent. Dans ce total, les mines luxembourgeoises de l'ARBED ne sont plus intervenues que pour 19%, accusant ainsi un nouveau recul de 35,2%, après avoir réduit leur production de 10,8% en 1973. La part des mines françaises

s'est accrue à 81% de l'extraction totale, contre 73% au cours de l'exercice précédent. En volume, les tonnages extraits des mines françaises ont augmenté de 4% par rapport à 1973 et de 13,4% par rapport à 1972. En ce qui concerne la production de fonte, elle a atteint 4 874 000 t en 1974, ce qui représente une augmentation de 7,4% par rapport à l'exercice précédent.

Le tableau ci-après retrace l'évolution des productions sous revue au cours des trois dernières années :

Productions	1972 t	1973 t	1974 t
Minerai	11 246 000	11 565 000	10 805 000
Fonte	4 167 000	4 536 000	4 874 000
Acier	4 892 000	5 309 000	5 735 000

Dans l'élaboration de l'acier brut, la part du procédé de conversion à l'oxygène pur s'est accrue à 60,8% du total contre 46,7% en 1973 et 42,4% en 1972. Cette évolution s'explique par les productions records réalisées par les quatre aciéries LD-AC de l'ARBED, mais surtout par l'apport de production de l'aciérie LD-AC de Differdange, mise en service vers le milieu de 1973. Grâce au rendement très élevé de cette unité, un ralentissement parallèle de la production d'acier Thomas a été possible à cette division.



La production des laminés, y compris les 141 610 t produites par le laminoir de St-Ingbert, a atteint 4 461 000 t, ce qui représente un accroissement de 4,6% sur l'année précédente.

La fabrication de produits de tréfilerie et de boulonnerie des divisions et filiales gérées depuis le milieu de l'exercice écoulé par la société nouvellement créée TREFIL ARBED S. A. est en très légère progression par rapport à 1973 (+1,1%). Elle s'est élevée à 575 000 t au total, soit 277 000 t aux divisions et 298 000 t aux filiales. Le tableau ci-après retrace l'évolution des principaux produits ARBED au cours des trois dernières années.

Produits	1972 t	1973 t	1974 t
Feuillards et larges plats	1 038 000*	1 173 000*	1 116 000*
Laminés marchands	834 000	938 000	1 000 000
Tôles	469 000	478 000	529 000
Fil machine	455 000*	425 000*	404 000*
Poutrelles à larges ailes	453 000	450 000	475 000
Profilés	312 000	278 000	272 000
Demi-produits p. la vente	278 000*	342 000*	424 000*
Palplanches	146 000	169 000	173 000
Matériel de voie	14 000	13 000	18 000
Total laminés	3 999 000	4 266 000	4 411 000
Tréfilés (sans filiales directes)	282 000	277 000	277 000
Tubes	109 000	115 000	116 000
Pièces de forge	9 000	11 000	14 000

Il ressort de ce tableau que la production des principaux groupes de laminés s'est modifiée comme suit au cours de l'exercice écoulé :

Des augmentations de production ont été enregistrées dans les secteurs suivants : tôles (+10,7%), laminés marchands (+6,6%), poutrelles à larges ailes (+5,5%), palplanches (+2,4%). Une progression relativement élevée a été constatée dans le domaine des demi-produits (+24,0%) et des pièces de forge (+27,3%). La production de tubes est restée pratiquement inchangée.

En revanche, la production a baissé pour les produits suivants : fil machine (-5,0%, du fait de l'arrêt d'un vieux train vers le milieu de l'année 1973), profilés (-2,2%) et feuillards et larges plats (-0,6%).

La production totale d'acier de l'ARBED et des sociétés du groupe dans lesquelles elle détient une participation déterminante s'est élevée, en 1974, à 12,372 millions de t contre 11,963 millions de t en 1973, soit une progression de 3,4%.

Ce chiffre de production global permet au groupe ARBED de maintenir sa position de pointe dans la liste des grandes sociétés sidérurgiques européennes.

### Expéditions

Le boom sidérurgique amorcé au début de 1973 s'étant poursuivi tout au long des neuf premiers mois

\* y compris les tonnages destinés à être transformés dans les usines du groupe.

de l'exercice 1974, avec une pénurie générale de produits sidérurgiques sur le plan mondial, les expéditions de l'ARBED ont atteint en 1974 le niveau record de 4 290 000 t, soit une progression de 5,4%. Pour les deux derniers exercices, la progression moyenne des expéditions de l'ARBED est de 6,3%. Ce taux se situe très près du taux de croissance annuel de la consommation d'acier qui a été, en moyenne pour les années 1973 et 1974, de 6,2% dans le monde entier et de 5,7% dans la Communauté des Neuf.

La conséquence de cette pénurie d'acier a été une très forte augmentation des prix d'une année à l'autre, avant le retournement de la situation intervenu à partir du deuxième semestre 1974.

Les courants commerciaux de l'ARBED ont subi des changements assez profonds depuis la fin de 1972.

A l'intérieur de la Communauté élargie, l'augmentation des livraisons de l'ARBED a été du même ordre de grandeur que celle de l'ensemble des autres producteurs européens. Le marché des Neuf a absorbé ainsi, en 1974, 73,9% des expéditions totales de l'ARBED, 67,8% étant écoulées dans les pays de l'Europe des Six. Les pourcentages respectifs pour 1973 étaient de 71,1% et 67,2%.

Les expéditions de l'ARBED vers les pays de l'Est ont augmenté de 100% entre 1972 et 1974. Ce taux de croissance est conforme à la tendance générale enregistrée pour les exportations des Neuf à destination de ces pays. En 1974, la part des livraisons de l'ARBED vers les pays du bloc oriental est passée de 2,9% en 1973 à 3,6% des livraisons totales.

Alors que la part des expéditions à destination du marché des Etats-Unis est restée inchangée (4,1%), les pays ouest-européens non membres de la Communauté ont vu leur part revenir à 11,3%, contre 12,2% en 1973.

Quant aux livraisons à destination des pays en voie de développement, elles sont tombées de 9,7% en 1973 à 7,1%, ceci notamment en raison de la baisse des expéditions vers l'Amérique latine et le Sud-Est asiatique, à la suite de la présence renforcée sur ces marchés des producteurs américains, d'une part, et japonais, de l'autre.

### Approvisionnement et coûts de production

Pour ce qui est de l'approvisionnement en minettes des usines de l'ARBED, il a été assuré à raison de 82,9% par des minettes lorraines (+14,5%), production propre et achats, et à raison de 17,1% seulement par des minettes luxembourgeoises (-37,0%). Quant à la consommation de minerais riches, elle s'est accrue en 1974 de 40,9%, passant de 899 000 t en 1973 à 1,267 million de t.

L'augmentation de la production en 1974 a entraîné un enfournement plus important de minerais riches, au détriment de minerais pauvres, notamment luxembourgeois. En 1975, la consommation de minerais riches sera plus faible par suite du ralentissement conjoncturel affectant actuellement la sidérurgie.

L'activité minière au Grand-Duché sera sans doute affectée, à plus long terme, par la consommation

accrue de minerais riches. Cette activité n'est toutefois pas menacée par un arrêt complet dans un avenir prévisible. En effet, même si l'ARBED envisage de modifier à moyen terme sa base d'approvisionnement et de recourir à une utilisation intensive de minerais riches, la minette calcareuse luxembourgeoise gardera toute son importance du fait qu'elle offre l'avantage de se prêter, à des conditions favorables, à la constitution d'un lit de fusion autofondant. Un noyau de production de minerai sera maintenu au Grand-Duché, même dans l'hypothèse de la construction du pipe-line minéralier, dont le projet est à l'étude, en vue d'acheminer des minerais d'importation à partir de la mer du Nord vers les usines travaillant actuellement sur la base de minette.

L'approvisionnement des usines de l'ARBED en coke sidérurgique a été assuré dans sa presque totalité par les charbonnages ouest-allemands faisant partie du groupe. La consommation aux hauts fourneaux s'est élevée en 1974 à 2,757 millions de t contre 2,805 millions de t en 1973 pour une augmentation de la production de fonte de 7,4%. Cette régression très forte de la consommation spécifique de coke traduit les progrès continus réalisés grâce à l'enfournement accru des agglomérés préparés sur les bandes Dwight-Lloyd. De même, la consommation de fuel lourd a été réduite de 395 000 t en 1973 à 376 000 t en 1974.

A une époque marquée par un renchérissement inquiétant des prix des combustibles dû à la crise pétrolière et à la revalorisation parallèle du charbon, il se confirme que l'implantation des usines de l'ARBED au Grand-Duché entraînera, dans un avenir plus ou moins éloigné, un recours croissant à des minerais riches d'importation, dont l'acheminement devra être assuré aux meilleures conditions économiques.

### Situation du personnel

Le personnel occupé au 31 décembre dans les divisions luxembourgeoises de l'ARBED s'est accru en 1974 à 23 969 personnes, ouvriers et employés, contre un total de 23 843 à la fin de l'exercice précédent. Compte tenu des divisions étrangères, l'effectif global a atteint 27 766 personnes contre 27 891 un an plus tôt.

Le tableau ci-après retrace l'évolution des différents effectifs au cours des trois dernières années :

Personnel (au 31. 12.)	1972	1973	1974
Mines luxembourgeoises	976	839	799
Mines françaises	1 501	1 478	1 416
Divisions sidérurgiques			
luxembourgeoises	22 361	23 004	23 170
Divisions étrangères	2 655	2 570	2 381
Effectif total	27 493	27 891	27 766
dont : Ouvriers	23 169	23 532	23 424
Employés	4 324	4 359	4 342

Il ressort de ce tableau que la régression légère de l'effectif total s'explique en majeure partie par la baisse du personnel occupé aux divisions étrangères et aux divisions des mines.

L'exercice 1974 a été marqué par une forte progression des coûts salariaux. Le coût salarial moyen ouvrier des divisions luxembourgeoises a enregistré une hausse de 27,7% dont 8,6% au titre de l'adaptation automatique à l'indice des prix à la consommation. Pour 1973, les chiffres respectifs étaient de 11,3% et 6,5%.

Quant au nombre d'heures de travail par ouvrier inscrit et par mois, il est revenu de 155,1 en 1971 à 151,2 en 1972, à 149,9 en 1973 et à 148,5 en 1974. Le nombre d'heures de travail par tonne d'acier a baissé de 8,2 à 7,8 d'une année à l'autre. Les charges salariales et sociales supportées par l'ARBED au Luxembourg, en 1974, pour l'ensemble du personnel se sont élevées à 11,3 milliards de francs contre 9,1 milliards en 1973 et 8,2 milliards en 1972. Quant au coût du personnel par tonne d'acier brut, il a enregistré en 1974 une progression de 20% par rapport à l'exercice précédent.

Les importants progrès réalisés au cours de l'exercice sous revue dans le domaine de la productivité ont été, par conséquent, insuffisants pour compenser la progression des coûts de production qui se sont accrus au total de 25,6%, notamment sous l'influence du nouveau contrat collectif conclu avec les ouvriers et de l'inflation exceptionnellement forte qui s'est répercutée sur le niveau de l'indice des prix à la consommation.

En 1974, ce gonflement des coûts salariaux a pu être contrebalancé par une conjoncture sidérurgique très favorable, notamment en ce qui concerne les prix de vente. Cette situation s'étant fortement dégradée entre-temps, la recherche par tous les moyens d'une productivité accrue devra, plus que jamais, constituer l'objectif primordial de la société. Les mesures de modernisation et de rationalisation devront ainsi être intensifiées considérablement en vue d'aboutir à une réduction de la hausse réelle des coûts de production par tonne d'acier. La poursuite de la tendance inflationniste des coûts enregistrée en 1974 risquerait en effet non seulement, en temps de mauvaise ou médiocre conjoncture, de mettre passagèrement en cause la rentabilité de l'entreprise, mais rendrait à moyen terme plus difficile encore, voire irréalisable, le financement du programme d'investissement dont dépendra, en dernière analyse, l'avenir de la société.

En ce qui concerne la sécurité sur le lieu du travail, il convient de signaler que le taux de fréquence des accidents est tombé en 1974 à 77,3 contre 77,7 en 1973. Ce taux est le plus faible enregistré jusqu'à présent. Le taux de gravité a connu à son tour une nette amélioration. L'ensemble du personnel de l'ARBED est à féliciter de ce succès qui prouve que les records de production et des minima en matière de taux d'accidents sont parfaitement compatibles.

Toujours sur le plan social, il faut citer deux faits marquants qui ont affecté la vie de la société en 1974 et au début de 1975. Il s'agit, d'une part, de l'institution de la cogestion et, de l'autre, du nouveau contrat collectif conclu avec les employés. La cogestion instaurée par la législation luxembour-

geoise prévoit la représentation, pour un tiers des membres, du personnel au conseil d'administration des sociétés anonymes employant plus de 1000 personnes et la constitution, sur une base paritaire, de comités mixtes d'entreprise.

Quant au nouveau contrat collectif conclu au début de 1975 avec le syndicat des employés, il couvre une période de deux ans et se traduit, pour l'essentiel, par un accroissement moyen de 13,6% des traitements, adaptations à l'indice du coût de la vie non comprises.

### Politique d'investissement

En 1974, les investissements de l'ARBED n'ont pas atteint le montant record de 3,187 milliards de francs dépensé en 1973. Avec un total de 2,582 milliards de francs, ils accusent une diminution de 19%. Pour 1975, en revanche, des dépenses d'investissement de l'ordre de 2,970 milliards sont prévues.

Sur le total de 2,582 milliards de francs, 2,169 milliards, soit 84%, ont été investis dans les divisions luxembourgeoises et 413 millions, soit 16%, dans les divisions étrangères de l'ARBED.

Malgré l'effort d'investissement soutenu que la société déploie depuis plusieurs années, les dépenses afférentes ne seront guère suffisantes pour assurer à terme le pouvoir compétitif des usines luxembourgeoises. Or, la compétition accrue sur les marchés internationaux ne permet pas à l'ARBED de laisser se creuser un fossé entre la rentabilité de son équipement et celle des sociétés concurrentes. C'est dans cette optique qu'il convient de voir les grandes réalisations en matière d'investissement qui ont marqué l'exercice 1974.

En outre, sous l'aspect des améliorations, de la recherche et du développement, l'année a été particulièrement fertile :

En ce qui concerne la préparation de la charge, il convient de relever l'automatisation des bandes Dwight-Lloyd à Esch-Belval, l'utilisation des minerais riches extra-fins en vue de leur transport par voie hydraulique et l'amélioration des conditions d'agglomération par addition de chaux vive.

Dans le secteur des hauts fourneaux, des travaux importants ont été entrepris pour augmenter les injections de fuel et pour élaborer de la fonte semi-hématite.

Aux aciéries, l'automatisation dynamique du soufflage LDAC a été réalisée à Esch-Belval. Une gamme de nuances nouvelles élaborées sous vide a été mise au point à Esch-Schiffange. Des essais concluants en vue de la production d'acier à partir de fonte semi-hématite ont été entrepris à Dudelange, Esch-Belval et Esch-Schiffange.

Pour ce qui est des produits nouveaux, la collaboration des usines avec ARBED-Recherches a donné lieu notamment à la mise au point des aciers de construction à haute limite élastique et bonnes propriétés de résilience, ainsi que d'aciers à haute limite élastique résistant au profilage à froid sévère (Pro-

filair). D'autre part, des aciers pour emploi cryogénique et des aciers résistant à l'arrachement lamellaire ont été élaborés.

En dehors des grands projets qui sont en voie d'élaboration au niveau du groupe et qui détermineront à long terme l'avenir de l'ARBED, l'effort de modernisation et de rationalisation des installations a été ainsi activement poursuivi en 1974.

L'effort déployé par la sidérurgie luxembourgeoise en matière d'investissement se heurte toutefois à certaines pratiques fiscales qui limitent plus sévèrement que dans les pays voisins les possibilités d'auto-financement des sociétés. Dans la perspective des investissements nécessaires, il serait souhaitable que l'ARBED puisse bénéficier d'une législation et d'une pratique fiscales, notamment en matière d'amortissement, alignées sur celles des pays voisins, et qui supprimeraient les distorsions de concurrence découlant d'une pénalisation fiscale de la société. Si les années de haute conjoncture, comme l'année 1974, ne permettent pas de libérer par autofinancement un taux raisonnable des fonds à réinvestir, la réalisation du programme prévu s'étendra forcément sur une période de plus en plus longue. Or, un allongement excessif de cette période de restructuration se traduirait pour la société, en période d'inflation incontrôlée, par un risque accru de se voir distancer au point de vue pouvoir de compétition par la plupart de ses concurrents étrangers, ce qui, à terme, pourrait avoir des conséquences funestes pour la sidérurgie luxembourgeoise.

### Résultats de l'exercice

L'évolution favorable de la demande sur le marché sidérurgique pendant les 3 premiers trimestres de l'exercice 1974, se traduisant tant par l'augmentation de la production que par la hausse des prix de vente, a fait progresser le chiffre d'affaires à FLUX 49,2 milliards, soit une augmentation de FLUX 14,6 milliards ou 42,3% par rapport à 1973.

Après les amortissements de FLUX 2 298 472 939 (et déduction de FLUX 1 500 000 000 pour dépréciation extraordinaire), les résultats industriels et revenus du portefeuille font ressortir un solde bénéficiaire de FLUX 1 740 113 440.

Le report à nouveau de FLUX 269 401 998 vient s'ajouter au résultat de l'exercice écoulé et permet de disposer d'une somme de FLUX 2 009 515 438.

Le dividende brut de l'exercice s'élève à 458,823529 francs par part sociale, soit 390 francs net après déduction de l'impôt luxembourgeois de 15% sur le revenu des capitaux.

Il sera payable en deux parties égales de 195 francs net, la première partie à partir du 12 mai 1975, la seconde partie à partir du 18 décembre 1975.

Les actionnaires ont toutefois la possibilité de se faire escompter la seconde partie du dividende et de toucher une somme de 380 francs net par part sociale, payable en une fois à partir du 12 mai 1975.



# La Caisse d'Epargne de l'Etat en 1974

En mai 1975, la Caisse d'Epargne de l'Etat a présenté ses rapports et bilans pour l'exercice 1974 et dont nous reproduisons ci-après les extraits principaux :

## Situation financière de la Caisse d'Epargne de l'Etat à la fin de l'année 1974

### I. — Le Bilan

Au 31 décembre 1974 la somme du bilan s'établit à 63 731,0 millions de francs; elle est en augmentation de 11 729,5 millions ou 22,55% sur le bilan précédent. Comme le bilan était de 14 574,0 millions au 31 décembre 1964, il a ainsi plus que quadruplé en l'espace de dix ans. Il résulte du tableau qui suit que la tendance fondamentale de l'expansion observée au cours des dernières années n'a guère subi de changements en 1974 :

Exercice	Somme du bilan en millions de fr.	Accroissement en millions de fr.	en %
1969	23 551,1	2 790,4	13,4
1970	28 241,9	4 690,8	19,9
1971	33 736,8	5 494,9	19,4
1972	43 000,8	9 264,0	27,5
1973	52 001,5	9 000,7	20,9
1974	63 731,1	11 729,6	22,5

L'accroissement du bilan constaté au 31 décembre 1974, le plus important qui ait été jamais enregistré, est dû en ordre principal aux dépôts à terme : de 7 995,9 millions de francs au 31 décembre 1973 ils sont passés à 13 726,0 millions, ce qui dénote une progression de 5 730,1 millions ou 71,66%. Loin de constituer des capitaux stables, ces fonds sont surtout de courte durée et il est possible qu'ils soient sujets à des fluctuations dans la mesure où les taux d'intérêt du marché monétaire s'orientent à la baisse. Il convient de noter cependant que cette rubrique renferme aussi des bons de caisse d'une durée supérieure à 1 an.

Les dépôts à moyen et à long terme n'ont guère subi de changement; il s'agit surtout de dépôts effectués par le secteur parastatal.

Les engagements envers les banques ont progressé dans leur ensemble, mais il y a un important changement à l'intérieur des rubriques « à vue » et « à terme ». Les engagements à vue sont tombés de 11 112,0 millions de francs à 9 154,2 millions, tandis que les engagements à terme sont passés de 4 481,9 millions à 8 719,1 millions. Ainsi le total des engagements envers les banques s'élève-t-il à 17 873,3 millions au 31 décembre 1974 contre 15 593,9 millions au terme de l'exercice précédent, soit une augmentation de 2 279,4 millions. Leur importance relative a légèrement diminué, puisqu'ils ne représentent plus que 28% au lieu de 30% en 1973 de la somme du bilan.

La formation de capital-épargne s'est maintenue au même niveau qu'en 1973 : les dépôts d'épargne s'élèvent à 15 856,8 millions de francs au lieu de 14 583,9 millions en 1973. L'accroissement est de 1 272,9 millions ou 8,7%, alors qu'il était de 1 197,6 millions ou 8,9% en 1973 et de 1 649,7 millions ou 14,0% en 1972. L'incidence des intérêts bonifiés et de la prime de fidélité s'accroît progressivement; ainsi les intérêts et la prime se montent en 1974 à 771,1 millions, contre 636,8 millions en 1973 et 557,6 millions en 1972. L'argent frais versé par la clientèle se chiffre donc par 501,8 millions en 1974; 560,9 millions en 1973 et 1 092,1 millions en 1972. Les dépôts d'épargne représentent 24,9% du bilan en 1974; 28,0% en 1973 et 31,1% en 1972. Cela signifie sur le plan fiscal que l'imposition de la Caisse d'Epargne qui est basée sur les revenus de son activité bancaire, devient de plus en plus lourde. Si l'on y ajoute la redevance à payer par elle au Fonds National de Solidarité et qui, elle, est assise sur le passif du bilan, un passif qui ne cesse de gonfler sous l'effet de l'inflation sans pour autant devenir plus rémunérateur, alors on conçoit que les prémisses sont certes peu favorables à l'accomplissement par la Caisse d'Epargne d'une mission sociale.

Les comptes courants et les dépôts à vue, c'est-à-dire ceux dont le terme n'excède pas 1 mois, s'établissent à 11 242,0 millions de francs à la fin de l'exercice 1974. Ils ont progressé de 1 277,7 millions ou 12,82% contre 1 602,0 millions ou 19,1% en 1973. Cette rubrique est composée en majeure partie de comptes courants.

Le poste des « Etablissements financiers non-bancaires » est passé de 12,3 millions de francs en 1973 à 79,6 millions en 1974. Il comprend aussi bien des établissements privés que des établissements financiers créés entre Etats.

Les « créanciers divers » s'élèvent à 330,7 millions de francs contre 268,4 millions en 1973. Leur augmentation relativement importante est le résultat de l'activité accrue de l'établissement.

La rubrique « Divers », en augmentation de 571,9 millions de francs d'un exercice à l'autre, se monte à 1 622,4 millions de francs. Elle renferme en majeure partie des comptes transitoires et des comptes de régularisation en rapport avec la clôture de l'exercice.

Le non-exigible est de 2 665,0 millions de francs contre 2 374,4 millions à la fin de l'exercice précédent. Les réserves indisponibles, qui documentent les diverses réévaluations d'actifs, sont demeurées inchangées au niveau de 43,5 millions de francs. Les réserves libres sont passées de 2 009,5 millions de francs à 2 217,8 millions; elles renferment entre autres certaines réserves d'amortissement d'immeubles et elles ont reçu le bénéfice net de l'exercice précédent. Enfin les provisions s'établissent à 403,6 millions de francs; elles sont en progression de 82,3 millions par suite de l'ajustement de certaines provisions correctrices d'actif.

Les comptes fiduciaires, qui ont leur symétrie à l'actif, se chiffrent par 182,4 millions de francs au lieu de 8,7 millions en 1973. L'accroissement provient de l'incorporation de certains avoirs de fonds d'investissement dont la Caisse d'Epargne est banque dépositaire.

Du côté de l'actif le poste des « Débiteurs divers » est passé de 18 237,9 millions de francs au 31 décembre 1973 à 20 443,5 millions au 31 décembre 1974. L'accroissement est de 2205,6 millions ou 12%, alors qu'il était de 2131,3 millions en 1973 et de 2843,1 millions en 1972. En tenant compte du relèvement des taux d'intérêt débiteurs, on constate que la politique de restriction des crédits a porté ses fruits et qu'il a été possible de freiner sinon de stabiliser l'expansion des crédits. De la sorte le total des « Débiteurs divers » ne représente plus que 32,08% du bilan au 31 décembre 1974, tandis que ce rapport était de 35,0% à la fin de l'exercice 1973 et de 40,2% pour 1972.

La proportion des « Débiteurs non gagés » est montée assez sensiblement en passant de 6,4% à 9,2% au terme de l'exercice 1974. Corrélativement les « Débiteurs gagés » représentent 90,8% contre 93,6% de l'ensemble des « Débiteurs divers ». Ce changement est le résultat de l'introduction de nouvelles formes de crédit il y a quelques années.

Les « Disponibilités », comprenant la caisse, le compte-chèque postal, les banques centrales ainsi que les avoirs en banque à vue, sont tombées de 12 929,4 millions de francs à 11 640,7 millions. La diminution est due à la sous-rubrique « avoirs en banque à vue » qui s'élève à 9030,1 millions de francs contre 10 875,3 millions. En revanche la caisse, le compte-chèque postal et les banques centrales sont passés de 2054,0 millions à 2610,6 millions.

Un accroissement important s'observe à la rubrique des avoirs en banque. Ceux-ci englobent les avoirs à vue et les avoirs à terme; leur total s'établit à 26 984,7 millions de francs; il est en progression de 3583,5 millions sur l'exercice précédent. En rapprochant ce chiffre de l'accroissement de la rubrique du passif « Engagements envers les banques », on constate que la Caisse d'Epargne a introduit dans le circuit bancaire plus de fonds qu'elle n'en a reçus. La proportion des avoirs à vue et des avoirs à terme s'est modifiée considérablement : les avoirs à terme se sont fortement accrus en partie grâce au placement d'argent frais, en partie au détriment des avoirs à vue.

L'augmentation la plus importante est réservée au poste du « Portefeuille-effets » qui se monte à 7700,1 millions de francs contre 3071,1 millions, la différence étant de 4629,0 millions ou 150,7%. La faveur dont a joui cette forme de placement au cours de l'exercice 1974 est due au rendement élevé que les effets ont fini par offrir et à une certaine saturation des placements en banque.

Les créances envers les établissements financiers non bancaires sont passées de 1108,2 millions de francs à 1700,1 millions, la progression étant de 591,9 millions ou 53,4%. Il s'agit d'une majoration

des placements à court terme répondant à la définition de cette rubrique.

Le portefeuille-titres s'élève à 1962,4 millions de francs; il poursuit sa lente régression qui est de 84,5 millions ou 4,1% par rapport à l'exercice 1973. Les diverses catégories ont légèrement augmenté à l'exception de la sous-rubrique des fonds publics luxembourgeois, ainsi qu'il ressort du tableau suivant (en millions de francs):

	1973	1974
Fonds publics luxembourgeois	748,2	567,7
Fonds publics étrangers	1031,7	1084,7
Autres valeurs à revenu fixe	220,3	222,8
Actions et autres valeurs à revenu variable	46,6	87,1

Les participations se chiffrent par 23,3 millions de francs; elles sont restées pratiquement inchangées.

Les créances sur les sociétés affiliées non bancaires sont en augmentation de 38,8 millions de francs et elles s'établissent à 172,5 millions.

La valeur brute comptable des immeubles est de 918,9 millions de francs contre 831,0 millions; l'accroissement est de 87,9 millions. Les amortissements ont crû dans une mesure analogue en passant de 42,0 millions à 53,4 millions. Il en résulte une valeur nette comptable de 865,5 millions au lieu de 788,9 millions en 1973. Si l'on compare ces chiffres à ceux des fonds propres, on voit qu'ils demeurent loin au-dessous du plafond admissible.

Le matériel et mobilier est de 17,1 millions de francs contre 13,9 millions en 1973, les amortissements étant déduits directement.

La rubrique « Divers » a diminué de 31,1 millions de francs et elle s'établit à 992,6 millions au 31 décembre 1974. Elle comprend surtout des comptes de régularisation en rapport avec la clôture de l'exercice et dans une moindre mesure certains placements de fonds spéciaux du secteur public.

## II. — Le Compte de Résultats

Le produit total s'élève à 4634,0 millions de francs; il est supérieur de 1827 millions ou 65,0% à celui de l'exercice précédent qui était de 2807,0 millions. L'accroissement provient de la rubrique des « Intérêts et commissions » qui est passée de 2597,1 millions de francs à 4406,9 millions, soit une majoration de 1809,8 millions. Il convient de noter cependant que cet accroissement est dû en partie à un nouveau mode de comptabilisation des avoirs et des engagements en devises, ce qui a pour effet de majorer d'autant le montant des intérêts perçus et celui des intérêts bonifiés.

A part cette expansion d'origine comptable les revenus sont surtout redevables de leur amélioration au rendement élevé des placements en banque, tandis que les intérêts perçus sur les autres formes de placements ne sont qu'en progression modérée.

Les « Revenus divers » s'élèvent à 212,2 millions de francs au lieu de 207,1 millions à la fin de l'année 1973. Cette rubrique comprend entre autres les

revenus du portefeuille-titres, des participations et des immeubles.

La rubrique « Virements des comptes de provision » est en augmentation de 12,3 millions de francs et elle s'établit à 14,9 millions. Elle reçoit les sommes non utilisées des provisions faites au cours d'exercices antérieurs et elle représente ainsi des revenus extraordinaires.

Quant aux intérêts et commissions, ces charges ont augmenté dans une proportion considérable en passant de 1950,7 millions de francs à 3439,7 millions, la majoration étant de 1489,0 millions. Comme pour le poste correspondant du crédit il convient de noter la part due au nouveau mode de comptabilisation de certains avoirs et engagements en devises. Pour le reste l'augmentation provient surtout du coût plus élevé des dépôts effectués par le système bancaire.

Les frais de personnel se montent à 403,2 millions de francs contre 317,9 millions. L'augmentation est de 85,3 millions ou 26,8%. Elle résulte du nombre plus élevé des effectifs, de l'échelle mobile des traitements, de la nouvelle fixation du point indiciaire et des promotions d'ancienneté.

Les impôts, taxes et redevances ont aussi progressé considérablement en se montant à 336,5 millions de

francs au lieu de 244,4 millions, l'accroissement étant de 92,1 millions ou 38,0%. La hausse affecte essentiellement les impôts directs ainsi que la redevance due au Fonds National de Solidarité.

Les frais de fournitures extérieures s'élèvent à 104,6 millions de francs contre 85,7 millions; ils sont le résultat de l'activité accrue de l'établissement, mais ils ont aussi subi l'effet de la hausse générale des prix.

Les amortissements, qui sont de 96,7 millions de francs, en progression de 50,8 millions sur l'exercice précédent, concernent exclusivement les immeubles ainsi que le matériel et mobilier. Pour l'exercice 1974 une réserve d'amortissement importante a été constituée.

Les provisions s'élèvent à 98,1 millions de francs contre 20,4 millions pour l'exercice 1973. La hausse résulte surtout de la création d'une provision devant compenser la moins-value boursière de certaines valeurs mobilières.

Le poste « Divers » s'est accru de 3,8 millions de francs et il s'établit à 11,1 millions.

Le bénéfice net est passé de 134,3 millions de francs à 143,7 millions.

## La Société de la Bourse de Luxembourg en 1974

La Société de la Bourse de Luxembourg a publié au mois d'avril 1975 ses rapports et bilan pour l'exercice 1974. Nous reproduisons ci-après les parties essentielles du rapport présenté par le conseil d'administration à l'assemblée générale des actionnaires le 23 avril 1975.

### *La Bourse de Luxembourg*

Le climat défavorable des marchés boursiers étrangers n'a pas manqué d'influencer l'évolution du mouvement d'affaires à la Bourse de Luxembourg.

En revanche, l'indice boursier des valeurs des sociétés industrielles ou commerciales luxembourgeoises, cotées à notre marché, s'est pratiquement maintenu à son niveau de l'an passé.

### *Les actions et parts sociales luxembourgeoises*

Stimulées par la bonne conjoncture qui régnait encore au Grand-Duché au début de 1974, les valeurs à revenu variable ont continué à progresser jusqu'au mois d'avril. Les prises de bénéfice traditionnelles à cette époque de l'année et le climat économique international ont provoqué par la suite un certain effritement des cours.

L'indice des actions luxembourgeoises cotées est passé de 202,56 en début d'année à 198,34 fin 1974. Le tableau ci-après reproduit l'évolution de l'indice au cours des 12 mois de l'année.

	Plus haut	Plus bas
Janvier	210,00	198,91
Février	220,39	207,03
Mars	223,73	214,64
Avril	223,02	217,20
Mai	222,93	210,62
Juin	212,76	200,40
Juillet	209,35	198,53
Août	208,99	202,13
Septembre	204,10	194,19
Octobre	199,04	196,05
Novembre	200,59	196,85
Décembre	199,74	196,99

L'indice le plus élevé de l'année a été atteint le 18 mars et le plus bas le 17 septembre.

Les cours des actions et des parts sociales luxembourgeoises les plus activement traitées ont évolué de la façon suivante :

	Cours au 28. 12. 73	Cours extrêmes 1974 pl. haut pl. bas	Cours au 30. 12. 74
ARBED	4 460	5 590 3 920	4 070
Banque Internat.	4 200	4 380 4 120	4 120
Brass. de Diekirch	113 500	115 000 112 450	113 000
Cégédél	1 990	2 160 1 560	1 850
Kredietbank	4 250	4 770 4 250	4 650
Quilmès	1 800	2 550 1 500	1 750
Rodange (en liquid.)	4 700	5 600 4 500	4 740
Our 1/1	7 100	7 100 6 000	6 000
Our 1/5	1 178	1 280 1 040	1 074

Parmi les valeurs luxembourgeoises, les cours des actions du secteur bancaire ont légèrement haussé alors que celles de la sidérurgie et de la brasserie ont maintenu le statu quo. En revanche, le secteur électrique a accusé une légère baisse.

Dans l'ensemble la bonne tenue des valeurs nationales a été plutôt remarquable, en comparaison avec celles de l'étranger. Ceci est d'autant plus marquant que l'indice de la Bourse de Luxembourg avait déjà connu une progression plus ou moins continue pendant les années précédentes.

#### *Les obligations luxembourgeoises*

La rubrique des emprunts de l'Etat grand-ducal a été caractérisé par une certaine stabilité des cours. Le taux de rendement moyen des 14 obligations émises par l'Etat luxembourgeois s'élevait fin 1974 à 6,73% contre 6,80% fin 1973.

Cette tendance s'explique par la demande importante de la part des investisseurs institutionnels face à une offre insuffisante. Durant 1974 aucun nouvel emprunt n'a été admis sous cette rubrique et trois emprunts sont venus à leur échéance finale.

Au 31 décembre 1974 les fonds d'Etat luxembourgeois cotés en Bourse de Luxembourg représentaient un montant en circulation de francs 8.064.434.090 par rapport à un nominal émis, compte tenu des primes de remboursement, de fr 10.180.571.200.

Les cours des autres obligations indigènes ont davantage suivi l'évolution des marchés internationaux. A relever encore qu'après une longue interruption, de nouvelles émissions en francs luxembourgeois se sont réalisées sur le marché national des capitaux pendant le dernier trimestre de l'année. Le taux d'intérêt de ces emprunts ont été alignés sur ceux des émissions étrangères.

Les dix emprunts les plus activement traités sont relevés ci-après :

Emprunt Grand-Ducal	4,00%	1949—84
Emprunt Grand-Ducal	6—6,25%	1967—87 I
Emprunt Grand-Ducal	6,25%	1967—87 II
Emprunt Grand-Ducal	6,50%	1969—84
Emprunt Grand-Ducal	6,50%	1970—85
Emprunt Grand-Ducal	6,25%	1972—90
Soc. du Port Fluvial/Merttert	7,25%	1971—86
Ville de Luxembourg	5,00%	1964—89
Arbed Finance S. A.	6,50%	1972—87
Arbed Finance S. A.	6,75%	1973—80

#### *Les obligations internationales*

Les tensions qui régnaient sur les marchés financiers en 1974 ont entraîné un net recul de l'activité sur les marchés primaire et secondaire des euro-obligations. Le volume des émissions a diminué de près de 60% d'une année à l'autre.

Si au début de l'année l'activité sur le marché primaire s'est encore maintenue à un niveau satisfaisant, par la suite les conditions du marché se sont détériorées, entraînant une raréfaction des nouvelles émissions. Parmi les causes de cette évolution il y a lieu de relever la faiblesse du dollar U. S. ainsi que l'écart anormal entre les taux d'intérêt offerts pour

les placements à court terme et ceux des placements à long terme. Ce n'est que vers la fin du quatrième trimestre que le rétrécissement de l'écart des taux d'intérêt a contribué à une reprise des affaires.

Pour attirer les investisseurs en dépit des conditions défavorables sur le marché primaire, les banquiers ont introduit certaines caractéristiques intéressantes concernant notamment les conditions de remboursement des emprunts émis.

Il convient encore de relever qu'à l'heure actuelle le marché euro-obligataire contribue dans une certaine mesure au recyclage des pétro-dollars.

Trois devises sont apparues comme nouveau support monétaire des euro-obligations : le dinar koweïtien, le dollar canadien et le schilling autrichien.

Les trois monnaies composites intervenant dans les émissions internationales ont connu des fortunes diverses. Alors que l'unité de compte européenne (U. C.) rencontrait la faveur du public, l'Euroco n'était utilisé que pour un seul emprunt en 1974 et l'unité monétaire européenne (ECU) n'a plus été retenue.

Rappelons que la Bourse de Luxembourg calcule et publie chaque jour la valeur de l'Euroco dans les différentes monnaies composantes et en dollars U. S.

Les tableaux des taux et indices de rendement calculés par la Bourse de Luxembourg retracent l'évolution des cours à la fin des années 1972, 1973 et 1974.

#### 1. Taux et indices de rendement de 30 emprunts à long terme en \$ US de sociétés industrielles :

	Taux de rendement	Indice
28. 12. 1972	7,51%	100,00
27. 12. 1973	8,80%	117,18
27. 12. 1974	11,27%	150,07

#### 2. Taux et indices de rendement de 23 emprunts à long terme en \$ US d'organismes supranationaux :

	Taux de rendement	Indice
28. 12. 1972	7,12%	100,00
27. 12. 1973	9,25%	129,92
27. 12. 1974	11,02%	154,78

#### 3. Taux et indices de rendement d'emprunts à long terme en U. C. (17):

	Taux de rendement	Indice
28. 12. 1972	7,20%	100,00
27. 12. 1973	8,39%	116,53
27. 12. 1974	8,94%	124,17

#### *Les actions et parts étrangères*

Si les cours des actions luxembourgeoises n'ont en général affiché que de faibles variations, les actions étrangères n'ont pu échapper à une régression plus prononcée de leurs cours comme l'indique le tableau



ci-dessous, qui reprend les 10 valeurs les plus activement traitées de cette rubrique :

	Cours au 28.12.73	Cours extrêmes 1974 pl. haut pl. bas	Cours au 30.12.74
Baxter Travenol	1 780	1 800 900	1 180
Belgo Mineira	21	30 12	14
Canon	185	195 90	100
E. B. E. S.	2 300	2 510 1 910	1 960
Omron Tateisi	630	690 310	390
Philips	528	532 285	309
Royal Dutch	1 398	1 454 890	918
Sharp	750	880 420	500
Trio Electronics	225	350 170	200
Unilever	1 658	1 752 1 010	1 160

Parmi les actions nouvelles admises, citons les actions au porteur Commerzbank A. G. et les certificats de dépôt au porteur représentatifs des actions ordinaires Canon Inc., Eidai Co. Ltd et The Sanko Steamship Cy Ltd.

#### *Les fonds d'investissement*

Suite à l'évolution défavorable des marchés boursiers, les fonds d'investissement ont vu s'infléchir en général la valeur d'inventaire de leurs parts.

Au cours de 1974, deux nouveaux fonds ont été admis à la cote, à savoir THE PHILIPPINE INVESTMENT CY et WORLDWIDE GROWTH FUND.

Les fonds d'investissement dont les titres ont été les plus activement traités ont été : CONCENTRA, CONVERTIBLE BOND FUND, E.U.P.I.C., JAPAN PACIFIC FUND, PAN-HOLDING, ROBEKO, RO-LINCO, TRANSPACIFIC FUND, USIF REAL ESTATE, U. S. TRUST.

#### *La structure de la cote*

Les instances d'admission ont été favorables à l'admission de 63 valeurs nouvelles à la cote, contre 64 l'année précédente.

Par rapport à 1973, le nombre des lignes de cotation a évolué de la façon suivante :

	1973	1974
<i>Emprunts obligataires</i>		
— Etat luxembourgeois	26	26
— Emprunts garantis par l'Etat	4	4
— Villes et communes	5	5
— Sociétés luxembourgeoises	11	8
— Emprunts convertibles luxembourgeois	1	1
— Organismes européens et internat.	58	64
— Emprunts internationaux ordinaires	408	445
— Emprunts internat. convertibles	158	152
— Obligations avec clause d'interdiction de vente aux résidents belges et luxembourgeois	6	6
<i>Actions et parts</i>		
— Luxembourg	24	24
— Etranger	51	55
<i>Fonds d'investissement</i>		
— Luxembourg	59	56
— Etranger	31	24
	<b>842</b>	<b>870</b>

## **EUREX**

Sous l'impulsion de la Bourse de Luxembourg, les études visant la mise en place du système de marché EUREX se sont activement poursuivies en 1974. Au cours de son assemblée générale tenue à Luxembourg le 5 décembre 1974, le syndicat d'étude EUREX, constitué en septembre 1973 par 69 intermédiaires financiers de 14 pays, a décidé que le système EUREX devrait prendre la forme d'une société internationale et indépendante pour servir de cadre à un marché d'euro-obligations, relié par ordinateur, télé-scripteurs et écrans cathodiques.

#### *Relations internationales*

Comme par le passé, la Bourse de Luxembourg a continué à collaborer aux travaux de la Fédération Internationale des Bourses de Valeurs et de divers groupes d'experts au sein de la C.E. et de l'O.C.D.E.

#### **Le Bilan**

L'actif immobilisé, après avoir subi un amortissement de francs 940.014,—, figure pour un montant de francs 15.477.709,—. Les immeubles de la Bourse interviennent à raison de francs 11.766.200,—, le mobilier et les installations pour francs 2.613.788,—. Les frais d'études avancés par la société dans le cadre du projet EUREX ont été portés à l'actif immobilisé pour francs 1.097.721,—.

L'actif disponible atteint francs 61.508.509,—. Il se compose de fonds liquides et d'avoirs en banque pour francs 12.862.117,—. Le portefeuille-titres, après un amortissement de francs 1.443.640,—, s'élève à francs 44.818.231,— et les créances diverses se montent à francs 3.828.161,—.

Le compte cautionnements de francs 9.000.000,— représente les dépôts des personnes agréées, effectués en application du Règlement d'Ordre Intérieur, ainsi que les parts sociales de la société affectées en garantie de gestion par les administrateurs et les commissaires.

Au passif, le non-exigible comprend le capital pour un montant inchangé de francs 18.000.000,—, la réserve légale à raison de francs 1.800.000,— et la réserve libre pour un total de francs 17.500.000,—.

Le passif exigible comprend une provision pour impôts à payer de francs 30.000,—. Les créateurs divers interviennent pour un total de fr 417.500,— et le compte de régularisation « passif » pour francs 33.625.279,—. Dans ce dernier poste figurent les frais à payer pour un montant de francs 215.000,— et les recettes perçues au bénéfice des exercices à venir à raison de francs 33.410.279,—.

Le bénéfice reporté au 1<sup>er</sup> janvier 1974 ressort à francs 331.564,—.

Au compte de profits et pertes, les recettes diverses s'élèvent à francs 21.785.605,—. Les frais généraux

et autres frais ont absorbé la somme de francs 10.676.991,—, compte tenu des charges sociales intervenant pour francs 739.199,—. Les impôts et les taxes représentent francs 3.443.085,— et les amortissements francs 2.383.654,—.

Le bénéfice de l'exercice ressort à fr 5.281.875,— et forme, avec le report excédentaire de fr 331.564,—, un total de francs 5.613.439,— que la société propose — conformément à l'article 29 des statuts — d'utiliser comme suit :

a) dividende brut de francs 352,9412	
aux 9.000 parts sociales	francs 3.176.471,—
b) allocations statutaires	630.000,—
c) à la réserve libre	1.500.000,—
d) report à nouveau	306.968,—
<hr/>	
Total :	francs 5.613.439,—

Le dividende de l'exercice 1974 s'élève à francs 352,9412 brut par part sociale, soit francs 300,— net, après déduction de l'impôt luxembourgeois sur le revenu des capitaux.

## L'inauguration du « Central télex - Bureau de Luxembourg-Télégraphes »

Le 15 mai 1975 a été inauguré à l'ancien centre postal à Luxembourg, en présence de nombreux invités d'honneur, le nouveau complexe « Central télex - Bureau de Luxembourg-Télégraphes ». Nous reproduisons ci-après le texte du discours qu'a prononcé à cette occasion Monsieur Raymond Vouel, Vice-Président du Gouvernement, Ministre des Finances.

Mesdames, Messieurs,

Téléphone, télégraphe, télex, termes chapeautés par la notion de « Télécommunications », sont pour beaucoup d'entre nous des mots qui, sous leur apparence de technicité, ne parviennent jamais tout à fait à cacher ce qu'ils ont de contenu quasiment magique. Pouvoir communiquer de vive voix ou par message écrit, transmis instantanément, avec un être se trouvant à distance, et parfois à des milliers de kilomètres, voilà ce qui a été pendant des siècles un rêve pour toute l'humanité. Il y a longtemps que ce rêve est devenu réalité, mais une réalité qui, aujourd'hui encore, tient de la magie quoique, de nos jours, l'acte de téléphoner ou d'envoyer un télex à quelqu'un soit devenu chose banale dont généralement on ne fait plus état.

Cependant, cette réalité est restée et reste toujours une réalité perfectible. Le téléphone, principal moyen que la technique moderne met à la disposition des hommes pour télécommuniquer individuellement entre eux, demeure en effet subordonné à de nombreuses restrictions et de contraintes :

- les interlocuteurs n'ont pas la possibilité de se voir pendant leur conversation,
- ils doivent se rendre tous les deux à des endroits imposés pour pouvoir se parler,
- enfin, dans bien des cas, la mise en communication est sujette à des délais d'attente plus ou moins longs.

On est donc encore loin du stade ultime de perfection auquel la technique voudrait amener les télécommunications, c'est-à-dire à la possibilité, pour toute personne où qu'elle soit, d'entrer instantanément

et automatiquement en communication audio-visuelle avec n'importe quel autre homme dans le monde, au moyen par exemple d'un petit appareil de poche audio-visuel sans fil. Le chemin à parcourir avant d'atteindre cet objectif suprême sera, certes, long et difficile. Au stade actuel de la technique, les moyens qui sont à notre disposition pour nous en rapprocher sont loin d'être économiquement défendables. Mais qui osera prétendre qu'ils ne le deviendront jamais ?

Quoi qu'il en soit en définitive, l'Administration des Postes et Télécommunications a déployé ces derniers temps — longtemps après l'ère de l'automatisation téléphonique intégrale à l'intérieur du pays, longtemps aussi après l'automatisation progressive des relations internationales par télex et par téléphone — un effort tout particulier pour être à la pointe du progrès technique en matière précisément de ces relations internationales. Aussi, au stade actuel de l'évolution — je dirais presque de la révolution des télécommunications au Luxembourg — assistons-nous à une période marquée par l'instauration de services perfectionnés, voire inédits au Grand-Duché.

Ainsi, pendant les années 1972 et 1973, l'Administration a étudié le problème de l'introduction du radio-téléphone mobile, en mettant un accent tout particulier sur les facilités à offrir aux usagers et sur l'étendue du territoire sur lequel les radiotéléphones luxembourgeois peuvent avoir accès à des réseaux radiotéléphoniques étrangers. Ces études ont conduit à la décision d'installer, en 1974, un réseau national complètement automatisé et compatible avec les réseaux allemand et autrichien, dont le développement du point de vue couverture de leurs territoires respectifs est le plus avancé à l'heure actuelle. Le nouveau service a débuté le 15 février 1975.

En 1974 également, l'Administration a mis en place les équipements pour 190 circuits internationaux munis du système de signalisation R2, système qui se distingue tout particulièrement par la rapidité de transmission des signaux d'établissement des communications. Ces circuits perfectionnés sont progressivement mis en service depuis le début de 1975.

Les équipements du faisceau hertzien qui nous reliera à la Belgique sont en place et seront mis en service sous peu. D'autres efforts seront faits au cours des années à venir en vue d'installer deux faisceaux hertziens supplémentaires avec la République Fédérale d'Allemagne et la France, dans le double but de multiplier les circuits de réserve avec les pays voisins et avec les pays plus lointains, et de réduire à un minimum les restrictions de trafic en cas de rupture de câble ou de panne d'équipement.

Ce même souci de sécurité fut encore sous-jacent à la planification entreprise en vue de la toute récente mise en service (mars 1975) des douze premiers circuits téléphoniques intercontinentaux directs Luxembourg-Amérique du Nord. On sait que le service téléphonique automatique avec les Etats-Unis d'Amérique, créé en 1970, fonctionnait depuis, via le centre de transit international de Francfort. Le nouveau faisceau de circuits directs sera scindé en trois routages différents, dont l'un passera par satellite et les deux autres par câbles sous-marins, de façon à garantir une sécurité d'exploitation élevée.

La semaine passée, on a pu inaugurer officiellement, à Luxembourg-Gare, le nouveau complexe du bureau de Luxembourg-Téléphones et de ses prolongements en équipements techniques. Cet ensemble comprend, d'une part,

- le tableau de commutation manuel à commande automatique centralisée des communications téléphoniques dans les directions non encore automatisées, ainsi que dans les directions automatisées, lorsque l'abonné éprouve des difficultés à les établir lui-même, et, d'autre part,
- les services annexes, à savoir le service des renseignements sur le service téléphonique tant national qu'international, le service des abonnés absents, des avis d'appel, des blocages de raccordements sur demande des abonnés et le service des réveils.

Cette avant-dernière étape de renouvellement des équipements et de réorganisation des services afférents a eu deux résultats tangibles : elle assure un écoulement plus rapide des demandes de tout genre émanant de la clientèle, et elle offre au personnel un confort accru dans l'accomplissement de ses fonctions.

C'est dans cette même trame de rationalisations et d'améliorations que s'inscrit le nouveau complexe « Central Télex - Bureau de Luxembourg-Télégraphes », à l'inauguration officielle duquel nous procédons aujourd'hui. Dans son allocution, Monsieur le Directeur des Postes et Télécommunications a pu déjà vous présenter le nouvel agencement dans ses aspects techniques et administratifs.

Le rapide survol des innovations mises en service en matière de télécommunications au cours des derniers 6 mois ainsi que l'exposé de Monsieur le Directeur relatif au complexe mis en service aujourd'hui, me fournissent l'occasion de féliciter tous ceux qui ont contribué à ces réalisations et, cela va sans dire, surtout l'Administration des Postes et Télécommunications. Je remercie tout particulièrement Monsieur le Directeur Heinen, ses ingénieurs et ses services. Leur savoir-faire, leur ténacité et leurs insis-

tances auprès du Gouvernement sont pour beaucoup dans les succès et progrès que nous enregistrons ces derniers temps. L'honnêteté intellectuelle m'oblige à souligner également que c'est grâce aussi, sans doute, à la création, certes quelque peu tardive, c'est-à-dire en 1973, du fonds d'investissements pour les télécommunications, et avant tout grâce à l'alimentation plus généreuse qu'initialement prévue de ce fonds par voie de prélèvements sur les excédents substantiels de recettes de l'Etat, que l'Administration des Postes et Télécommunications a été mise à même de préparer dans les plus brefs délais et d'exécuter coup sur coup cet ambitieux programme de modernisation du réseau, spécialement dans les relations internationales.

Le Gouvernement approuve, soutient et encourage l'Administration des Postes et Télécommunications dans ces initiatives qui sont vitales pour la place financière de Luxembourg, pour les organismes des Communautés Européennes implantés dans notre capitale, pour nos entreprises exportatrices et — last not least — pour les simples particuliers, auxquels il est ainsi donné la possibilité de communiquer téléphoniquement et par télex avec n'importe quel point du globe terrestre, et ce avec une rapidité qu'on pourrait nous envier. Dans cet ordre d'idées, je me dois de profiter de la présente occasion, pour souligner le rôle important que le bureau de Luxembourg-Télégraphes, à côté du bureau de Luxembourg-Téléphones, assume lors des réunions internationales au Centre Européen du Kirchberg dans l'intérêt de la presse internationale.

Ce qu'il m'importe de souligner également en cette occasion, c'est que, contrairement à ce que d'aucuns voudraient faire accroire, toutes ces réalisations, plutôt orientées vers l'extérieur, comme l'est d'ailleurs notre activité économique, n'ont pas, par ailleurs, empêché les P. et T. de pousser simultanément et prioritairement l'extension des jonctions entre les centraux. On met tout en œuvre pour assurer un accroissement des possibilités de raccordement dans les centraux tout comme dans les réseaux locaux. Je suis parfaitement d'accord avec ceux qui ne cessent de souligner qu'il s'agit ici de deux aspects essentiels du problème des télécommunications. Mais force m'est de constater aussi qu'il s'agit de deux aspects qui furent, dans le passé, gravement négligés. Rien ne sert de courir; il faut partir à point. Si le programme d'extension des jonctions sera terminé pour la fin de 1977, de sorte qu'on peut prévoir qu'une fluidité suffisante du trafic téléphonique sera progressivement rétablie d'ici là à travers tout le pays, il ne faut pas cependant se cacher qu'il n'en pourra malheureusement pas être de même en ce qui concerne la création additionnelle de possibilités de raccordement dans les réseaux locaux.

La situation difficile et pénible des télécommunications continuera donc encore bien longtemps de se manifester et cela notamment par des délais d'attente excessifs, délais qui sont dus,

- d'une part, à la pénurie des possibilités de raccordement au téléphone existant surtout dans les réseaux locaux, et

— d'autre part, au manque de fluidité du trafic consécutif à la surcharge des jonctions assurant l'écoulement du trafic téléphonique entre les centraux.

Pour les demandes de raccordement, ces délais atteignent, à l'heure actuelle, des mois et même des années dans un nombre toujours plus élevé de villes et localités, quartiers de villes ou de localités, dans certaines rues, pâtés de maisons et finalement dans le cas de certaines maisons à appartements ou unifamiliales individuelles. Inutile de souligner que je comprends parfaitement que ces délais d'attente, du moment qu'ils dépassent, ne fût-ce que légèrement, « la normale », sont des plus désagréables et qu'ils peuvent exaspérer dans des situations de détresse, comme par exemple en cas d'appel au n° 012, au médecin ou à la police. Je sais aussi que dans certaines directions, heureusement de plus en plus rares, la surcharge du réseau téléphonique est souvent telle, pendant les heures de pointe, qu'elle entrave sérieusement l'ensemble du trafic spécialement aussi le trafic à caractère professionnel, et ce sur de longues périodes de temps. Il va sans dire aussi qu'il faut donner raison à ceux qui disent que les deux goulots d'étranglement dont je viens de parler, et dont seul le deuxième commence à se desserrer, portent depuis de longues années un grave préjudice à la vie économique et sociale du pays.

Je ne veux pas m'étendre aujourd'hui, au cours de cette manifestation, sur les tenants et aboutissants de cette situation critique. L'Administration m'a annoncé pour bientôt un rapport circonstancié des faits qui l'ont engendrée et des mesures qu'elle propose pour y mettre un terme. Sans vouloir préjuger des constatations et des conclusions de ce rapport qui sera publié dans le prochain compte rendu de gestion des Postes et Télécommunications et sur lequel je reviendrai dès que je l'aurai lu avec tout le soin qu'il méritera sans doute, je tiens toutefois à préciser, dès maintenant, que c'est une situation qui n'a pas été créée par le présent Gouvernement, mais dont j'ai hérité du précédent à mon arrivée au Ministère des Finances. Depuis je n'ai, de mon côté, rien négligé qui puisse permettre de nous en sortir.

J'ai mis à la disposition des Postes et Télécommunications tous les fonds dont elle a besoin pour 1975. Tout récemment encore, j'ai doté de 140 millions de francs le fonds d'investissements pour les télécommunications. Le Gouvernement vient par ailleurs d'allouer, à cette même administration, toujours au titre de l'exercice 1975, un contingent d'autorisations d'engagement additionnel de personnel à plein temps dépassant largement ce qu'elle a obtenu au cours de chacune des années précédentes.

Je suis décidé à continuer dans cette voie. Mais je ne saurais évidemment assainir en une seule année une situation qu'on a laissée, suivant l'affirmation du directeur des P. et T., pourrir sur le tas pendant une quinzaine d'années.

Soyez certains cependant que je continuerai d'assumer mes responsabilités. Je serai des plus exigeants puisqu'il s'agit, à la fois, de combler des retards énormes accumulés dans le passé, et de faire face, en

collaboration avec l'Administration des P. et T., à l'accroissement considérable — et sans doute persistant pendant les décennies à venir — des besoins de plus en plus pressants en services de télécommunications de toute nature.

Mesdames, Messieurs,

Rendre le téléphone accessible à tout un chacun, en l'installant chez lui à son domicile, voilà un objectif que nous devrions nous fixer et poursuivre avec ténacité. L'exemple de la Suède est là pour prouver que nous pouvons atteindre, alors qu'au tout début de ce dernier quart du 20<sup>e</sup> siècle un Suédois sur deux possède déjà le téléphone. Certes, nous sommes loin de ce compte avec moins d'un abonné sur trois Luxembourgeois. En appliquant la norme suédoise à notre pays, le nombre des abonnés devrait, à l'heure actuelle, s'élever chez nous à 175 000, contre un peu plus de 100 000 unités effectivement. Et quand, dans une quinzaine d'années probablement, ce chiffre de 175 000 aura été atteint par notre pays, la densité téléphonique de la Suède aura sans doute fait un nouveau bond en avant. On mesurera donc l'ampleur de l'effort que nous aurons à fournir dans les années à venir si nous voulons résolument placer notre politique des télécommunications dans une perspective de fin de siècle.

Encore faut-il se rendre compte que, d'ici là beaucoup d'autres choses vont changer sous l'effet de la diversification et de l'affinement des besoins traditionnels de télécommunication, sous l'effet aussi de la naissance de nouveaux besoins notamment en matière d'informatique, sous l'effet enfin du progrès rapide des techniques actuelles et de l'apparition de techniques nouvelles dont nous ignorons tout encore en ce moment.

Il s'agira donc, pour l'administration des P. et T., de gérer avec la plus grande économie possible les importants moyens financiers et en main-d'œuvre dont elle dispose d'ores et déjà, et surtout les moyens considérables qui devront venir s'y ajouter à l'avenir. J'attends par conséquent de l'administration des P. et T. qu'elle rationalise au maximum ses services techniques, tout comme elle a rationalisé en 1971/1973 le service de la distribution postale et plus récemment le service des comptes chèques postaux. Je demande également à l'administration d'examiner dans quelle mesure et sous quelles conditions il sera possible de programmer de façon cohérente, c'est-à-dire au sens technique du mot, les investissements et les travaux courants en matière de télécommunications.

Je crois en effet que c'est à ce prix seulement qu'il sera possible de maintenir, dans des limites supportables pour le pays, le coût d'une politique des télécommunications qui se propose à la fois

- de mettre à la disposition des masses de la population cet équipement de première nécessité qu'est le téléphone,
- et de maintenir notre réseau des télécommunications à la pointe du progrès technique dans l'intérêt de la compétitivité de nos entreprises industrielles, dans l'intérêt aussi d'un fonctionnement optimum de notre secteur tertiaire tant national qu'international.



## Nouvelles diverses

### Visites à Luxembourg

Répondant à l'invitation de Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, Ministre d'Etat, le Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne et Madame Helmut Schmidt ont effectué le 14 mai 1975 une visite officielle au Grand-Duché de Luxembourg. Après une audience chez Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse, un tête-à-tête eut lieu entre Monsieur Helmut Schmidt et Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, Ministre des Affaires Etrangères, suivi d'une réunion de travail des deux délégations. Dans la soirée un dîner fut offert par Monsieur Gaston Thorn en l'honneur du Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne et de Madame Helmut Schmidt. Relevons encore que cette visite a permis d'avoir un large échange de vues sur les questions communes relatives à la politique européenne et internationale. Nous reproduisons ci-après le texte du discours prononcé par le Président du Gouvernement, Monsieur Gaston Thorn, à l'occasion de la visite officielle du Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne :

Herr Bundeskanzler, lieber Herr Kollege,  
Werte Frau Schmidt,

Es ist mir eine sehr große Freude, Sie sowie die Damen und Herren Ihrer Begleitung, heute Abend im Namen meiner Regierung hier in Luxemburg als unsere Gäste herzlich willkommen zu heißen.

Vor nur wenigen Tagen befand ich mich in jenem « Salon de l'Horloge » am Pariser Quai d'Orsay, in dem vor 25 Jahren Robert Schuman in seiner berühmten Erklärung zur Gründung der Montanunion die europäische Integrationspolitik einleitete. In seiner Antwortrede auf die Ansprache des französischen Präsidenten, hat Ihr allseits geschätzter Bundespräsident, und darf ich hinzufügen mein persönlicher Freund, folgende Worte Victor Hugos, die auf das Treffendste den Kern des gesamten heutigen europäischen Gebildes umreißen, zitiert : « La France est la tête, l'Allemagne est le cœur de l'Europe ». Geboren aus der Erkenntnis, daß einzig und allein eine dauerhafte Bindung dieser beiden Völker Europa den Frieden sichern könnte, stellte die Zusammenlegung von Kohle und Stahl und die Übergabe nationaler Kompetenzen an neuartige und gemeinsame Institutionen den Ansatz auf wirtschaftlichem Gebiet zur Einigung Europas dar. Ein Beginn, dazu bestimmt durch Übergreifen auf immer weitere Gebiete die nationalen Dynamismen in gemeinschaftliche Bahnen zu lenken und so eine de facto Solidarität zu schaffen. Um dieses Kernstück herum, wurde das europäische Aufbauwerk, dessen Rückgrat in der Deutsch-Französischen Freundschaft besteht, errichtet.

Luxemburg, während Jahrhunderten seiner wechselhaften Geschichte Zankapfel im Ränkespiel der Mächte, hat diesen Neubeginn in den bis dahin durch fortwährenden Antagonismus gekennzeichneten

ten Beziehungen zwischen seinen beiden großen Nachbarn von Anfang an auf das Aufrichtigste begrüßt; ist doch das gute deutsch-französische Verhältnis Garant unseres wirtschaftlichen Wohlstandes und unserer politischen Integrität.

Lieber Herr Kollege,

Die freundschaftliche Atmosphäre, die, allen Rückschlägen und Desillusionen zum Trotz, nach wie vor die Zusammenarbeit zwischen den verantwortlichen Politikern der Gemeinschaft kennzeichnet und insbesondere die engen Kontakte, die Sie mit dem französischen Präsidenten pflegen, finden ihren Ausdruck in einer weitgehenden Übereinstimmung, das in einem viertel Jahrhundert in oft mühseliger Kleinarbeit Geschaffene, nicht nur zu erhalten, sondern weiter auszubauen. Diese aufgeschlossene Haltung der Großen ist unerlässlich, wenn die Vermittlerrolle der kleinen Partner auch nur in etwa erfolgreich sein soll.

Einmal mehr in seiner noch kurzen Geschichte, steht Europa heute wieder vor der Alternative, wirklich zu leben oder sich aufzulösen. Mit halbherzigen Überlebensparolen und Detailverbesserungen sind die augenblicklichen Schwierigkeiten jedenfalls nicht mehr zu meistern. Der Idealismus der ersten Stunde, der zündende Funke, der den Einigungsgedanken entfacht hat, sind — so muß ich leider feststellen — nicht mehr vorhanden. Gerade heute aber, wo die politische Konstellation, gekennzeichnet durch eine dreifache wirtschaftliche, außen- und innenpolitische Krise des wichtigsten Verbündeten der freien Welt, zum Handeln zwingt, müßten die Länder der Gemeinschaft sich endlich zu einer wirklichen Solidarität bekennen und mehr denn je, im Rahmen einer neu zu überdenkenden Verteidigungspolitik, auf eine feste Allianz mit den Vereinigten Staaten Wert legen.

Die Basis auf der wir aufbauen können ist gesund. Aber das Bewußtsein, daß nur geeint auf die Dauer eine Überlebenschance besteht, muß wieder geweckt werden; nur dann ist eine erneute Mobilisierung aller lebendigen Kräfte unserer Völker und Staaten möglich. Wenn es gelingen sollte, dem Staatsbürger klar zu machen, daß die Gemeinschaft nicht nur aus einem schwer durchschaubaren Zusammenspiel ihm fremder Institutionen besteht, sondern auch ihn direkt betrifft, und wenn wir die jüngere Generation wieder für die Integrationsidee gewinnen können, dann hat Europa noch eine Zukunft. Doch hierzu müßten wir uns zuerst wieder auf das Konkrete besinnen, neue begrenzte aber bestimmte Ziele setzen und konsequent auf ihre Verwirklichung hinarbeiten. Hierin sehe ich das Gebot der Stunde.

Lieber Herr Kollege,

Wir alle haben Sie als einen Politiker schätzen gelernt, der mit Realismus und Nüchternheit die Probleme anzufassen weiß, aber auch als einen Mann der festen und, wenn die Umstände es verlangen,

auch schnellen Entschlüsse. Sie haben sie, um nur zwei Beispiele zu nennen, sowohl während der Hamburger Flutkatastrophe im Jahr 62 als auch anlässlich der jüngsten Stockholmer Ereignisse bewiesen. In über 25 Jahren politischer Tätigkeit haben Sie Erfahrungen sammeln und Fähigkeiten entwickeln können, die, zwar nicht unbedingt beim Schachspielen mit Ihrer wertten Frau Gemahlin — die ich nochmals herzlich in unserer Mitte willkommen heißen möchte — von Vorteil sein müssen, Sie jedoch zweifelsohne auf dem nationalen wie internationalen Schachbrett heute als eine der wirklich wichtigen Figuren erscheinen lassen.

Ich erhebe nun mein Glas und bitte alle Anwesenden ebenfalls ihr Glas zu erheben auf Ihr persönliches Wohlergehen, lieber Herr Kollege, sowie auf dasjenige von Frau Schmidt und auf das Wohl der uns befreundeten Bundesrepublik Deutschland.

Les 30 et 31 mai 1975, le Très Honorable *Pierre-Elliott Trudeau*, Premier Ministre du Canada, a fait une visite officielle à Luxembourg à l'invitation de Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement et Ministre des Affaires étrangères. Le Premier Ministre du Canada, accompagné de Madame Trudeau, a été reçu par Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse au Palais de Luxembourg et il a eu des entretiens politiques avec le Président du Gouvernement et Ministre des Affaires étrangères. Il a également déposé une couronne de fleurs au Monument National de la Solidarité au cours de sa visite. Le Premier Ministre du Canada et Madame Trudeau furent le premier jour les hôtes à dîner du Président du Gouvernement et de Madame Gaston Thorn, tandis que les hôtes canadiens ont offert le lendemain un déjeuner avant de quitter le Grand-Duché par avion en fin d'après-midi du 31 mai.

Monsieur *Léo Tindemans*, Premier Ministre de Belgique, qui avait été chargé par la Conférence des Chefs de Gouvernement de la Communauté à Paris en décembre 1974 de présenter un rapport sur l'Union européenne, a fait une visite à Luxembourg du 11 au 13 mai 1975. Il a procédé à cette occasion à des consultations avec le Gouvernement luxembourgeois ainsi qu'avec les milieux représentatifs de l'opinion publique. Il fut également reçu en audience par Son Altesse Royale le Grand-Duc.

Le Président de la République d'Irlande, Monsieur *Cearbhall O'Dalaigh* s'est rendu à Luxembourg le 16 juin 1975. Après une courte entrevue avec Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, Ministre d'Etat, Monsieur *Cearbhall O'Dalaigh* a visité la Cour de Justice des Communautés européennes pour assister ensuite au Conseil des Ministres des Finances de l'Europe des Neuf au Centre européen de Kirchberg.

Le 24 mai 1975 Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, Ministre d'Etat, a reçu Monsieur *Dogo*, Ministre de la Coopération économique du Togo, qui effectuait à cette époque une série de visites en Europe. Les pourparlers se sont concentrés

avant tout sur les relations entre le Marché Commun et les pays associés.

Les 29 et 30 avril 1975, Madame *Margaret Thatcher*, chef de l'opposition britannique et successeur de Monsieur Edward Heath à la tête du parti conservateur, s'est rendue au Grand-Duché de Luxembourg où elle a notamment eu une entrevue avec Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, Ministre des Affaires étrangères. Elle a également visité le Parlement européen où elle a eu un entretien avec Monsieur Georges Spénale, Président du Parlement européen.

Les 22 et 23 mai 1975, un groupe de près de 200 dames venant de Bruxelles a visité le Grand-Duché de Luxembourg. Il s'agissait des épouses des membres du Corps diplomatique accrédités à Bruxelles, des délégués auprès de la Communauté européenne, des représentants auprès de l'OTAN et du SHAPE, ainsi que des fonctionnaires européens et internationaux à Bruxelles, groupées dans une association dénommée « Welcome to Belgium ». Le programme de la visite au Grand-Duché prévoyait notamment des visites de la ville de Luxembourg, du Centre européen de Kirchberg, de la Cour de Justice des Communautés et de la faïencerie Villeroy & Boch. Le groupe des dames a visité en outre la ville d'Echternach, la ville de Vianden, ainsi que la centrale hydroélectrique de pompage de la SEO.

### Visites à l'étranger

Répondant à l'invitation de Monsieur Oskar Fischer, Ministre des Affaires étrangères de la République démocratique allemande, Monsieur *Gaston Thorn*, Président du Gouvernement luxembourgeois, s'était rendu en sa qualité de Ministre des Affaires étrangères en visite officielle à la République démocratique allemande les 21 et 22 mai 1975, rendant ainsi la visite qu'avait faite à Luxembourg Monsieur Otto Winzer, Ministre des Affaires étrangères de la R.D.A. en 1973. Au cours de sa visite Monsieur Gaston Thorn a eu successivement des entretiens politiques avec le Ministre des Affaires étrangères de la R.D.A., Monsieur Oskar Fischer, le Président du Conseil d'Etat, Monsieur Willi Stoph et le Président du Conseil de Ministres de la R.D.A. Les entretiens ont notamment porté sur les relations Est-Ouest en général, la Conférence sur la Sécurité européenne, l'actualité internationale et sur les problèmes bilatéraux, plus particulièrement les relations commerciales. Nous reproduisons ci-après le texte du discours prononcé par le Président du Gouvernement, Monsieur Gaston Thorn, à l'occasion de sa visite officielle en République démocratique allemande :

Herr Minister,  
Exzellenzen,  
Meine Damen und Herren,

Erlauben Sie mir, Ihnen zuerst für die freundliche Einladung Ihr Land zu besuchen, und für den herzlichen Empfang, der mir und meinen Begleitern erwiesen wurde, meinen besten Dank zum Ausdruck zu bringen. Die Bedeutung der persönlichen Kon-

takte in den internationalen und bilateralen Beziehungen wurde wiederholt als Mittel zur Verständigung hervorgehoben. Der Besuch Ihres (leider verstorbenen) Vorgängers, Herr Otto Winzer, in Luxemburg vor anderthalb Jahren hat dies klar zum Ausdruck gebracht und zu einem besseren gegenseitigen Kennenlernen beigetragen. Ich hoffe, daß unsere heutigen Gespräche einen weiteren Schritt auf dem Wege der Entwicklung der Beziehungen und Zusammenarbeit zwischen der Deutschen Demokratischen Republik und dem Großherzogtum Luxemburg darstellen.

In diesem Zusammenhang begrüße ich auch das Abkommen über wirtschaftliche, industrielle und technische Zusammenarbeit, das zwischen der Regierung der Deutschen Demokratischen Republik und der Belgisch-Luxemburgischen Wirtschaftsunion im August 1974 in Leipzig abgeschlossen wurde und worin die Abkommenspartner sich verpflichten, die wirtschaftliche, industrielle und technische Zusammenarbeit zwischen ihren Ländern zu fördern und zu begünstigen mit dem Ziel der Erweiterung der gegenseitigen Wirtschaftsbeziehungen.

Wohl bestehen grundlegende Unterschiede zwischen unseren politischen, wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Systemen, die man nicht verniedlichen kann und als Realpolitiker auch nicht verniedlichen soll. Es ist umso wichtiger, daß wir uns gegenseitig besser kennenlernen, miteinander sprechen und vom festen Willen belebt sind, die Schwierigkeiten, die durch diese Unterschiede entstehen, zu überwinden. Jeder von uns muß sich aber auch hüten, so zu handeln, als ob er der Besitzer der einzigen oder allgemeingültigen Wahrheit sei. Das kann in unserer heutigen pluralistischen, das heißt unterschiedlichen Welt niemand mehr glauben.

Ich denke, daß es als positives Kennzeichen der derzeitigen Entfaltung der Zusammenarbeit gewertet werden kann, daß man inzwischen Schwierigkeiten und Interessengegensätze nicht mehr verschweigt, sondern offen miteinander darüber redet. Man kann aber nur offen darüber reden, wenn man sich gegenseitig vertraut. Ich erkenne einen Prozeß wachsenden gegenseitigen Vertrauens und ich erwarte, daß er sich in Zukunft fortsetzen wird. Ich glaube, daß die Situation heute, genau 30 Jahre nach dem Ende des Zweiten Weltkrieges, für unsere Völker und für alle Völker Europas günstigere Perspektiven für die künftige Entwicklung erlaubt als zuvor.

Da ist zuerst, und das möchte ich auch und besonders hier nicht verschweigen, der langsame doch stetige Einigungsprozeß der Europäischen Gemeinschaften. In ihrem Rahmen werden Energien und Interessen, die Jahrhunderte lang für Europa und ganz besonders für Luxemburg, Krieg und Zerstörung bedeuteten, in gemeinsame und, so wollen wir es, in friedliche Bahnen gelenkt. Das geht nicht ohne Schwierigkeiten, Mißverständnisse, ja sogar zeitweilige Rückschläge. Aber der Grundgedanke ist gut, er lebt weiter. Er soll bewertet werden als ein unersetzlicher Beitrag zu Friede und Sicherheit in Europa. Die Politik die sich darauf gründet soll nicht diskriminierend sein, sondern dynamisch und offen gegenüber Drittländern; das zeigt sich in dem Asso-

ziierungsabkommen, in der Entwicklungshilfe, in den ersten Kontakten zwischen EWG und Comecon und auch auf der Konferenz über Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa.

Den Ost-West-Problemen kommt natürlich im Rahmen dieses Besuches ganz besondere Bedeutung zu.

In Wien und in Genf wird auf weiter Basis verhandelt, in den andern Hauptstädten gibt es einen fleißigen Meinungsaustausch zwischen verantwortlichen Politikern der verschiedenen Länder. Friede ist Zusammenarbeit, ist Kooperation. Und Kooperation ist ein mühsames Geschäft. Sie ist das tagtägliche Bemühen darum, die beidseitigen Interessen zu verflechten; damit das Interesse am Frieden, damit der Wille zum Frieden auf beiden Seiten mit Substanz gefüllt wird.

In den Gesprächen in Wien über die Reduzierung von Streitkräften und Rüstungen versuchen wir die politische Entspannung durch eine militärische zu ergänzen. Wir sind noch nicht an jenem Punkt angelangt, wo wir radikale Veränderungen an dem System vornehmen könnten, das, aller Kritik zum Trotz, über ein viertel Jahrhundert Europa vom Kriege verschont hat. Die Allianzen, zu denen Sie oder wir gehören, werden auch in absehbarer Zukunft noch den Rahmen unserer Sicherheitspolitik abgeben. Doch müßte es eigentlich möglich sein, den heutigen Umständen Rechnung tragend, für alle Staaten zumindest gleichbleibende Sicherheit bei vermindertem Machtaufwand zu gewährleisten.

Eine wichtige Etappe in dem weltweiten Entspannungsprozeß ist auch die Konferenz über Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa. Zum ersten Mal in der Geschichte sitzen 33 europäische Länder, sowie Kanada und die Vereinigten Staaten um einen Verhandlungstisch und versuchen gemeinsame Richtlinien auszuarbeiten für ihre künftigen Beziehungen auf politischem, wirtschaftlichem und humanitärem Gebiet. Auch hier ist unser Konzept ein dynamisches. Wir alle kennen die Lage Europas so wie sie sich aus dem letzten Weltkrieg ergeben hat. Sie ist in vielen Punkten unbefriedigend. Die Teilung Europas in zwei Lager, die jetzt wieder das Miteinanderleben und -arbeiten lernen müssen, hat den Staaten Sorgen, der Wirtschaft Schwierigkeiten und sehr vielen Menschen große Nöte gebracht. Die KSZE ist ein erster, unseres Erachtens nach noch recht zaghafter Schritt auf dem Wege zu mehr Vertrauen, erweiterter Zusammenarbeit, freieren menschlichen Kontakten und besserer gegenseitigen Information. Unser Ziel ist die Eröffnung neuer Perspektiven, das Aufstellen von Verhaltensregeln, die es den Staaten und den Menschen erlauben sollen, die noch bestehenden und die zu erwartenden Probleme in Friede und Zusammenarbeit, und nicht mehr mit Gewalt zu lösen. Wir hoffen sehr, daß nach der Konferenz dieser offene Geist, über den doch vielfach einschränkenden Buchstaben hinweg, alle Regierungen bei der Auslegung und Durchführung aller Konferenzaussagen bewegen wird. Nur so kann die Konferenz über Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa zu einem Instrument multilateraler Entspannungspolitik werden. Nur so kann sie zu einer dauer-



haften Verständigung beitragen, einer Verständigung, die gegen Störungen, die sich aus politischen Tageschwankungen ergeben, abgesichert sein soll. Nur dann werden die Menschen in unseren Ländern verstehen, weshalb wir fast 3 Jahre verhandelt haben, weshalb wir, wohl mit größtem Zeremoniell, umfangreiche Dokumente verabschieden werden, weshalb wir uns dazu bekennen, diesen multilateralen Dialog in geeigneter Form weiterzuführen.

Der amerikanische Außenminister hat, als man ihn nach den Zukunftsaussichten über Vereinbarungen zwischen Ost und West gefragt hat, mit einem einprägsamen Bild geantwortet, das ich hier wiederholen möchte. Er sagte damals: « Wir sind dabei, ein gemeinsames Netz von Autostraßen zu bauen und Verkehrsregeln zu entwickeln. In Zukunft soll jeder wissen, wo und wie er fahren kann. Aber das Ganze kann nur funktionieren, wenn sich jeder an diese Regeln hält ! »

Ich vertraue fest darauf, daß dies der Fall sein wird, und daß das so sein soll. Dazu hat bestimmt unser heutiges Treffen seinen Teil beigetragen.

Répondant à l'invitation de Monsieur Constantin Caramanlis, Président du Conseil des Ministres hellénique, Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement luxembourgeois et Ministre des Affaires étrangères, a fait une visite officielle en Grèce du 28 au 30 juin 1975, où il a eu des entretiens avec Monsieur Caramanlis, Premier Ministre grec, Monsieur Constantin Tsatsos, Président de la République et Monsieur Bitsios, Ministre grec des Affaires étrangères.

Le 3 avril 1975, Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement luxembourgeois, a été reçu à l'Elysée par le Président de la République française, Monsieur Valéry Giscard d'Estaing, avant de rencontrer Monsieur Jean Sauvagnargues, Ministre français des Affaires étrangères. Bien qu'il s'agissait d'une visite privée, les interlocuteurs ont fait un large tour d'horizon sur la situation internationale.

### Relations internationales

Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, Ministre des Affaires étrangères, a rencontré Monsieur Gerald Ford, Président des Etats-Unis d'Amérique et le Secrétaire d'Etat Monsieur Henry Kissinger pour des conversations bilatérales au cours d'un petit-déjeuner offert par le Président Gerald Ford à Bruxelles, le 29 mai 1975.

Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement et Ministre des Affaires étrangères, a effectué une courte visite de travail à Londres le 22 avril 1975, au cours de laquelle il a eu notamment des entretiens politiques avec Monsieur Harold Wilson, Premier Ministre de Grande-Bretagne, et Monsieur James Callaghan, Secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères. Les entretiens ont porté plus particulièrement sur les problèmes européens, la prochaine conférence au sommet de l'OTAN et les perspectives de négociations sur la sécurité en Europe.

En marge du Conseil atlantique, Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, Ministre des Affaires étrangères, a eu les 29 et 30 mai 1975 à Bruxelles, des entretiens bilatéraux avec les Premiers Ministres du Portugal, de la Grèce et de la Turquie.

Monsieur Gaston Thorn, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement et Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur du Grand-Duché de Luxembourg, et Monsieur Im Kian Frederick Tan, Chargé d'affaires a. i. de la République de Singapour, ont procédé le 9 avril 1975 à la signature de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Singapour relatif aux transports aériens.

Monsieur Gaston Thorn, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement et Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur du Grand-Duché de Luxembourg, et Monsieur Suphot Phiansunthon, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume de Thaïlande, ont signé le 16 avril 1975 au Ministère des Affaires étrangères à Luxembourg l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande relatif aux transports aériens.

Le 3 juin 1975 a été signé au Ministère des Affaires étrangères à Luxembourg un accord de coopération culturelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie. L'accord fut signé par Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, Ministre des Affaires étrangères, et par Monsieur Alexandru Lazareanu, Ambassadeur de la République Socialiste de Roumanie.

A la suite du pressant appel qui lui avait été adressé par le Comité international de la Croix-Rouge, le Gouvernement luxembourgeois, en étroite collaboration avec la Croix-Rouge luxembourgeoise, a fait acheminer 50 tonnes de poudre de lait aux populations du Sud-Est asiatique, particulièrement éprouvées par les événements qui s'y étaient déroulés. Cette fourniture, expédiée en deux vols successifs durant la première quinzaine du mois de mai 1975, a été remise à Singapour aux autorités de la Croix-Rouge internationale qui en ont assumé l'expédition par parts égales à Hanoi, Saigon et Pnom-Penh.

Le Gouvernement luxembourgeois, conscient des conditions précaires dans lesquelles vivent depuis tant d'années les réfugiés de Palestine, avait décidé d'acheminer au mois de mai 1975 une fourniture de 620 tonnes de farine de blé de froment tendre au bénéfice de ces derniers. Selon les informations fournies par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés établis à Beyrouth, une telle quantité de farine assumera une ration mensuelle de 10 kilos de farine à quelque 65 000 réfugiés résidant à l'heure actuelle au Liban. Le transport par mer s'effectua par le bateau « Inge Bech » à partir du port d'Anvers. Cette action humanitaire s'est déroulée dans le cadre des obligations contractées par le Grand-Duché de



Luxembourg dans le cadre de la convention alimentaire conclue en 1971.

En sa qualité d'Etat signataire des Conventions sur le commerce du blé et sur l'aide alimentaire signées en 1971, et compte tenu de la pénurie croissante des denrées alimentaires ayant entraîné une très forte hausse de celles-ci sur les marchés mondiaux, le Gouvernement luxembourgeois, soucieux de respecter pleinement ses engagements, a décidé au mois d'avril 1975 d'affecter une fourniture de 1589 tonnes de farine de blé de froment tendre aux populations déshéritées de Chypre à la suite des événements qui ont eu lieu à cette époque dans l'île. Cette fourniture de farine a représenté 2400 tonnes de blé provenant des stocks céréaliers de Mersch. La transformation de blé en farine a été effectuée par les meuneries luxembourgeoises à la suite d'un appel d'offres. L'acheminement et la distribution via le port d'Anvers furent assurés par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

### Inaugurations et Commémorations

A l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration de Robert Schuman du 9 mai 1950, Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, Ministre d'Etat, a prononcé le message suivant :

Voilà 25 ans, jour pour jour, que la voix si familière à beaucoup d'entre nous s'adressait depuis Paris aux nations européennes. Elle les exhortait à rompre le cycle plusieurs fois séculaire de guerres fratricides et des cortèges de misères qu'elles ont chaque fois engendrés, et d'unir dans un même élan leurs efforts dans la construction d'une société plus juste et plus prospère. L'audace de son initiative et la clairvoyance de son jugement font que l'appel de Robert Schuman reste probablement l'acte politique le plus remarquable de l'après-guerre.

A vrai dire, si l'on excepte tout ce qui a trait à la mise en commun des productions de charbon et d'acier, les paroles historiques qui ont été prononcées à l'époque n'ont rien perdu de leur actualité : l'idée de créer une solidarité de fait entre nations désireuses de s'épanouir d'abord, l'intelligence d'édifier pas à pas cette construction autour de l'indispensable réconciliation franco-allemande ensuite, la vocation de facteur de paix assignée à l'édifice enfin, voilà des impératifs qu'un quart de siècle de succès et d'échecs n'ont jamais pu remettre en cause. Le génie de Robert Schuman fut d'avoir vu juste tant les peuples à qui il s'adressait désiraient ardemment en finir une fois pour toutes avec leurs querelles stériles et vaines. La foi européenne des grands hommes d'Etat de l'époque, parmi lesquels il y a lieu de citer le regretté Joseph Bech, disparu voilà quelques semaines à peine, fit le reste : un grand rêve devenait réalité.

Même si le 9 mai n'est pas une fête officielle, et s'il est vrai que les lenteurs et les désillusions de ces dernières années ont fini par entamer l'énergie des plus ardents européens, j'estime qu'il est de mon devoir et de celui du Gouvernement luxembourgeois dans son ensemble de raviver cette flamme européenne auprès de nos compatriotes. La dépression éco-

nomique du moment, les formidables bouleversements politiques de ces dernières semaines, la fragilité de la détente entre les deux super-puissances devraient nous inciter à poursuivre rapidement la construction de l'Europe. Cela n'ira pas sans sacrifices ni certains doutes momentanés. Il n'en reste pas moins, pour que l'Europe devienne réalité un jour, que le concours de nous tous, de toutes les femmes et de tous les hommes, est nécessaire. La préservation de notre civilisation, de nos institutions et en dernière analyse, bien qu'on l'oublie trop souvent, de notre sécurité, de notre bien-être et de notre bonheur personnel est à ce prix.

C'est en renouvelant aujourd'hui notre adhésion à la profession de foi de Robert Schuman que nous y parviendrons.

La Ville d'Ettelbruck a célébré le 29 juin 1975 le *Remembrance Day* en l'honneur du Général Patton et des vaillants libérateurs du Grand-Duché. La veille, une cérémonie commémorative eut lieu au cimetière militaire américain de Hamm, où Monsieur Eugène Simon, Bourgmestre de la Ville d'Ettelbruck, accompagné de l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique, M<sup>me</sup> le D<sup>r</sup> Ruth Farkas, déposa des fleurs sur la tombe du grand libérateur. Les cérémonies du *Remembrance Day* débutèrent dans la matinée du 29 juin par une réception à l'Hôtel de Ville d'Ettelbruck, suivie d'une messe commémorative et d'un dépôt de fleurs au Monument aux Morts par l'Ambassadeur des Etats-Unis, M<sup>me</sup> le D<sup>r</sup> Ruth Farkas, et par le Bourgmestre de la Ville d'Ettelbruck, Monsieur Eugène Simon. La cérémonie commémorative eut lieu l'après-midi au pied du monument Patton, en présence de S. Exc. M<sup>me</sup> le D<sup>r</sup> Ruth Farkas, de Monsieur Emile Krieps, Ministre de la Force publique, et de représentants de la vie politique et militaire. Alors que des avions à réaction survolèrent le monument, l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique, le Ministre Emile Krieps, le Bourgmestre Eugène Simon et des représentants des armées américaine et luxembourgeoise déposèrent des fleurs devant la statue en bronze du Général Patton. Les festivités prirent fin dans les prés du « Deich » par un défilé de troupes et des démonstrations de parachutistes américains et belges, par un concert donné par la 8th Infantry Division Band et par la traditionnelle « friendship party ».

Dans le cadre de la *Journée de l'Europe*, différentes manifestations eurent lieu à Luxembourg du 28 avril au 7 mai 1975, sous le patronage du comité national luxembourgeois pour la Journée de l'Europe. Une « table ronde » fut organisée le 28 avril à la Villa Louigny par la Maison de l'Europe de Luxembourg sur « Le Parlement européen. Pourquoi ? Pour qui ? Par qui ? » Le débat eut lieu en luxembourgeois au grand auditorium de RTL. Les 2 et 3 mai s'est déroulé à la Maison de l'Europe le séminaire européen sur le sujet : « La connaissance des institutions européennes implantées à Luxembourg », organisé avec la participation des Maisons de l'Europe voisines de celle de Luxembourg, à savoir Bad Marienberg (Allemagne), Olloy (Belgique), Douai (France),

Maastricht (Pays-Bas). Le 3 mai eut lieu une porte ouverte à la Maison de l'Europe. Différentes manifestations culturelles s'y déroulèrent sous la présidence de Madame Colette Flesch, Bourgmestre de la Ville de Luxembourg, à savoir : un concours organisé pour les jeunes, un concert donné par la Fanfare de Pfaffenthal, une récitation de textes par le groupe YETI, un vernissage de l'exposition organisée avec le concours de l'Académie européenne libre des Beaux Arts, l'hymne européen exécuté par la Fanfare. Le 5 mai s'est déroulée au Bâtiment Robert Schuman au Centre européen de Kirchberg à Luxembourg l'assemblée générale de l'Association des Villes et Communes. Le 5 mai l'ordre du Mérite européen fut remis à plusieurs personnalités par la Fondation du Mérite européen. Le 7 mai se sont déroulés devant le Monument Robert Schuman à Luxembourg une cérémonie commémorative et un dépôt de fleurs. Dans la soirée, Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, donna une conférence sur : « L'Europe 25 ans après la déclaration de Robert Schuman » (cf. Bulletin de documentation N° 3/1975).

### Communautés européennes

Aux mois d'avril et de juin 1975, le *Conseil des Communautés européennes* a tenu plusieurs sessions au Centre européen de Kirchberg à Luxembourg. La 336<sup>e</sup> session du Conseil, sous la présidence de Monsieur Garret Fitzgerald, Ministre des Affaires étrangères d'Irlande, et avec la participation notamment de Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, Ministre des Affaires étrangères, fut consacrée aux points suivants : consommateurs, matières premières, association CEE-Grèce, graisses et huiles de poissons, approche globale méditerranéenne, aide d'urgence au Vietnam, rencontre avec l'assemblée, aide alimentaire, nouvelle procédure de gestion d'aide alimentaire. La 337<sup>e</sup> session, sous la présidence de Monsieur Mark Clinton, Ministre de l'Agriculture d'Irlande, et avec la participation notamment de MM. Jean Hamilius, Ministre de l'Agriculture et Albert Berchem, Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Agriculture, s'est consacrée aux problèmes suivants : secteur de la pêche, approche globale méditerranéenne, secteur viti-vinicole, houblon. La 338<sup>e</sup> session, sous la présidence de Monsieur Richie Ryan, Ministre des Finances d'Irlande, et avec la participation notamment de Monsieur Marcel Mart, Ministre de l'Economie nationale, s'est consacrée aux points suivants : questions économiques et financières, questions budgétaires, unité de compte. La 344<sup>e</sup> session du Conseil sous la présidence de Monsieur Richie Ryan, Ministre des Finances d'Irlande, et en présence notamment de Monsieur Raymond Vouel, Vice-Président du Gouvernement, Ministre des Finances, s'est consacrée aux points suivants : situation économique, système communautaire de change, travaux au sein du F.M.I., liberté d'établissement et libre prestation de services, environnement, aide alimentaire, politique commerciale. La 345<sup>e</sup> session du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michael O'Leary, Ministre du Travail d'Irlande, et en présence notamment de Monsieur Benny Berg, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale et de Monsieur Maurice Thoss, Secrétaire

d'Etat au Ministère du Travail et de la Sécurité sociale, s'est consacrée aux problèmes suivants : principe de la semaine de 40 heures et des 4 semaines de congés payés annuels, lutte contre la pauvreté, communication de la Commission au Conseil relative aux travaux en matière d'emploi, principe de l'égalité de traitement entre travailleurs masculins et féminins, intervention du fonds social en faveur d'opérations d'adaptation structurelle, l'état des travaux : programme d'action sociale. La 346<sup>e</sup> session du Conseil, sous la présidence de Monsieur Mark Clinton, Ministre de l'Agriculture d'Irlande, et en présence notamment de Monsieur Jean Hamilius, Ministre de l'Agriculture et de Monsieur Albert Berchem, Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Agriculture, s'est consacrée aux problèmes suivants : questions vétérinaires, culture sous serre, secteur du sucre, huile d'olive, viande bovine, secteur du vin, approche globale méditerranéenne, produits transformés de fruits et légumes, fruits et légumes frais, secteur du vin, nouvelle version de l'article 33bis relatif à la distillation spéciale. La 347<sup>e</sup> session du Conseil, sous la présidence de Monsieur Garret Fitzgerald, Ministre des Affaires étrangères d'Irlande, et en présence notamment de Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, Ministre des Affaires étrangères, s'est consacrée aux points suivants : referendum au Royaume-Uni, Canada, Grèce, Portugal, matières premières et préparation à la 7<sup>e</sup> session spéciale de l'assemblée générale des Nations Unies, prochaine réunion des chefs de Gouvernement réunis en Conseil, A.C.P. et P.T.O.M., régime intérimaire, exportation de viande bovine des Etats A.C.P. vers la Communauté, accords internes concernant la Convention ACP-CEE de Lomé, approche globale méditerranéenne, conseil mondial de l'alimentation, Sri Lanka, code de conduite des conférences maritimes. La 348<sup>e</sup> session du Conseil, sous la présidence de Monsieur Peter Barry, Ministre des Transports et de l'Energie d'Irlande, et en présence notamment de Monsieur Marcel Mart, Ministre des Affaires économiques, des Transports et du Tourisme, s'est consacrée aux points suivants : développement des ressources en énergie, régime commun applicable aux importations et exportations d'hydrocarbures, soutien de projets communs d'exploration d'hydrocarbures, aspects financiers relatifs aux projets communs dans le secteur des hydrocarbures, emprunts Euratom pour le financement de centrales nucléaires de puissance, coordination européenne pour l'établissement d'un système d'heure d'été, réduction de consommation de pétrole. La 349<sup>e</sup> session du Conseil, sous la présidence de Monsieur Justin Keating, Ministre de l'Industrie et du Commerce d'Irlande, s'est consacrée aux points suivants : nouvelles propositions relatives à la révision du programme pluriannuel de recherches et d'enseignement du C.C.R. et à de nouvelles activités pour l'établissement de Petten, programme concernant la gestion et le stockage des déchets radioactifs, programme d'actions de recherche et de développement dans le domaine de l'énergie, problèmes technologiques de sécurité nucléaire, déclaration de la délégation belge sur l'état d'avancement de la préparation d'une politique commune dans le domaine de la science et de la technologie.

Deux sessions du *Parlement européen* se sont déroulées du 7 au 11 et du 28 au 30 avril 1975 au Centre européen de Kirchberg à Luxembourg.

La deuxième session du *Conseil d'Association CEE-Chypre* s'est tenue le 24 juin 1975 au Centre européen de Kirchberg à Luxembourg, sous la présidence de Monsieur John Cl. Christophides, Ministre des Affaires étrangères de la République de Chypre. La délégation de la Communauté était dirigée par Monsieur G. Fitzgerald, Ministre des Affaires étrangères d'Irlande et Président en exercice du Conseil des Communautés européennes. Assistaient également à la session d'Association les représentants des Etats membres dont notamment Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, Ministre des Affaires étrangères. La délégation de la République de Chypre a fait connaître ses vues sur un certain nombre de problèmes en suspens — à la lumière notamment de la situation économique actuelle de Chypre — dans le cadre de l'Accord d'Association et de son évolution future et a souligné qu'il était urgent de trouver des solutions adéquates à ces problèmes. La délégation de la Communauté a pris acte du point de vue exprimé par la délégation chypriote et est convenue que les travaux relatifs aux questions en discussion devraient se poursuivre dans l'esprit et conformément à la lettre de l'Accord.

### Réunions et congrès à Luxembourg

L'*Université du Travail de Luxembourg* a organisé des Journées d'études au Centre européen à Luxembourg, les 30 et 31 mai 1975. Le programme de ces journées d'études prévoyait d'abord des rapports sur l'énergie traditionnelle et sur les nouvelles sources d'énergie et sur les recherches des moteurs fonctionnant à l'hydrogène et à l'énergie solaire, ainsi que la présentation d'un plan de recherche pour une voiture électrique pourvue de batterie à combustible. D'autres points à l'ordre du jour furent : une conférence sur les bases et les applications de la doctrine Giornelli, un rapport sur le développement de l'écologie anthropocentrique, un rapport et une discussion sur l'agriculture scientifique, la prévision à court terme en climatologie et météorologie, l'alimentation; un rapport sur l'humanisation de la machine et sur le nouveau système éducatif préparatoire à la vie industrialisée, une conférence sur la formation de l'esprit de sécurité au travail, un rapport sur les Centres de recherche et expériences sur les moteurs et finalement le rapport des directeurs des trois cycles d'études. Mentionnons encore que les Journées ont eu lieu sous la présidence de Monsieur le Commissaire général le Dr Jean Fourmoy de Bruxelles et sous l'autorité de Monsieur le Professeur Antonio Giornelli, recteur, Directeur du Centre de recherches de Rome.

Le Comité mixte pour la *réadaptation* et le *réemploi des invalides*, fonctionnant au sein du Conseil de l'Europe, a tenu sa 17<sup>e</sup> session à Luxembourg du 27 au 30 mai 1975, sur invitation du Gouvernement luxembourgeois. Monsieur Maurice Thoss, Secrétaire d'Etat au Ministère du Travail et de la Sécurité sociale, a prononcé l'allocution d'ouverture. Les séances

de travail furent présidées par le docteur Roger Noesen, médecin-inspecteur du travail à Luxembourg. A l'ordre du jour figurait entre autres le problème des ateliers protégés pour handicapés. Les participants au comité mixte ont visité le premier atelier protégé au Luxembourg qui venait d'ouvrir ses portes et qui est annexé à l'Institut médico-professionnel de Cap, ainsi que les installations de Mondorf-Etat.

La Commission des Communautés européennes a organisé du 27 au 30 mai 1975 un congrès européen sur les « *Systèmes et réseaux documentaires* ». Cette manifestation faisait suite à un premier congrès qui s'est tenu en mai 1973 à Luxembourg et qui avait fait le point sur l'état des systèmes documentaires. Cette deuxième manifestation a permis une nouvelle confrontation des spécialistes européens en matière d'information documentaire. Le congrès eut pour thème : état actuel des réseaux documentaires, le futur réseau d'information européen, information économique et information pour le management, analyse de l'information et banques de données, problèmes du multilinguisme. Relevons encore que la séance académique au Nouveau Théâtre à Luxembourg fut marquée par une allocution de Monsieur Marcel Mart, Ministre de l'Economie Nationale.

L'Institut universitaire international de Luxembourg et l'Institut commercial de Nancy ont organisé du 3 au 5 avril 1975 des *journées européennes des cadres*. Elles avaient pour thèmes : la situation du cadre face au marché européen du travail et les cadres et le pouvoir dans l'entreprise. Les différents exposés et groupes de travail, animés par d'éminents spécialistes en la matière, ont porté sur la garantie et la mobilité de l'emploi; la formation permanente, le recyclage et la reconversion; les situations comparées de rémunération; l'information et la prise de décision; l'enrichissement des tâches; la participation, la cogestion et le syndicalisme; la hiérarchie et le niveau de décision.

Le Conseil permanent de l'Union internationale des *huissiers de Justice* et officiers judiciaires a tenu du 2 au 4 mai 1975 une séance de travail au Centre européen de Kirchberg à Luxembourg pour délibérer sur un ordre du jour comprenant notamment des problèmes tels que l'harmonisation des langages au sein de la profession d'huissier de justice, l'assistance de la force publique en matière d'exécution ou les aspects sociaux de l'expulsion. Précisons que la réunion de travail en question a été organisée par la Chambre des huissiers de Justice du Grand-Duché de Luxembourg.

L'assemblée générale de l'*Association des villes et communes luxembourgeoises* s'est déroulée à Luxembourg le 5 mai 1975. L'ordre du jour comprenait notamment les points suivants : le problème du regroupement des communes : rapports sur les expériences faites en Belgique, France et République Fédérale d'Allemagne; exposé fait par Monsieur Jacques Santer, vice-président luxembourgeois du Parlement européen, sur les progrès de l'intégration européenne.



Fin juin début juillet 1975 se sont déroulées au Nouveau Théâtre à Luxembourg les *Journées d'information médicale* concernant les recherches sur les affections respiratoires chroniques. Elles avaient pour but de présenter aux milieux intéressés les résultats des recherches effectuées dans ce domaine avec le soutien financier de la CECA. La séance inaugurale, à laquelle assistaient près de 300 médecins, venus des 9 pays de la Communauté européenne, fut rehaussée par des discours prononcés successivement par le docteur Recht, directeur de la protection sanitaire de la direction générale des affaires sociales de la commission des CE, Monsieur Emile Krieps, Ministre de la Santé publique et par le docteur U. Vidal, directeur de sécurité et médecine du travail des affaires sociales.

Le 3 mai 1975 un symposium sur la *Science et L'Intelligence créatrice* s'est tenu au Nouveau Théâtre à Luxembourg. Mentionnons que l'Intelligence créatrice propose une solution aux problèmes séculaires de l'humanité dans cette génération et qu'elle est représentée par des scientifiques de divers pays. Le thème de ce symposium à Luxembourg a été l'amélioration de la qualité de la vie.

Les 4 et 5 mai 1975 s'est déroulée à Luxembourg l'assemblée périodique du Comité européen pour la *protection des phoques et autres animaux de fourrure*. Au cours de cette assemblée, le comité a notamment décidé de transférer le siège du comité international de Strasbourg à Luxembourg.

Du 29 mai au 1<sup>er</sup> juin 1975 a lieu à Luxembourg le congrès mondial de l'*Union mondiale de billard* et la 17<sup>e</sup> assemblée générale de la confédération européenne de billard, organisés par la fédération luxembourgeoise de billard. Notons qu'en marge du congrès, une délégation a été reçue en audience par Son Altesse Royale le Grand-Duc. Les congressistes furent en outre les hôtes de Madame Colette Flesch, Bourgmestre de la Ville de Luxembourg et de l'administration communale de Differdange.

### Transports

La Conférence Européenne des Ministres des Transports (*C. E. M. T.*) qui groupe les 18 pays de l'Europe de l'Ouest, a tenu du 17 au 19 juin 1975 à Copenhague la 41<sup>e</sup> session de son Conseil des Ministres sous la présidence de Monsieur Niels Matthiasen, Ministre des Transports et des Affaires Culturelles du Danemark. Le Grand-Duché de Luxembourg était représenté par M. Marcel Mart, Ministre des Transports et de l'Economie Nationale.

I. Parmi les problèmes de la sécurité routière, qui constituent toujours un objet de préoccupation majeure pour la Conférence, le port obligatoire des ceintures de sécurité et le transport des enfants en bas âge à l'arrière des voitures automobiles ont retenu plus particulièrement l'attention du Conseil.

Celui-ci a constaté avec satisfaction que conformément à sa résolution N° 16 du 30 mai 1962 le port obligatoire de la ceinture de sécurité se généralise

peu à peu dans les pays-membres. En effet, à l'heure actuelle, cette obligation existe en Belgique, en Espagne, en France, au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Suède, alors que l'Allemagne et la Suisse ont décidé de légiférer prochainement en cette matière.

Par ailleurs, le Conseil a approuvé une résolution sur le transport des enfants à l'arrière des véhicules automobiles. Il a constaté que cette obligation existe déjà en Autriche, en Belgique et au Luxembourg et que l'Allemagne, la France et la Suisse sont prêtes à prendre en 1976 la même mesure de sécurité.

Enfin, le Conseil a pris connaissance d'un rapport préparé par le Comité mixte CEMT/Conseil de l'Europe rappelant notamment l'impérieuse nécessité de rendre l'enseignement de la sécurité routière obligatoire dans l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire.

II. Le conseil a pris connaissance des vives préoccupations des réseaux ferroviaires à l'égard de l'introduction à partir de l'année 1976 de l'heure d'été pour une période allant approximativement du printemps au début de l'automne. En effet, si la période d'application de l'heure d'été n'était pas synchronisée dans les pays-membres il en résulterait de sérieuses difficultés pour l'établissement des horaires ferroviaires et aériens et, de ce fait, pour le trafic international. Aussi le Conseil a-t-il constaté qu'il est impossible d'introduire cette mesure avant 1977 et il a marqué son accord pour garantir la simultanéité d'application de cette mesure par le plus grand nombre possible de pays.

III. Dans le domaine des *transports routiers*, le Conseil a étudié un rapport sur les restrictions à apporter à la circulation des poids lourds lorsqu'il s'agit:

- soit d'interdire certains tronçons de route ayant des caractéristiques de construction insuffisantes;
- soit d'éviter la congestion du trafic et d'accroître la sécurité routière;
- soit d'améliorer la qualité de vie sur le plan de la pollution et sur celui du bruit notamment.

Dans le domaine de la libéralisation des transports routiers, le Conseil a examiné les conditions de fonctionnement du contingent multilatéral mis en vigueur par la CEMT le 1. 1. 1974 à titre expérimental pour une période de trois ans.

IV. Dans le domaine des chemins de fer, le Conseil a donné son accord pour poursuivre les travaux relatifs à la création d'un réseau européen de transports guidés à grande vitesse. Un tel réseau devrait notamment présenter les caractéristiques suivantes :

- vitesses commerciales élevées;
- haut niveau de confort;
- haut niveau de sécurité;
- techniques favorables à l'environnement et à l'économie de l'énergie.

### Domaine social

La moyenne semestrielle de l'indice des prix à la consommation a dépassé au 1<sup>er</sup> juin 1975 la cote



d'échéance de 233,57 points. Partant les taux actuels du *salaire social minimum* sont à adapter avec effet rétroactif à cette même date à la cote d'application de 237,06 points. 1. Le taux mensuel du *salaire social minimum* pour travailleurs adultes (à partir de l'âge de 18 ans accomplis) est de 13 157,— fr (5 550,— fr à la cote 100). Le taux horaire du *salaire social minimum* est de 76,05 fr. 2. Le *salaire social minimum* des travailleurs adolescents (âgés de moins de 18 ans accomplis) est fixé comme suit : 17 ans accomplis (80%) 60,85 fr/heure, 10 525,— fr/mois; 16 ans accomplis (70%) 53,25 fr/heure, 9 210,— fr/mois; 15 ans accomplis (60%) 45,65,— fr/heure, 7 894,— fr/mois. — Remarques : 1. Pour les travailleurs justifiant d'une qualification professionnelle conforme aux dispositions de l'article 4 de la loi du 12 mars 1973, les taux précités du *salaire social minimum* sont à majorer de 20%. 2. Pour les heures de travail prestées au-delà de la durée normale du travail résultant de la loi ou convenue entre parties, les taux horaires du *salaire social minimum* sont à majorer de 25% pour les ouvriers adultes, de 50% pour les employés privés adultes et de 100% pour les travailleurs adolescents.

### Distinctions

La Miami University à Oxford (Ohio, USA), qui entretient d'étroites relations avec le Luxembourg, vient d'honorer Madame *Colette Flesch*, Bourgmestre de Luxembourg, membre de la Chambre des Députés, à l'occasion d'une cérémonie réunissant quelque 12 000 personnes à Oxford le 8 juin 1975. Le Bourgmestre de Luxembourg a reçu le titre de docteur honoris causa.

A l'occasion de la Fête nationale et dans le cadre d'une promotion spéciale prévue au cours de l'année mondiale de la femme, Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, Ministre d'Etat, a remis des distinctions honorifiques dans l'Ordre de la Couronne de Chêne aux *dames méritantes* suivantes, représentant les divers mouvements féminins au Grand-Duché : Madame Chomé-Bastian Alice; Madame Feyder-Ries Yvonne, Membre fondateur et 1<sup>re</sup> Présidente de la Fédération nationale des Femmes luxembourgeoises; Madame Fonck-Warisse Anny, Présidente de l'Action catholique des Femmes luxembourgeoises; Madame Hildgen Alice, Présidente de la section de la Ville de Luxembourg du Foyer de la Femme; M<sup>lle</sup> Lulling Astrid, Présidente du Foyer de la Femme; M<sup>lle</sup> Mullendorf Marthe, Membre fondatrice de l'A.G.G.L.; M<sup>lle</sup> Neyens Jeanne, Ancienne Commissaire générale des « Letzeburger Guiden »; Madame Noesen-Bolmer Anne, Vice-Présidente de la section de la Ville de Luxembourg du Foyer de la Femme; Madame Schlechter-Schlessler Renée, Président adjoint de l'Action familiale et populaire; Madame Schwall-Lacroix Annette, Présidente de la Croix-Rouge, Vice-Présidente des Femmes universitaires; Madame Thorn-Petit Liliane, Ancienne Présidente de la Fédération nationale des Femmes luxembourgeoises.

### Divers

Le 30 mai 1975 eut lieu au Ministère du Travail à Luxembourg la première réunion du *Conseil supérieur de la Famille*, institué par règlement grand-ducal du 29 mars 1975. Nous reproduisons ci-après le texte du règlement grand-ducal portant création d'un Conseil supérieur de la Famille ainsi que la liste des organismes représentés à ce Conseil.

Art. 1<sup>er</sup>. Il est institué un Conseil Supérieur de la Famille, dénommé ci-après « Conseil ».

Art. 2. Le Conseil est un organe consultatif chargé d'étudier, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Gouvernement, tous les problèmes se rapportant à la famille.

Il donne son avis, à la demande du Gouvernement, et dans les délais fixés par celui-ci, sur toutes les mesures qu'il est envisagé de prendre par voie législative ou réglementaire dans le domaine de la famille et il conseille le Gouvernement sur toutes les réformes ou innovations qu'il juge indiquées au bien-être de la famille.

Il présente, de son propre mouvement, soit au Gouvernement, soit au Ministre de la Famille, toute proposition qu'il juge utile à la promotion sociale, juridique, économique et culturelle de la famille.

Art. 3. Les rapports du Conseil avec le Gouvernement, la Chambre des Députés, le Conseil d'Etat et toutes les autres autorités publiques ont lieu par l'intermédiaire du Ministre de la Famille, du Logement Social et de la Solidarité Sociale.

Le Ministre de la Famille a son entrée au Conseil, il peut s'y faire représenter par un fonctionnaire de son ministère qui assistera aux réunions comme observateur.

Art. 4. Le Conseil se compose de 10 membres effectifs et d'autant de suppléants nommés par le Gouvernement sur proposition des organismes représentées au Conseil pour un terme renouvelable de 3 ans.

Dans le cas où un membre effectif est empêché d'assister aux réunions du Conseil, il y délègue son suppléant.

Art. 5. Sont représentés au Conseil les organismes qui, selon leurs statuts, travaillent en ordre principal pour le bien-être économique, social et culturel des familles et qui sont, suivant leurs activités, sur le plan national, représentatifs des intérêts familiaux.

La liste des organismes représentés au Conseil sera fixée par règlement ministériel.

Art. 6. Un président et deux vice-présidents sont nommés par le Ministre de la Famille sur proposition du Conseil pour la durée de 3 ans. Leur mandat est renouvelable.

Art. 7. Le Conseil désigne son secrétaire qui aura droit à une indemnité fixée par le Ministre de la Famille et prise en charge par le budget de l'Etat.

Le secrétaire pourra être choisi en dehors des membres du Conseil.

Art. 8. Le mandat de membre du Conseil est incompatible avec les fonctions de membre du Gouverne-

ment, de membre de la Chambre des Députés et de membre du Conseil d'Etat.

Art. 9. Le Conseil peut instituer des commissions nécessaires à l'exécution de sa mission. Il peut se subdiviser en sections spéciales.

Sur la requête de son président, il peut appeler en consultation des représentants des administrations, des établissements publics ou des établissements d'utilité publique.

Il peut également s'adjoindre, à l'occasion, toutes les personnes dont le concours, en raison de leur compétence ou de leurs fonctions, lui paraît utile pour l'exécution de sa mission.

Art. 10. En principe, les membres du Conseil exercent leurs mandats d'une manière gratuite. Ils peuvent cependant toucher des indemnités de présence fixées par le Gouvernement en conseil.

Art. 11. Les modalités de fonctionnement, de délibération et de vote du Conseil, ainsi que les modalités de remplacements des membres empêchés d'exercer leur mandat, seront déterminées par un règlement d'ordre supérieur qui sera soumis à l'approbation du Ministre de la Famille.

Art 12. Les dispositions contraires au présent règlement, notamment l'arrêté grand-ducal du 19 janvier 1952, portant création d'un Conseil Supérieur de la Famille et de l'Enfance, tel qu'il a été modifié par l'arrêté grand-ducal du 3 mai 1957, sont abrogées.

\* \*

Sont représentés au Conseil Supérieur de la Famille les organismes suivants :

- Action Familiale et Populaire avec 3 représentants
- Association pour le planning familial « La Famille Heureuse » avec 3 représentants
- Association luxembourgeoise pour la Propagation de l'Adoption avec 1 représentant
- Association luxembourgeoise des Familles Adoptives avec 1 représentant
- Ministère de la Famille, du Logement Social et de la Solidarité Sociale avec 2 représentants.

Chaque organisme aura droit à autant de suppléants que de membres effectifs. En cas d'empêchement les membres du Conseil peuvent se faire représenter par leur suppléant.

Le 24 avril 1975 Monsieur Robert Krieps, Ministre de l'Education nationale et des Affaires culturelles, et Monsieur Guy Linster, Secrétaire d'Etat à l'Education nationale ont installé le *Conseil Supérieur de l'Education nationale* nouvellement constitué. Nous reproduisons ci-après le texte du « règlement ministériel du 20 décembre 1974 modifiant le règlement ministériel du 2 avril 1963 concernant la création d'un conseil supérieur de l'éducation nationale ».

Art. 1<sup>er</sup>. Le règlement ministériel du 2 avril 1963 concernant la création d'un conseil supérieur de l'Education Nationale est modifié comme suit :

« Art. 1<sup>er</sup>. Il est institué un Conseil Supérieur de l'Education Nationale.

Art. 2. Cet organisme consultatif a pour mission

- a) d'étudier les problèmes généraux relatifs à l'éducation et à l'enseignement;
- b) de donner des avis sur les questions qui lui sont soumises par le Ministre de l'Education Nationale;
- c) de présenter, de sa propre initiative, au Ministre de l'Education Nationale toutes propositions, suggestions et informations relatives aux problèmes de l'éducation et aux réformes ou innovations législatives qu'il juge indiquées dans le domaine de l'éducation scolaire et extra-scolaire.

Art. 3. Le Conseil Supérieur de l'Education Nationale se réunit soit sur l'initiative du Ministre de l'Education Nationale ou du président, soit sur la demande écrite du tiers de ses membres au moins.

Art. 4. Le Conseil Supérieur de l'Education Nationale peut comprendre un maximum de 42 membres, nommés par le Ministre de l'Education Nationale pour un terme renouvelable de deux ans. L'exercice du mandat entre membres sera réglé par le règlement d'ordre intérieur prévu à l'article 10.

Art. 5. Le président, le vice-président, le secrétaire général, le secrétaire général adjoint, tous deux responsables de la rédaction des rapports, constituent le bureau du Conseil. Les membres du bureau ainsi qu'un maximum de dix membres sont nommés directement par le Ministre de l'Education Nationale.

Art. 6. Les autres membres du Conseil sont nommés par le Ministre de l'Education Nationale sur proposition des instances compétentes respectives, de sorte qu'il y ait :

- un représentant du clergé,
- un représentant du Ministère des Sports,
- un représentant du Ministère de la Santé Publique et de l'Environnement,
- un représentant du Ministère de la Famille,
- un représentant du Ministère de l'Intérieur,
- trois représentants des Collèges des directeurs de l'enseignement post-primaire,
- un représentant du Collège des Inspecteurs,
- quatre représentants des enseignants de l'enseignement postprimaire,
- trois représentants des enseignants de l'enseignement primaire et de l'éducation préscolaire,
- quatre représentants des parents,
- deux représentants des associations sportives scolaires,
- deux représentants des associations culturelles scolaires,
- deux représentants du monde professionnel,
- un représentant de l'enseignement privé confessionnel.

Art. 7. Le Conseil, ainsi que le bureau, est assisté par un secrétaire administratif, désigné par le Ministre parmi les fonctionnaires du Ministère de l'Education Nationale.

Art. 8. Le Conseil peut, sur avis conforme du Ministre, s'adjoindre occasionnellement des experts en la matière qu'il est appelé à étudier.

Art. 9. Le Conseil peut constituer, sur avis du Ministre, en liaison avec des organisations s'occupant de problèmes éducatifs, des commissions d'études mixtes.

Art. 10. Le Conseil élabore lui-même un règlement d'ordre intérieur qui est à approuver par le Ministre de l'Education Nationale. »

Un exercice interallié et interarmée de petite envergure, portant le nom-code « *Arena Exchange* » eut lieu dans l'archipel de Zelande du 21 avril au 1<sup>er</sup> mai 1975. *Arena Exchange* a pour objet de familiariser les éléments de la Force mobile avec cette zone de circonstance, de coordonner les modes opérationnels avec ceux des forces du pays d'accueil et enfin de démontrer la solidarité de l'OTAN. Les éléments de la Force Mobile Alliée ont compris approximativement : 1200 soldats canadiens, allemands, italiens, luxembourgeois, britanniques et américains. Ils furent transportés en Zelande par rail, route et air et déployés dans la région de l'exercice interallié. Ont

participé également à l'exercice : 1000 hommes d'éléments danois et d'unités de Zelande, notamment des bataillons de défense locale et d'unités territoriales. « *Arena Exchange* » fut mené conjointement par des commandants de plusieurs régions de l'OTAN. Le vice-amiral Adam Helms, Commandant des Forces de la Baltique, a assuré la coordination de l'exercice.

D'après le Bulletin N° 4 du STATEC (Service central de la statistique et des études économiques), le parc des *véhicules automoteurs* a atteint 156 620 unités au premier janvier 1975. Au cours de l'année 1974, l'augmentation du parc a été de 8 868 unités soit un taux de croissance de 6% qui est inférieur à ceux de 1973 (+7,1%) et de 1972 (+7,7%). Par rapport à 1971 l'augmentation se chiffre à 30%. La composition du parc était la suivante au début de 1975 : Voitures particulières et commerciales : 127 860 (81,6%); camions et camionnettes : 10 540 (6,7%); autobus et autocars : 682 (0,4%); tracteurs agricoles : 9 683 (6,2%); tracteurs routiers, véhicules spéciaux et autres véhicules agricoles : 4 144 (2,6%); motocyclettes : 3 711 (2,5%). La part des voitures particulières et commerciales a légèrement progressé (81,6% contre 81,0% au premier janvier 1974).

## Nouvelles de la Cour

### Mois d'avril

Le 15 avril 1975, Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience Son Excellence Monsieur Nestor Kombot-Naguemon, qui Lui a remis les lettres l'accréditant à titre d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Centrafricaine.

Le même jour, Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience Son Excellence Monsieur Ebou Momar Taal, qui Lui a remis les lettres l'accréditant à titre d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Gambie.

Le même jour, Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience Son Excellence Monsieur Ake

Rudolf Withol, qui Lui a remis les lettres l'accréditant à titre d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Finlande.

\* \*

Un communiqué du Maréchalat de la Cour en date du 28 avril 1975 annonce qu'à l'invitation du Président du Soviet Suprême de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse Se rendront en visite officielle en URSS du 5 au 10 juin 1975.

### Mois de mai

Le 2 mai 1975, Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience Son Excellence Monsieur Jacques Chirac, Premier Ministre de la République Française, accompagné de Monsieur Bernard Destremau, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères.

\* \*

Le 9 mai 1975, Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience les Membres du Curatorium de l'Institut Universitaire International de Luxembourg.

\* \*

Le 12 mai 1975, Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience Son Excellence Monsieur Leo Tindemans, Premier Ministre de Belgique.

\* \*

Le 14 mai 1975, Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience Son Excellence Monsieur Helmut Schmidt, Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne.

\* \*

Un communiqué du Maréchalat de la Cour en date du 26 mai 1975 annonce que répondant à l'invitation de Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse, Son Excellence le Président Fédéral de la République d'Autriche et Madame Rudolf Kirchschläger se rendront en Visite d'Etat à Luxembourg du 14 au 16 juillet 1975.

\* \*

Le 30 mai 1975, Son Altesse Royale le Grand-Duc a accordé, à sa demande, démission honorable de ses fonctions de Président de l'Administration de Ses Biens à Monsieur Gustave Stoltz, avec effet au 30 mai 1975. Monsieur Stoltz est autorisé à porter le titre honorifique de ses Fonctions. Son Altesse Royale a nommé Président de l'Administration de Ses Biens, à partir de la même date, Monsieur René Gredt, Conseiller juridique.

\* \*

Le 31 mai 1975, Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience le Très Honorable Pierre-Elliott Trudeau, Premier Ministre du Canada, accompagné de l'Honorable Allan J. Mac Eachen, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères.

## Mois de juin

Le 13 juin 1975, Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience Son Excellence Monsieur Farid Laham, qui Lui a remis les lettres l'accréditant à titre d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Arabe Syrienne.

Le même jour, Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience Son Excellence Monsieur Ezatollah Ameli, qui Lui a remis les lettres l'accréditant à titre d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale le Shahinshah Aryamehr de l'Iran.

Le même jour, Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience Son Excellence Monsieur German Bula Hoyos, qui Lui a remis les lettres l'accréditant

à titre d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Colombie.

\* \*

Un communiqué du Maréchalat de la Cour en date du 23 juin 1975 annonce qu'à l'occasion de la célébration publique de l'Anniversaire de Naissance de Son Altesse Royale le Grand-Duc, des listes d'inscription sont déposées au Palais de Luxembourg et au poste de Gendarmerie du Château de Berg.

\* \*

Le 25 juin 1975, Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience de congé Son Excellence Monsieur John A. Roper, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique.

## Conseil de Gouvernement

### Réunions du mois d'avril

Le Conseil de Gouvernement s'est réuni à cinq reprises au cours du mois d'avril sous la présidence de Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, Ministre d'Etat.

Au cours de la réunion du 4 avril, il a entendu un rapport du Comité interministériel institué le 14 mars 1975 pour examiner certains problèmes en relation avec la création d'un centre hospitalier à Luxembourg. Le Conseil a arrêté des mesures pour mettre les installations nouvelles à la disposition du public dans les meilleurs délais et il a mis au point le projet de loi concernant la création d'un établissement public regroupant les trois établissements hospitaliers de la route d'Arlon. Le projet définitif sera évoqué lors de la prochaine réunion du Conseil.

Le Conseil a examiné un certain nombre de questions soulevées par les commissions compétentes de la Chambre au sujet des deux projets de loi concer-

nant la composition des pensions de veuve des régimes contributifs et non contributifs.

Il a eu un premier échange de vues sur un projet relatif aux délais prévus pour l'achat rétroactif de périodes d'assurance auprès des différents régimes de pension contributifs. Avant d'arrêter sa position définitive, le Gouvernement procédera à un recensement des cas de rigueur se présentant encore à l'heure actuelle.

Le Conseil a approuvé un projet de loi portant modification de certaines dispositions concernant l'élection et la désignation des délégués devant faire partie des organes d'institutions de sécurité sociale ainsi que du conseil arbitral et du conseil supérieur des assurances sociales et un projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 10 mai 1974 sur l'organisation de l'examen de fin d'études moyennes.



Il a discuté une proposition du département de l'Education Nationale concernant une participation d'instituteurs luxembourgeois à une aide aux pays en voie de développement.

Finalement, le Conseil a approuvé une augmentation de 25% du montant de la « masse d'habillement » allouée à certains agents du secteur public.

Au cours de la réunion du 11 avril, il a discuté différents problèmes d'actualité se posant dans le cadre de la politique communautaire européenne.

Répondant à un appel de Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies, le Conseil a arrêté les modalités de la contribution luxembourgeoise à l'aide aux enfants victimes des événements au Vietnam.

Au cours de son examen hebdomadaire de la situation sociale et économique, le Conseil s'est également préoccupé de certaines répercussions de l'évolution conjoncturelle sur le budget de l'année en cours et sur celui pour 1976, qui est actuellement en voie d'élaboration et à l'établissement duquel une première réunion sera déjà consacrée le 15 avril prochain.

Le Conseil a approuvé le texte définitif du projet de loi remanié sur le Centre hospitalier de la route d'Arlon et il a décidé de demander au Conseil d'Etat et à la Chambre des Députés d'accorder à ce projet un rang de priorité.

Afin de garantir, compte tenu de l'évolution de la consommation, également pour l'avenir, un ravitaillement suffisant du pays en eau potable, qui dépend dans une large mesure des installations du SEBES, le Conseil a décidé d'intervenir financièrement dans l'agrandissement projeté du réservoir à Eschdorf.

Il a approuvé deux projets grand-ducaux concernant la carrière moyenne de l'Administration des P. et T.

Finalement il a marqué son accord avec la déclaration d'obligation générale d'un VI<sup>e</sup> avenant à la convention collective conclue pour le bâtiment.

Au cours de la réunion du 18 avril, en examinant la situation sociale et économique, le Conseil s'est préoccupé plus particulièrement de l'évolution conjoncturelle dans certaines branches spécifiques de l'industrie moyenne.

Le Conseil a pris connaissance du vote favorable de la majorité de la commission des finances de la Chambre des députés sur les propositions gouvernementales relatives à l'affectation de l'excédent des recettes pour 1974 dont le montant est évalué à près de 3,4 milliards de francs. Une note à la presse contient le détail des affectations envisagées.

Le Conseil a discuté et approuvé les projets suivants :

- un projet de règlement grand-ducal concernant l'organisation et le fonctionnement du centre d'informatique, d'affiliation et de perception de cotisations, commun aux institutions de sécurité sociale;
- un projet de règlement grand-ducal portant exécution des art. 456 et 468 nouveaux du code civil relatifs au fonctionnement de la tutelle;

- un projet de loi portant modification de la loi du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail, pensions et rentes;
- un projet de règlement grand-ducal concernant la procédure des saisies-arrêts.

Le Conseil a étudié et approuvé le contenu d'une note de l'inspection générale de la sécurité sociale au sujet de différents problèmes d'ordre social soulevés par la Chambre des métiers. Cette note sera communiquée à la Chambre des métiers.

Finalement le Conseil a encore traité un certain nombre de questions de politique étrangère.

Au cours de la réunion du 25 avril, l'examen hebdomadaire de la situation sociale et économique a porté plus particulièrement sur l'évolution conjoncturelle dans la sidérurgie, l'industrie moyenne et l'artisanat.

Le Conseil a décidé de prévoir une modification de la loi sur les compléments salariaux en cas de chômage dû aux intempéries hivernales afin de permettre à l'avenir des revisions des périodes à prendre en considération.

En se fondant sur le récent avis du Conseil économique et social relatif à la réglementation uniforme du congé annuel payé des salariés du secteur privé, le Conseil a amendé le projet de loi dans le sens de la proposition de compromis présentée.

Il a approuvé en outre la déclaration d'obligation générale de la convention collective conclue pour les employés de banque.

Finalement le Conseil a marqué son accord en ce qui concerne les projets suivants :

- un projet de loi modifiant la législation relative aux contrôles des changes;
- un projet de loi sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion; et
- un projet de règlement grand-ducal concernant les conditions d'admission, de nomination et de promotion aux différentes fonctions des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation.

Au cours de la réunion du 30 avril, l'examen hebdomadaire de la situation sociale et économique a été consacré principalement à l'analyse des conclusions de la dernière réunion du comité de conjoncture.

Le Conseil a décidé de faire usage du paragraphe 13 de la loi du 9 avril 1973 pour proroger, par voie de règlement grand-ducal, pour une période de deux ans l'aide fiscale temporaire à l'investissement prévue par les paragraphes 2 et 8 de ladite loi.

Il a discuté et arrêté le contenu de deux projets de loi dont le premier entend réorganiser l'administration des services techniques de l'agriculture et le second prévoit la création d'un institut viti-vinicole.

Finalement, le Conseil a réexaminé les modalités de l'organisation et de l'intervention du fonds des gros risques et il a pris un certain nombre de décisions en vue de la mise au point du texte définitif.

## Réunions du mois de mai

Le Conseil de Gouvernement a tenu trois réunions de travail au cours du mois de mai sous la présidence de Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, Ministre d'Etat.

Au cours de la réunion du 9 mai, le Conseil s'est occupé de la tendance de l'évolution dans les divers secteurs, au cours de son examen de la situation économique et sociale.

Il a approuvé un projet de règlement grand-ducal concernant le service de défense sociale dans le cadre des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation. Ce projet se propose de modifier la composition de la commission pour les centres pénitentiaires en y adjoignant des représentants des milieux professionnels : du salariat et du patronat.

Le Conseil a en outre arrêté la participation du fonds du logement social à différents projets de logements sociaux, projets présentés aussi bien par des communes que par des particuliers.

Dans le même contexte, le Conseil a approuvé une modification de la réglementation concernant le remboursement de la TVA sur les premiers logements, afin d'aplanir certaines difficultés d'ordre administratif qui se sont fait jour dans l'exécution de cette réglementation.

Il a approuvé deux projets de règlements grand-ducaux concernant les taxes perçues dans les entrepôts publics des Douanes à Luxembourg et à Esch-sur-Alzette.

Le Conseil a encore marqué son accord quant aux deux projets suivants intéressant diverses catégories d'agents du secteur communal :

- le projet de règlement grand-ducal fixant les conditions d'admissibilité, d'admission définitive et de promotion des fonctionnaires des carrières de l'expéditionnaire-informaticien et de l'informaticien diplômé du secteur communal, et
- le projet de règlement grand-ducal portant assimilation du régime des employés communaux à celui des employés de l'Etat.

Finalement le Conseil a eu un échange de vues sur un projet de règlement grand-ducal portant assimilation de la législation sur la Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux à celle qui régit les pensions des fonctionnaires et employés de l'Etat.

Une décision définitive sur l'ensemble de ce projet interviendra à bref délai.

Au cours de la réunion du 23 mai, lors de son examen hebdomadaire de la situation économique et sociale, le Conseil a surtout étudié l'évolution dans la

sidérurgie, secteur où la situation conjoncturelle a atteint un niveau préoccupant.

Il a eu un premier échange de vues sur les lignes générales du régime à prévoir pour les coopérateurs luxembourgeois dans les pays en voie de développement.

Il a marqué son accord avec le contenu de la loi portant approbation de la Charte sociale européenne.

Il a approuvé un projet de règlement grand-ducal concernant les emplois de la carrière moyenne du rédacteur à l'office national du travail, un projet de règlement grand-ducal concernant le recouvrement des frais de publication au Mémorial, recueil administratif et économique et un projet de règlement grand-ducal du 23. 11. 1972 relatif au dépôt et à la publication des actes et documents concernant les sociétés commerciales.

Finalement, le Conseil a, sur proposition de Monsieur le Ministre de la Famille et de Monsieur le Ministre des Travaux publics, réexaminé l'idée d'un home pour enfants à Schiffange et il a marqué son accord avec le projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder à la construction de ce foyer.

Au cours de la réunion du 28 mai, il a pris connaissance des résultats de la dernière séance du comité de conjoncture.

Il a examiné et arrêté le texte du projet de loi réorganisant le statut général des fonctionnaires de l'Etat.

Le Conseil a en outre approuvé les projets suivants :

- le projet de loi portant modification de la loi du 17 novembre 1860 sur la formule de prestation de serment;
- le projet de règlement grand-ducal complétant celui du 31 décembre 1974 ayant pour objet de déterminer certaines prestations en matière d'assurances sociales;
- le projet de règlement grand-ducal portant création d'un Conseil Supérieur des personnes âgées; et
- le projet de règlement grand-ducal relatif aux prix maxima des appareils ménagers, électro-ménagers, radio-électriques, des antennes, des accessoires et pièces de rechange, ainsi que du matériel d'éclairage et d'installation électrique.

Finalement il a arrêté les montants des avertissements taxés en matière de circulation routière dont l'adaptation s'imposera au moment de la mise en vigueur de la nouvelle loi sur les amendes pénales prononcées par les tribunaux judiciaires.

## Réunions du mois de juin

Au cours du mois de juin, le Conseil de Gouvernement s'est réuni à quatre reprises sous la présidence de Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, Ministre d'Etat et de Monsieur Raymond Vouel, Vice-Président du Gouvernement.

Au cours de la réunion du 6 juin, sous la présidence de M. Raymond Vouel, il a approuvé l'ensemble des mesures préventives destinées à garantir le maintien de l'emploi, élaborées au cours de deux séances restreintes du Conseil. Il a fixé en même temps le calendrier de la préparation et de l'instruction d'un projet de loi cadre afférente, afin de permettre à la Chambre des Députés de se prononcer encore avant les vacances.

Le Conseil a marqué son accord avec un projet de loi précisant le régime fiscal des prestations péculiaires de maladie.

Il a mis au point un certain nombre d'amendements à apporter au projet de loi concernant le personnel du service de l'énergie de l'Etat. Ces amendements ont principalement pour objet de redresser différents cas de rigueur.

Il a réexaminé le projet de loi concernant l'administration de l'emploi ainsi que la commission de l'emploi; les amendements qui ont été retenus seront soumis d'urgence à l'avis des institutions compétentes.

Le Conseil a arrêté les modalités suivant lesquelles les traitements des ingénieurs-techniciens des CFL seront assimilés au régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat.

Il s'est déclaré d'accord avec un projet de règlement grand-ducal adaptant à l'évolution du coût de la vie et des autres revenus, le plafond du revenu qui donne droit à l'application des mesures de reconversion économique et sociale dans l'agriculture, le commerce et l'artisanat en vertu de la loi du 10 mai 1974.

Il a approuvé un amendement à apporter au projet de loi concernant la délivrance au public de médicaments, afin d'autoriser les vétérinaires à détenir, sous certaines conditions, à domicile, un stock de médicaments.

Finalement il a approuvé

- un projet de loi complétant la loi du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement; et
- un projet de règlement grand-ducal portant application d'une directive de la commission des communautés européennes concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux compteurs de volume à gaz.

Au cours de la réunion du 20 juin, sous la présidence de M. G. Thorn, il a d'abord procédé à un

échange de vues sur différentes questions internationales.

Le Conseil a ensuite examiné le projet de loi-cadre relative au maintien ou à la création d'emplois en situation de récession économique. Un groupe de travail ministériel poursuivra l'étude du projet, afin qu'une décision sur l'ensemble des mesures à prévoir puisse intervenir lors de la prochaine réunion du Conseil le 25 juin prochain.

Le Conseil a discuté la question de l'aide directe de l'Etat à la presse écrite. Il a arrêté le montant global de cette aide et les critères de répartition des subventions. Un projet de loi afférent sera introduit sans délai.

Il a approuvé un projet de loi portant limitation des accès à la voirie de l'Etat, ceci dans le but d'éviter qu'à l'avenir les grandes artères de circulation ne soient étouffées dans l'étau des constructions résidentielles qui en envahissent trop rapidement les bords.

Le Conseil a eu un échange de vues sur le transfert des bureaux de certains ministères dans de grands immeubles administratifs et sur les regroupements qui s'en suivront.

Il s'est déclaré d'accord avec un projet de règlement grand-ducal visant à proroger certaines dispositions fixant les taux de cotisation en matière d'assurance-maladie;

- un projet de règlement grand-ducal concernant l'exécution de certaines décisions de la Cour de Justice Benelux;
- un projet de règlement grand-ducal concernant les amidons ou féculs alimentaires.

Finalement, le Conseil a arrêté ses propositions relatives à la nomination d'un nouveau président du Conseil d'Etat et d'un nouveau directeur du lycée de garçons d'Esch-sur-Alzette.

Au cours de la réunion du 25 juin, sous la présidence de M. G. Thorn, l'examen hebdomadaire de la situation économique et sociale a été consacré plus particulièrement à l'évolution conjoncturelle et aux perspectives dans l'industrie moyenne.

Le Conseil a ensuite entendu le rapport du groupe de travail qu'il avait constitué lors de sa dernière séance et qui lui a soumis le texte remanié du projet de loi relatif au maintien ou à la création d'emplois en situation de récession économique. Il a décidé de se réunir le 27 juin prochain pour arrêter le texte définitif du projet.

Le Conseil a procédé à la répartition des nouveaux engagements au service de l'Etat autorisés par la loi budgétaire et il a discuté les propositions de modernisation présentées par la Commission d'économies et de rationalisation.

Il a approuvé

- un projet de règlement grand-ducal prorogeant les taux de cotisation actuellement applicables

près de la caisse de maladie des professions indépendantes;

- un projet de règlement grand-ducal concernant les emplois dans la carrière du rédacteur de l'administration des douanes;
- un projet de règlement grand-ducal concernant le statut du personnel de la Caisse nationale d'assurance maladie des ouvriers, de la Caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics et de la Caisse de maladie des employés privés; et
- un projet de règlement modifiant les dispositions réglementaires concernant le personnel de la Caisse de pension des employés privés.

Au cours de la réunion du 27 juin, sous la présidence de M. R. Vouel, le Conseil a entendu un rapport de M. le Ministre de l'Energie sur l'état d'avancement des travaux de la Société luxembourgeoise d'Energie Nucléaire chargée de l'étude de la

possibilité d'installation d'une centrale nucléaire. Le Conseil a pris connaissance de la désignation conditionnelle d'un fournisseur éventuel d'un réacteur éprouvé. Il a tenu à confirmer que ces travaux préparatoires ne préjugent cependant en rien la question relative aux décisions qu'auront à prendre le Gouvernement et les autres instances compétentes en vertu des dispositions légales en vigueur pour autoriser la construction en question.

Le Conseil a pris connaissance des résultats de la dernière réunion du comité de conjoncture.

Il a approuvé un projet de règlement grand-ducal portant désignation de dix emplois à attributions particulières de caractère technique du cadre moyen de l'administration gouvernementale.

Il a définitivement arrêté le texte du projet de loi ayant pour objet d'assurer le maintien ou la création d'emplois en situation de récession économique.

Une rencontre avec la presse a été prévue pour lundi le 30 juin prochain.

## Mémorial

### Mois d'avril

#### Ministère d'Etat

Un règlement grand-ducal du 29 mars 1975 porte détermination du rang du fonctionnaire exerçant la fonction de secrétaire du Conseil d'Etat. (page 482)

Un règlement grand-ducal du 29 mars 1975 modifie le règlement grand-ducal du 13 avril 1962 déterminant les conditions d'admission et d'avancement du personnel du service administratif du secrétariat du Conseil d'Etat. (page 483)

Un règlement ministériel du 25 mars 1975 porte organisation et fonctionnement de la commission dite « Commission d'économies et de rationalisation ». (page 498)

Un règlement ministériel du 20 mars 1975 porte institution d'un Conseil permanent pour l'animation culturelle. (page 580)

Un règlement grand-ducal du 29 mars 1975 modifie le règlement grand-ducal modifié du 19 mars 1963 déterminant les localités de vote qui ne sont pas chef-lieu de commune. (page 594)

#### Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce extérieur

Un règlement grand-ducal du 29 mars 1975 porte publication au Mémorial des modifications apportées à l'article 9 de la Convention révisée pour la navigation du Rhin signée à Mannheim, le 17 octobre 1868. (page 511)

La loi du 19 février 1975 porte approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, signée à Washington, le 3 mars 1973. (page 518)

La loi du 16 avril 1975 porte approbation de l'Accord relatif à un Programme International de l'Energie, signé à Paris, le 18 novembre 1974. (page 554)

#### Ministère de l'Agriculture et de la Viticulture

Un règlement grand-ducal du 16 avril 1975 concerne l'application au Grand-Duché de Luxembourg du règlement (CEE) N° 464/75 du Conseil du 27 février 1975 instituant des régimes de primes en faveur des producteurs de bovins. (page 595)

#### Ministère de l'Economie Nationale, des Classes Moyennes et du Tourisme

Un règlement grand-ducal du 29 mars 1975 concerne les prix de vente maxima du lait de consommation, de la crème fraîche et du beurre. (page 484)

Un règlement grand-ducal du 26 février 1975 porte abrogation du règlement grand-ducal du 8 janvier 1971 relatif aux prix de vente des biens et prestations d'origine ou de provenance belge. (page 502)

Un règlement ministériel du 24 mars 1975 modifie l'article 4 de l'arrêté ministériel du 25 mai 1937 pris en exécution de l'arrêté grand-ducal du 28 avril 1937, portant institution d'une carte professionnelle pour artisans. (page 582)



## **Ministère de l'Education Nationale**

Un règlement du Gouvernement en Conseil du 26 mars 1975 fixe le régime des indemnités des chargés de cours de religion dans l'enseignement primaire. (page 578)

Un règlement grand-ducal du 29 mars 1975 porte création d'un collège d'enseignement moyen à Esch-sur-Alzette. (page 584)

## **Ministère des Finances**

Un règlement du Gouvernement en Conseil du 21 mars 1975 concerne la prime d'informatique. (page 426)

Un règlement grand-ducal du 29 mars 1975 concerne la franchise de la taxe sur la valeur ajoutée applicable à l'importation de biens faisant l'objet de petits envois sans caractère commercial provenant d'un Etat membre de la Communauté Economique Européenne. (page 427)

Un règlement ministériel du 11 mars 1975 modifie le tableau des bandelettes fiscales pour tabacs. (page 502)

La loi du 29 mars 1975 autorise l'aliénation, par voie d'échange, d'un terrain domanial situé à Lalange. (page 510)

Un règlement grand-ducal du 29 mars 1975 détermine les emplois dans l'administration des P. et T. auxquels sont attachés les fonctions d'inspecteur technique 1<sup>er</sup> en rang, d'inspecteur technique principal, d'inspecteur technique, de chef de bureau technique et de chef de bureau technique adjoint. (page 582)

Un règlement grand-ducal du 29 mars 1975 porte désignation de six emplois à attributions particulières de la carrière moyenne du rédacteur à l'administration des postes et télécommunications. (page 583)

Un règlement grand-ducal du 10 avril 1975 porte fixation pour l'exercice budgétaire 1974 du taux des contributions de l'Etat et des communes à l'alimentation du fonds communal de péréquation conjoncturale. (page 594)

Un règlement ministériel du 10 avril 1975 concerne le tarif des droits d'entrée. (page 602)

Un règlement ministériel du 10 avril 1975 concerne la franchise des droits d'accise accordée à l'importation des marchandises faisant l'objet de petits envois sans caractère commercial provenant d'un Etat membre de la Communauté économique européenne. (page 608)

## **Ministère de l'Intérieur**

Un règlement grand-ducal du 10 mars 1975 modifie celui du 14 décembre 1965 ayant pour objet de fixer les conditions et les programmes des examens

d'admissibilité, d'admission définitive et de promotion aux fonctions du secteur technique des communes, syndicats de communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes. (page 474)

Un règlement grand-ducal du 12 mars 1975 modifie celui du 12 janvier 1973 portant : 1. Fixation des conditions d'admissibilité aux fonctions administratives des communes, syndicats de communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes. 2. Modification du règlement grand-ducal du 4 avril 1964 portant assimilation des traitements des fonctionnaires des communes, syndicats de communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes, à ceux des fonctionnaires de l'Etat. (page 475)

Un règlement grand-ducal du 17 mars 1975 détermine les conditions d'admission, de nomination définitive et de promotion du personnel paramédical communal. (page 478)

La loi du 19 février 1975 porte redressement de la limite communale de Harlange et de Winseler à l'intérieur du périmètre de remembrement de Tar-champs-Watrang. (page 486)

Un règlement grand-ducal du 15 avril 1975 détermine les conditions d'admission, de nomination et de promotion aux fonctions de la carrière moyenne prévue par la loi du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des eaux et forêts. (page 585)

Un règlement grand-ducal du 15 avril 1975 détermine les conditions d'admission et de nomination aux fonctions de la carrière supérieure de l'administration, prévues par la loi du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des eaux et forêts. (page 586)

## **Ministère de la Justice**

Un règlement grand-ducal du 10 avril 1975 majore de 30% le tarif des huissiers de justice et adapte ce dernier aux variations de l'indice pondéré des prix à la consommation. (page 588)

## **Ministère de la Santé Publique et de l'Environnement**

Un règlement ministériel du 20 mars 1975 porte modification du règlement ministériel du 17 juillet 1974 fixant le tarif de médicaments. (page 434)

Un règlement grand-ducal du 17 mars 1975 concerne les poudres et autres produits composés destinés à la préparation de pudding et de denrées analogues. (page 493)

Un règlement ministériel du 27 février 1975 concerne l'examen probatoire des candidats à la profession d'assistant technique médical de radiologie. (page 578)

### Ministère d'Etat

La loi du 27 mai 1975 porte modification de la loi du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat, telle qu'elle a été validée et modifiée dans la suite. (page 670)

### Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce extérieur

Deux règlements grand-ducaux datés du 28 avril respectivement du 30 avril 1975 modifient le règlement grand-ducal du 12 janvier 1973 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises. (page 622)

### Ministère de l'Economie Nationale, des Classes Moyennes et du Tourisme

Un règlement grand-ducal du 21 avril 1975 modifie l'article 12 du règlement grand-ducal du 24 juillet 1973 portant application de la directive CEE du 26 juillet 1971 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux dénominations textiles. (page 626)

### Ministère de l'Education Nationale

Un règlement grand-ducal du 15 avril 1975 porte modification du règlement grand-ducal du 10 mai 1974 portant organisation de l'examen de fin d'études moyennes. (page 620)

### Ministère de la Famille, du Logement Social et de la Solidarité Sociale

Un règlement grand-ducal du 29 mars 1975 porte création d'un Conseil Supérieur de la Famille. (page 618)

Un règlement ministériel du 7 avril 1975 porte détermination des organismes représentés au Conseil Supérieur de la Famille. (page 619)

Un règlement ministériel du 12 mai 1975 porte modification du règlement ministériel du 8 janvier 1975 fixant les conditions et les modalités d'octroi de la prime compensatoire à titre de réduction partielle de la taxe sur la valeur ajoutée et d'autres charges fiscales grevant la construction ou l'acquisition d'un premier logement. (page 667)

### Ministère des Finances

Un règlement ministériel du 28 avril 1975 a pour objet de fixer les détails des programmes des examens d'avant-stage, de fin de stage et de promotion du personnel de la carrière de l'artisan du service de métrologie. (page 627)

Un règlement grand-ducal du 28 avril 1975 porte désignation des emplois du cadre normal de l'administration des postes et télécommunications pour les fonctions d'inspecteur de direction 1<sup>er</sup> en rang, d'inspecteur principal 1<sup>er</sup> en rang, d'inspecteur de

direction, d'inspecteur principal et d'inspecteur. (page 649)

Un règlement grand-ducal du 28 avril 1975 concerne les emplois supérieurs dans la carrière de rédacteur à l'administration des postes et télécommunications et l'organisation de cette administration. (page 651)

### Ministère de la Justice

La loi du 16 mai 1975 porte statut de la copropriété des immeubles bâtis. (page 634)

La loi du 16 mai 1975 modifie l'article 3 de la loi du 23 août 1882 sur les attachés du département de la Justice. (page 651)

La loi du 16 mai 1975 modifie l'article 45, N° 1 et l'article 161, alinéa 2 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. (page 652)

La loi du 16 mai 1975 porte modification de certaines dispositions des titres II et VIII du livre 1<sup>er</sup> du code civil. (page 652)

Un règlement grand-ducal du 16 mai 1975 modifie le règlement grand-ducal du 26 novembre 1964 déterminant les conditions d'admission, de nomination et de promotion aux différentes fonctions des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation. (page 657)

Un règlement grand-ducal du 12 mai 1975 porte modification du règlement grand-ducal du 5 mars 1970 concernant la masse d'habillement du personnel des établissements pénitentiaires et portant fixation du taux de l'indemnité d'habillement et de l'indemnité de première mise, tel qu'il a été modifié par le règlement grand-ducal du 23 décembre 1974. (page 674)

### Ministère de la Santé Publique et de l'Environnement

La loi du 16 avril 1975 modifie la loi du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère. (page 621)

### Ministère des Transports et de l'Energie

Un règlement grand-ducal du 10 avril 1975 modifie et complète l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques. (page 642)

Un règlement grand-ducal du 20 mai 1975 modifie et complète l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques. (page 659)

### Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale

Un règlement grand-ducal du 28 avril 1975 porte déclaration d'obligation générale d'un quatrième avenant à la convention collective pour le bâtiment conclu le 15 décembre 1974 entre la fédération des entrepreneurs de nationalité luxembourgeoise et le

groupement des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics d'une part et la commission syndicale des contrats d'autre part. (page 628)

La loi du 27 mai 1975 a pour objet la modification de la composition des pensions de veuve ou de veuf des différents régimes de pension contributifs. (page 668)

La loi du 27 mai 1975 porte généralisation de l'échelle mobile des salaires et traitements. (page 672)

Un règlement grand-ducal du 12 mai 1975 porte déclaration d'obligation générale de la convention collective conclue entre l'association des banques et banquiers d'une part et la fédération des employés privés d'autre part. (page 675)

Un règlement grand-ducal du 30 mai 1975 porte déclaration d'obligation générale de la convention

collective conclue le 24 mars 1975 entre la fédération des commerçants, groupement transports, d'une part et la fédération chrétienne du personnel des transports et la fédération nationale des cheminots, travailleurs du transport, fonctionnaires et employés d'autre part. (page 689)

### **Ministère des Travaux Publics**

Un règlement grand-ducal du 12 mai 1975 porte approbation des plans des parcelles et de la liste des propriétaires du tronçon Mersch-Colmar de l'auto-route du Nord. (page 666)

Un règlement grand-ducal du 12 mai 1975 porte approbation des plans des parcelles et des listes des propriétaires du deuxième tronçon de la nouvelle route d'Arlon, allant de Capellen à la frontière belge près de Kleinbettingen. (page 666)

## **Mois de juin**

### **Ministère d'Etat**

Un règlement grand-ducal du 12 juin 1975 concerne le recrutement des frais de publications au Mémorial, Recueil administratif et économique. (page 723)

Un règlement grand-ducal du 12 juin 1975 modifie l'article 10 du règlement grand-ducal du 23 novembre 1972 relatif au dépôt et à la publication des actes et documents concernant les sociétés commerciales. (page 725)

Un règlement ministériel du 11 juin 1975 porte nouvelle fixation de l'indemnité kilométrique pour les voitures privées utilisées pour des voyages de service. (page 753)

### **Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur**

Un arrêté grand-ducal du 12 juin 1975 porte publication de la modification apportée au règlement de police pour la navigation de la Moselle, publié par arrêté grand-ducal du 18 juin 1971. (page 755)

Un arrêté grand-ducal du 12 juin 1975 porte publication des modifications apportées au tarif des péages ainsi qu'aux annexes 1, 2a, 2b, 2c, 3a, 3b et 3c du tarif des péages, publiés par arrêté grand-ducal du 23 mai 1964. (page 775)

### **Ministère de l'Agriculture et de la Viticulture**

Un règlement ministériel du 14 mai 1975 concerne la lutte contre la brucellose bovine. (page 714)

Un règlement grand-ducal du 27 mai 1975 concerne l'amélioration de l'espèce chevaline. (page 717)

### **Ministère de l'Economie Nationale, des Classes Moyennes et du Tourisme**

Un règlement ministériel du 2 juin 1975 fixe le montant de la prime d'abattage pour certains gros bovins de boucherie applicable à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1975. (page 722)

Un règlement ministériel du 20 juin 1975 fixe le montant de la prime d'abattage pour certains gros bovins de boucherie. (page 762)

Un règlement ministériel du 3 juin 1975 concerne certaines méthodes d'analyse quantitative de mélanges ternaires de fibres textiles. (page 735)

Un règlement grand-ducal du 25 juin 1975 porte prorogation du délai fixé par règlement grand-ducal du 23 décembre 1974 lequel a amendé le règlement grand-ducal du 29 octobre 1974 pris en exécution des articles 4 et 5 de la loi du 22 mai 1974 modifiant la loi modifiée du 29 juillet 1957 concernant l'assurance maladie des professions indépendantes. (page 763)

### **Ministère de l'Education Nationale**

Un règlement ministériel du 27 mai 1975 agréé un certain nombre d'activités périscolaires, périscolaires ou périuniversitaires, en vue de l'exécution du règlement grand-ducal du 24 juillet 1973 portant extension de l'assurance obligatoire contre les accidents en application des articles 85, alinéa 5, 1<sup>o</sup> et 90 du code des assurances sociales et du règlement grand-ducal du 30 mai 1974 portant extension de l'assurance obligatoire contre les accidents aux activités préscolaires, périscolaires, scolaires, périscolaires, universitaires et périuniversitaires. (page 734)

## **Ministère de la Famille, du Logement Social et de la Solidarité Sociale**

La loi du 13 juin 1975 porte création d'une allocation compensatoire en faveur de certaines catégories de bénéficiaires de rentes et de pensions. (page 740)

## **Ministère des Finances**

Un règlement ministériel du 30 avril 1975 concerne la modification de l'arrêté ministériel belge du 24 juin 1970 relatif à la perception à l'importation de droits d'accise d'après des taux forfaitaires ou arrondis et sur une base spéciale d'imposition. (page 698)

Un règlement grand-ducal du 2 juin 1975 modifie l'arrêté grand-ducal du 28 août 1924 portant approbation d'un règlement spécial élaboré pour l'entre-pôt public à Esch-sur-Alzette tel que cet arrêté grand-ducal a été modifié par ceux des 8 décembre 1947, 28 novembre 1959, 4 mars 1967 et 4 décembre 1973. (page 719)

Un règlement grand-ducal du 2 juin 1975 modifie l'arrêté grand-ducal du 30 avril 1924 portant approbation d'un règlement spécial élaboré pour l'entre-pôt public à Luxembourg, tel que cet arrêté grand-ducal a été modifié par ceux des 28 novembre 1959, 19 février 1962 et 24 septembre 1973. (page 721)

Un règlement grand-ducal du 3 juin 1975 concerne les emplois supérieurs dans la carrière du rédacteur et du technicien diplômé et l'organisation générale de l'administration du cadastre et de la topographie. (page 722)

Un règlement ministériel du 11 juin 1975 porte désignation des emplois du cadre normal de l'administration des postes et télécommunications pour les fonctions de chef de bureau, de chef de bureau adjoint et de rédacteur principal. (page 752)

La loi du 12 juin 1975 porte dissolution de l'Office des séquestres et complète la législation aux séquestres. (page 753)

La loi du 13 juin 1975 autorise l'aliénation, par voie d'échange, d'un terrain domanial sis à Dudelange. (page 755)

## **Ministère de l'Intérieur**

Un règlement grand-ducal du 26 mai 1975 fixe les conditions d'admissibilité, d'admission définitive et de promotion des fonctionnaires des carrières de l'expéditionnaire-informaticien et de l'informaticien diplômé du secteur communal. (page 730)

Un règlement grand-ducal du 26 mai 1975 porte assimilation du régime des employés communaux à celui des employés de l'Etat. (page 746)

## **Ministère de la Justice**

Un règlement grand-ducal du 26 mai 1975 pris en exécution des articles 456 et 468 du Code civil. (page 716)

Un règlement grand-ducal du 26 mai 1975 porte modification du règlement grand-ducal du 3 septembre 1974 relatif à la composition et au fonctionnement du service de défense sociale dans le cadre des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation. (page 716)

Un règlement grand-ducal du 13 juin 1975 prescrit les mesures d'exécution de la loi du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles. (page 736)

La loi du 26 juin 1975 porte modification de la loi du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise. (page 764)

## **Ministère de la Santé Publique et de l'Environnement**

Un règlement ministériel du 26 mai 1975 fixe les modalités de passage de deuxième en troisième année des études d'infirmier. (page 750)

## **Ministère des Transports et de l'Energie**

Un règlement grand-ducal du 25 juin 1975 modifie et complète l'arrêté grand-ducal du 23 décembre 1955 fixant le montant de la taxe et les modalités d'application de l'avertissement taxé en matière de circulation routière, modifié et complété par le règlement grand-ducal du 25 août 1971. (page 763)

## **Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale**

Un règlement grand-ducal du 12 mai 1975 porte organisation et fonctionnement du centre d'information, d'affiliation et de perception des cotisations commun aux institutions de sécurité sociale. (page 701)

Un règlement ministériel du 22 mai 1975 porte fixation de la nomenclature des fournitures audio-prothétiques. (page 714)

Un règlement grand-ducal du 25 juin 1975 porte prorogation du règlement grand-ducal du 24 mai 1974 portant fixation des taux de cotisation en matière d'assurance maladie par application des dispositions de l'article III, 6°, alinéas 1<sup>er</sup>, dernière phrase et 2 de la loi du 2 mai 1974 portant modification du Livre I<sup>er</sup> du code des assurances sociales et de la loi modifiée du 29 août 1951 concernant l'assurance maladie des fonctionnaires et employés. (page 762)

La loi du 28 juin 1975 a pour objet de porter modification de certaines dispositions du code des assurances sociales concernant l'élection de délégués devant faire partie d'organes d'institutions de sécurité sociale ainsi que du conseil arbitral et du conseil supérieur des assurances sociales. (page 774)



# Chambre des Députés

## Mois d'avril

10 avril : Réunion de la Commission des Finances et du Budget. — Réunion de la Commission de Travail.

15 avril : 48<sup>e</sup> séance publique. — Communications. — Question d'ordre du jour. — Questions au Gouvernement. — Projet de loi portant augmentation du taux des amendes à prononcer par les tribunaux répressifs (n° 1672). Rapport de la commission juridique. Discussion générale. Renvoi du texte à la commission juridique. — Projet de loi portant approbation : — de la Convention sur la circulation routière, signée à Vienne, le 8 novembre 1968; — de la Convention sur la signalisation routière, signée à Vienne, le 8 novembre 1968; — de l'Accord européen complétant la Convention sur la circulation routière, ouverte à la signature à Vienne, le 8 novembre 1968, en date, à Genève, du 1<sup>er</sup> mars 1973 (n° 1865). Rapport de la commission des transports et de l'énergie. Discussion générale. Lecture et vote du texte. Vote sur l'ensemble par appel nominal et dispense du second vote.

16 avril : 49<sup>e</sup> séance publique. — Dépôt de plusieurs projets de loi. — Déclaration gouvernementale sur l'évolution conjoncturelle, c'est-à-dire sur la situation économique, sociale et financière du pays. Réponses du Gouvernement. Discussion des motions.

Réunion de la Commission de la Santé Publique.

17 avril : Réunion de la Commission des Finances et du Budget. — Réunion de la Commission Juridique.

22 avril : 50<sup>e</sup> séance publique. — Dépôts de plusieurs projets de loi. — Communication. — Questions au Gouvernement. — Déclaration gouvernementale sur l'évolution conjoncturelle, c'est-à-dire sur la situation économique, sociale et financière du pays. Vote sur la motion N° 3. — Projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 45, 1<sup>o</sup> de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (n° 1767). Rapport de la commission juridique. Discussion générale. Lecture et vote du texte. Vote sur l'ensemble par appel nominal et dispense du second vote. Projet de loi modifiant les articles 3 et 4 de la loi du 23 août 1882 sur les attachés du département de la Justice (n° 1842). Rapport de la commission juridique. Discussion générale. Lecture et vote du texte. Vote sur l'ensemble par appel nominal et dispense du second vote. — Projet de loi portant modification de certaines dispositions des titres II et VIII du livre I<sup>er</sup> du code civil (n° 1583 et 1688). Seconde lecture. Rapport de la commission juridique.

Réunion de la Commission des Finances et du Budget. — Réunion de la Commission de Vente des Domaines de l'Etat.

23 avril : 51<sup>e</sup> séance publique. — Dépôt d'un projet de loi. — Projet de loi portant modification des dispositions des titres II et VIII du livre I<sup>er</sup> du code civil (n° 1583). Discussion générale. Lecture et vote des articles amendés. Vote sur l'ensemble par appel nominal et dispense du second vote. — Règlement des travaux parlementaires. — Projet de loi portant statut de la copropriété des immeubles bâtis (n° 1570). Rapport de la commission juridique. Discussion générale. Lecture et vote du texte. Vote sur l'ensemble par appel nominal et dispense du second vote.

Réunion de la Commission de la Fonction Publique. — Réunion de la Commission Juridique. — Réunion de la Commission des Affaires Sociales.

24 avril : Réunion du Bureau. — Réunion de la Commission de la Santé Publique.

25 avril : Réunion de la Commission de la Fonction Publique. — Réunion de la Commission des Affaires Sociales.

29 avril : 52<sup>e</sup> séance publique. — Questions au Gouvernement. — Projet de loi ayant pour objet la modification de la composition des pensions de veuve ou de veuf prévues par les législations des différents régimes de pension contributifs (n° 1860); projet de loi portant modification de la loi du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat, telle qu'elle a été validée et modifiée dans la suite (n° 1862). Rapports de la commission des affaires sociales et de la commission de la fonction publique. Discussion générale. Réunion de la Commission des Comptes.

30 avril : 53<sup>e</sup> séance publique. — Dépôt de différentes Conventions et Recommandations adoptées par la Conférence Internationale du Travail. — Communication. — Projet de loi ayant pour objet la modification de la composition des pensions de veuve ou de veuf prévues par les législations des différents régimes de pension contributifs (n° 1860). Discussion générale. Lecture et vote du texte. Vote sur l'ensemble par appel nominal et dispense du second vote. — Projet de loi portant modification de la loi du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat, telle qu'elle a été validée et modifiée dans la suite (n° 1862). Discussion générale. Lecture et vote du texte. Vote sur l'ensemble par appel nominal et dispense du second vote.

Réunion de la Commission Juridique. — Réunion de la Commission de l'Economie Nationale.

## Mois de mai

- 2 mai : Réunion de la Commission de la Fonction Publique.
- 6 mai : Réunion de la Commission des Affaires Sociales. — Réunion de la Commission de Travail.
- 7 mai : Réunion de la Commission Juridique.
- 12 mai : Réunion de la Commission des Transports et de l'Energie (visite de la S.E.O. à Vianden).
- 14 mai : 54<sup>e</sup> séance publique. — Dépôt de plusieurs projets de loi. — Communications. — Questions au Gouvernement. — Projet de loi portant augmentation du taux des amendes à prononcer par les tribunaux répressifs (n° 1672). Rapport de la commission juridique. Discussion générale. Renvoi du texte amendé au Conseil d'Etat. — Projet de loi autorisant l'aliénation, par voie d'échange, d'un terrain domanial sis à Dudelange (n° 1882). Rapport de la commission pour la vente de domaines de l'Etat. Lecture et vote du texte. Vote sur l'ensemble par appel nominal et dispense du second vote. — Projet de loi portant dissolution de l'Office des séquestres et complétant la législation relative aux séquestres (n° 1711). Rapport de la commission des finances et du budget. Discussion générale. Lecture et vote du texte. Vote sur l'ensemble par appel nominal et dispense du second vote. — Les demandes en naturalisation.  
Réunion de la Commission des Affaires Sociales. — Réunion de la Commission de la Santé Publique.
- 15 mai : Réunion de la Commission Juridique. — Réunion du Bureau.
- 21 mai : 55<sup>e</sup> séance publique. — Questions posées au Gouvernement. — Dépôts de plusieurs projets de loi. — Projet de loi portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et traitements (n° 1889). Rapport de la commission des affaires sociales. Discussion générale.  
Réunion de la Commission des Affaires Sociales. — Réunion de la Commission de l'Economie Nationale.
- 22 mai : 56<sup>e</sup> séance publique. — Communication. — Projet de loi portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et traitements (n° 1889). Discussion. Lecture et vote du texte. — Vote par appel nominal et dispense du second vote.  
Réunion de la Commission de la Santé Publique.
- 23 mai : Réunion de la Commission des Affaires Sociales. — Réunion de la Commission de Travail.
- 28 mai : Réunion de la Commission des Affaires Communales. — Réunion de la Commission de la Santé Publique.
- 29 mai : Réunion de la Commission des Affaires Etrangères.
- 30 mai : Réunion de la Commission de la Fonction Publique.

## Mois de juin

- 3 juin : 57<sup>e</sup> séance publique. — Dépôt d'un projet de loi. — Questions posées au Gouvernement. — Projet de loi relatif au contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement (n° 1783). Rapport de la commission de l'économie nationale et des classes moyennes. Discussion générale. Lecture et vote du texte. Vote par appel nominal sur l'ensemble avec dispense du second vote.
- 4 juin : 58<sup>e</sup> séance publique. — Communication. — Vote sur une motion. — Projet de loi portant création d'une allocation compensatoire (n° 1884). Rapport de la commission de la santé publique, des dommages de guerre et de la famille. Discussion générale.  
Réunion de la Commission des Affaires Sociales. — Réunion de la Commission Juridique. — Réunion de la Commission de la Santé Publique.
- 5 juin : 59<sup>e</sup> séance publique. — Projet de loi portant création d'une allocation compensatoire (n° 1884). Discussion générale. Lecture et vote du texte. Vote par appel nominal sur l'ensemble et dispense du second vote.  
Réunion de la Commission de la Santé Publique. — Réunion de la Commission de l'Economie Nationale. — Réunion de la Commission de Travail.
- 10 juin : 60<sup>e</sup> séance publique. — Règlement des travaux parlementaires. — Communication. — Question au Gouvernement. — a) Projet de loi concernant la fabrication et l'importation des médicaments (n° 1876); b) projet de loi concernant la mise sur le marché et la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués (n° 1877). Rapports de la commission de la santé publique, des dommages de guerre et de la famille. Discussion générale.  
Réunion de la Commission de l'Economie Nationale.
- 11 juin : 61<sup>e</sup> séance publique. — Dépôt d'une proposition de loi. — Projet de loi concernant la fabrication et l'importation des médicaments (n° 1876). Lecture et vote du texte. Vote par appel

nominal sur l'ensemble et dispense du second vote. — Dépôt d'un projet de loi. — Projet de loi concernant la mise sur le marché et la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués (n° 1877). Lecture et vote du texte. Vote par appel nominal sur l'ensemble et dispense du second vote. — Projet de loi portant approbation du Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Land de Rhénanie-Palatinat concernant l'accomplissement en commun par les communes et autres personnes juridiques de fonctions dans le domaine de l'économie des eaux, signé à Echternach, le 17 octobre 1974 (n° 1885). Rapport de la commission des affaires étrangères. Discussion générale. Lecture et vote du texte. Vote par appel nominal sur l'ensemble et dispense du second vote. — Projet de loi portant approbation de l'Accord pour la mise en œuvre d'une action concertée européenne dans le domaine de la métallurgie sur le thème « matériaux pour les usines de dessalement de l'eau de mer », fait à Bruxelles, le 23 novembre 1971 (n° 1886). Rapport de la commission des affaires étrangères. Discussion générale. Lecture et vote du texte. Vote par appel nominal sur l'ensemble et dispense du second vote. — Projet de loi portant approbation de l'Avenant à la Convention des limites entre le Luxembourg et la Belgique du 7 août 1843, fait à Bruxelles, le 21 novembre 1974 (n° 1873). Rapport de la commission des affaires étrangères. Discussion générale. Lecture et vote du texte. Vote par appel nominal sur l'ensemble et dispense du second vote.

Réunion de la Commission des Transports et de l'Energie.

12 juin : Réunion du Bureau.

13 juin : Réunion de la Commission Juridique.

16 juin : Réunion de la Commission de la Fonction Publique.

17 juin : 62<sup>e</sup> séance publique. — Communication. — Questions au Gouvernement. — Présentation d'une liste de 3 candidats pour un poste vacant de conseiller suppléant à la Chambre des Comptes. — Projet de loi ayant pour objet la modification de la loi électorale (n° 1892). Rapport de la commission des affaires communales. Discussion générale. Lecture et vote du texte. Vote par appel nominal sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote. — Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 23 avril 1965, portant modification de l'article 97, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, de la loi électorale du 31 juillet 1924 (n° 1867). Retrait de l'ordre du jour. — Projet de loi portant modification de la loi du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise (n° 1313). Seconde lecture. Rapport de la commission juridique. Discussion générale. Lecture et vote du texte amendé. Vote par appel nominal sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote.

Réunion de la Commission des Affaires Sociales.

18 juin : 63<sup>e</sup> séance publique. — Projet concernant la protection de la maternité de la femme au travail (n° 1743); proposition de loi portant généralisation des mesures pour la protection de la maternité (n° 1352); proposition de loi concernant la protection de la maternité de la femme au travail (n° 1481). Rapport de la commission des affaires sociales. Discussion générale.

Réunion de la Commission Juridique. — Réunion de la Commission de Travail.

19 juin : 64<sup>e</sup> séance publique. — Dépôt de plusieurs projets de loi. — Prestation de serment de M. René Urbany. — Projet de loi concernant la protection de la maternité de la femme au travail (n° 1743); proposition de loi portant généralisation des mesures pour la protection de la maternité (n° 1352); proposition de loi concernant la maternité de la femme au travail (n° 1481). Discussion générale. Lecture et vote du texte.

Réunion de la Commission de l'Economie Nationale. — Réunion de la Commission des Affaires Sociales.

24 juin : Réunion de la Commission de la Fonction Publique.

25 juin : 65<sup>e</sup> séance publique. — Dépôt de deux projets de loi. — Communication. — Lecture d'une proposition de loi. — Questions posées au Gouvernement. — Dépôt d'un projet de loi. — Projet de loi concernant la protection de la maternité de la femme au travail (n° 1743); proposition de loi portant généralisation des mesures pour la protection de la maternité (n° 1352); proposition de loi concernant la protection de la maternité de la femme au travail (n° 1481). Lecture et vote des articles. Vote par appel nominal sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote.

Réunion de la Commission des Comptes. — Réunion de la Commission des Affaires Etrangères.

26 juin : 66<sup>e</sup> séance publique. — Règlement des travaux parlementaires. — Vote sur une motion déposée au cours des débats du projet de loi n° 1743 (protection de la maternité de la femme au travail). — Projet de loi ayant pour objet de porter modification de certaines dispositions du code des assurances sociales concernant l'élection de délégués devant faire partie d'organes d'institutions de sécurité sociale ainsi que du conseil arbitral et du conseil supérieur des assurances sociales (n° 1891). Rapport de la commission des affaires sociales. Discussion générale. Lecture et vote du texte. Vote par appel nominal sur l'ensemble et dispense du second vote. — Projet de loi portant approbation de la Convention européenne de sécurité sociale et de l'Accord complémentaire pour l'application de la Convention européenne de sécurité sociale, signés à Paris, le 14 décembre 1972 (n° 1896). Rapport de la commission des affaires étrangères. Discussion générale. Lecture et vote du texte. Vote par appel nominal sur l'ensemble et dispense du second vote.

— Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires et des actes authentiques en matière civile et commerciale, signée à Luxembourg, le 29 juillet 1971 (n°

1769). Rapport de la commission juridique. Discussion générale. Lecture et vote du texte. Vote par appel nominal sur l'ensemble et dispense du second vote.

Réunion de la Commission de l'Economie Nationale. — Réunion de la Commission Juridique.

## Le Mois en Luxembourg

### Mois d'avril

#### Congrès, Anniversaires

L'institut Universitaire International organise à Luxembourg avec la collaboration de l'Institut Commercial de Nancy, des journées européennes des cadres les 3, 4 et 5 avril qui ont pour thèmes : 1) la situation du cadre face au marché européen du travail, et 2) les cadres et le pouvoir dans l'entreprise.

Le 10 avril a lieu au Théâtre municipal de Luxembourg une Journée Mondiale de la Nature avec une soirée commémorative qui a pour thème : « Varivole : le point de non-retour », au cours de laquelle on entend M. Emile Krieps, Ministre de la Santé Publique et de l'Environnement, M. R. Rollinger, Président de l'ALNU, le Dr E. Duhr, Directeur de la Santé Publique et le Dr A. Betz, médecin-chef de service du laboratoire de virologie.

#### Conférences, Soirées littéraires

L'Union Européenne des Fédéralistes du Luxembourg invite le 7 avril au Foyer Européen à Luxembourg à une conférence donnée par le Dr phil. Hans Bauer, Président d'honneur de l'Union Européenne Suisse, sur le thème : « Der neutrale Kleinstaat und die europäische Integration — Der Fall der Schweiz ».

Le 8 avril MM. Pierre Bernard Cousté, député de Lyon et membre du Parlement européen et François Visine, Président de la Fondation du Mérite Européen, donnent une conférence au Centre culturel français à Luxembourg sur « Le Président Pompidou et l'Europe ».

Le même jour Madame Diane Eless, membre britannique du Parlement européen, donne une conférence au Centre européen du Kirchberg à Luxembourg sur « La femme et les droits de l'homme ».

Le 10 avril Monsieur Robert Krieps, Ministre de l'Education Nationale, donne une conférence à Steinsehl-Müllendorf-Heisdorf sur le thème : « Wohin mit meinem Kind nach dem 6. Schuljahr ? ».

A la bibliothèque Thomas Mann à Luxembourg M. Jean-Marie Schlim donne le 11 avril une conférence sur « König Ludwig II. von Bayern und die Kunst ».

Le même jour le docteur en théologie Karlheinz Deschner parle au casino syndical de Bonnevoie sur le thème : « Christentum und Sexualität ».

A Luxembourg M. Désiré Apers, professeur à l'Université de Louvain, donne le 11 avril une conférence sur « Les effets des radiations sur la matière ».

La section de l'Amiperas de Bonnevoie convie le Dr Robert Angel, médecin spécialiste, pour traiter au cours d'une conférence le sujet : « Médecine préventive et troisième âge ».

Au Musée de l'Etat à Luxembourg, M<sup>lle</sup> Mady Agnès donne le 14 avril une conférence avec projection de diapositives sur « La peinture populaire sous verre aux 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles ».

A Luxembourg a lieu le 14 avril une réunion d'information pour la presse organisée par le Ministère de l'Energie et la Société luxembourgeoise d'énergie nucléaire (S.E.N.U.) et au cours de laquelle M. Marcel Mart, Ministre de l'Energie, M. René Wolter, commissaire du Gouvernement au Ministère des Finances et M. le professeur Hans Gruemm prennent la parole pour parler de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Sur invitation de la Fondation Européenne de la Culture, l'écrivain allemand Alfred Andersch présente le 15 avril à la Maison de Cassal à Luxembourg son nouveau roman « Winterspelt ».

Sur invitation des Cercles de Recherches et d'Etudes Socialistes et des enseignants socialistes, le professeur Dr. Ludwig von Friedeburg donne le 18 avril à Luxembourg une conférence sur le thème : « Gesamtschule, ein gesellschaftliches Experiment ».

Au Centre culturel français à Luxembourg a lieu le même jour une soirée littéraire avec Jean Orizet sur le thème « Être poète aujourd'hui ».

A Differdange a lieu le 18 avril une conférence donnée par le cercle linguistique et folklorique Luxembourg-Roumanie et l'association « Letzeburg-Siebenbürgen » sur cette contrée de la Roumanie.

Le 19 avril a lieu au Théâtre municipal de Luxembourg une conférence-débat avec les professeurs P. O. Hubinont, M<sup>e</sup> Jules Messine et E. Duykaerts sur le sujet : « L'avortement dans le respect de la qualité de la vie ».

Au Centre culturel français à Luxembourg, le professeur de philosophie à la Sorbonne M. André Devaux donne le 21 avril une conférence sur le thème : « Simone Weil — de la philosophie à la mystique par l'engagement politique et social ».



A Alzingen, M. Robert Kriepps, Ministre de l'Education Nationale, MM. Ernest Hansen et Norbert Jacobs, professeurs, donnent des informations et se prêtent à discussion sur la politique scolaire du Gouvernement.

A Esch-sur-Alzette les Jeunesses-Socialistes invitent à une conférence à la Maison du Peuple le 21 avril, donnée par Reinhold K. Kopp, Landesverband Juso Saar, sur « Ein selbstverwaltetes Jugendzentrum ».

Le 22 avril le Dr. rer. nat. Alfons Tietze donne à Luxembourg une conférence sur le thème : « Sicherheitsstrategie moderner Kraftwerke ».

Dans le cadre de l'accord culturel austro-luxembourgeois, M. Adam Wandruszka, professeur à l'Université de Vienne, donne le 23 avril à Luxembourg une conférence sur le sujet : « Österreich am Ende der Regierungszeit Maria Theresias ».

Le professeur Zeév W. Falk de l'Université hébraïque de Jerusalem donne le 23 avril à la Synagogue de Luxembourg une conférence sur les contacts entre Juifs et Chrétiens dans l'Etat d'Israël.

Le Conseiller de Gouvernement Paul Henri Meyers donne le 23 avril à Luxembourg une conférence sur le sujet : « Wéi kommen ech zu engem Eegenheim ? ».

A Niedercoorn M. le professeur Norbert Thill donne le 24 avril une conférence avec projection de diapositives sur l'Ethiopie.

A Dudelange MM. Josy Barthel, commissaire à la protection des eaux et Pol Weber, ingénieur à l'Institut d'Hygiène et de Santé Publique donnent le 24 avril une conférence sur le sujet : « De Wässerproblem zu Letzeburg ».

Au Centre culturel français à Luxembourg a lieu le 25 avril une soirée poétique avec Paul Lanners et Christian Bourkel, qui présentent leurs récents poèmes.

A Esch-sur-Alzette M. Benny Berg, Ministre du Travail, donne le 26 avril une conférence sur le sujet : « Sozialpolitik und Rentenprobleme ».

Les Jeunesses Socialistes et la Jeunesse Démocratique invitent le 26 avril à une conférence donnée par M<sup>me</sup> Lianne Franzki-Beckmann à Luxembourg sur le thème : « Die Reform der Gesetzgebung über die Schwangerschaftsunterbrechung ».

A Mondorf-les-Bains, le docteur med. Christoph Kirschner, médecin en chef de l'hôpital Hochstaden, Bad Neuenahr, donne le même jour une conférence sur le thème : « Aspekte des modernen Kur- und Bäderwesens, 1) aus medizinischer Sicht, 2) aus wirtschaftlicher Sicht ».

A Hesperange le Club des Jeunes organise le 26 avril une soirée littéraire avec les auteurs : Roderes John, Tabouring Patrick, Wunsch Gilles du groupe YETI.

Au Centre Culturel français à Luxembourg, M. Michel Mansuy, Directeur de l'Institut de Langue et Littérature de l'Université de Strasbourg, donne le 28 avril une conférence sur « Féerie et Sagesse : les contes pour adultes (Bosco, Tournier, Cayrol) ».

Le Rabbin Josy Eisenberg donne le même jour à Luxembourg une conférence sur le thème : « Mythes et réalités de l'histoire du peuple juif ».

La Libre Pensée luxembourgeoise invite le 29 avril à une conférence donnée à Luxembourg par M. Georges Las Vergnas sur le sujet : « Morale religieuse ou morale laïque ».

### Théâtre, cinéma, spectacles

Au Théâtre municipal de Luxembourg est présenté le 2 avril dans le cadre du cinéma d'Art et d'Essai le film « La Source » d'Ingmar Bergman (1960).

Les 4 et 5 avril la troupe « Galas Karsenty-Herbert » donne une représentation de la pièce « Butley » de Simon Gray au Théâtre municipal de Luxembourg.

Au Théâtre municipal d'Esch-sur-Alzette le « Saarländisches Staatstheater Saarbrücken » donne le 5 avril une représentation de l'opéra « Die Macht des Schicksals » de Giuseppe Verdi.

A Luxembourg le « Saarländisches Staatstheater Saarbrücken » présente les 6 et 7 avril l'opéra « Ariadne auf Naxos » de Richard Strauss.

Au Théâtre municipal de Luxembourg a lieu le 8 avril une présentation de danses indiennes avec Rani Karnaa.

Le spectacle « Le rire par électro-choc » de Sophie Daumier et Guy Bedos est présenté le même jour à Luxembourg au Théâtre municipal.

La British-Luxembourg Society présente le 8 avril à la Bibliothèque Nationale de Luxembourg une soirée de films d'art et d'histoire : « The skin of our teeth » et « The great thaw ».

Le Club multivision de Luxembourg présente le 8 avril à Luxembourg les films « Weekend à Amsterdam, la Venise du Nord, la Provence, d'Schueberfo'er » à Luxembourg. Le 10 avril cette présentation est répétée à Esch-sur-Alzette.

Le 9 avril l'Office du tourisme du Tyrol invite au Théâtre municipal d'Esch-sur-Alzette à une soirée tyrolienne avec le trio de Hippach du Zillertal, le film « Spectrum Tirol » et une tombola gratuite. Cette soirée est répétée le 10 avril à la salle des fêtes de l'Athénée grand-ducal de Luxembourg.

Le théâtre néerlandais « Stichting Asselijn, Amsterdam » présente le 9 avril au Théâtre municipal de Luxembourg la pièce « Jan Klaasz en Katrijn ».

Au Théâtre municipal de Luxembourg est présentée le 10 avril la pièce « Alte Zeiten » de Harold Pinter.

A Hesperange sont présentés avec la collaboration de la bibliothèque Thomas-Mann de Luxembourg les films : « Jaschin, ein Torwart von Weltklasse; 100 Jahre Fußball; Tore, Tränen, Triumphe; Fußballweltmeisterschaft 1974 ».

Le ballet de l'opéra de la Bavière, Munich, présente le 11 avril à Luxembourg « La fille mal gardée ».

Bernard Germain, jeune alpiniste de Reims, présente le 11 avril à Luxembourg au cours d'une soirée de diapositives une expédition au Pamir.

La pièce de Simon Gray « Butley » est présentée le 13 avril par les Galas Karsenty-Herbert au Théâtre municipal d'Esch-sur-Alzette.

A Esch-sur-Alzette est présenté le 15 avril au Lycée des Garçons le film « Lenz » de Georges Moore.

A l'école professionnelle de l'Etat d'Esch-sur-Alzette est organisée le même jour une soirée de multivisions sur la Finlande.

Dans le cadre du cinéma d'art et d'essai est présenté à Esch-sur-Alzette le film « Die freudlose Gasse » de G. W. Pabst et le 24 avril « Kühle Wampe » de Slatan Dudow suivant un livre de Bertold Brecht.

Au Théâtre municipal de Luxembourg a lieu le 17 avril une soirée de cabaret organisée par la « Nederlandse Vereniging Luxemburg ».

Au Théâtre municipal de Luxembourg le Théâtre du Châtelet, Paris présente les 18, 19 et 20 avril l'opérette « Gipsy » de Francis Lopez.

A la bibliothèque Nationale à Luxembourg sont présentés le 18 avril les films anglais « Romance and Reality » et « Man the Measure of all Things ».

Le « Saarländisches Staatstheater Saarbrücken » donne le 19 avril au Théâtre municipal d'Esch-sur-Alzette une représentation de la comédie « Lysistrata und die Nato » de Rolf Hochhuth.

A Luxembourg est présentée les 22 et 23 avril la pièce de Franz Werfel « Jakobowsky und der Oberst ».

A Esch-sur-Alzette a lieu le 23 avril une représentation de la comédie « La jalousie » de Sacha Guitry.

« Frères des Hommes » présente le 23 avril à l'Athénée grand-ducal de Luxembourg deux films en couleurs « Los Campesinos » de la Cordillère des Andes.

Camera-Luxembourg invite le 24 avril à Luxembourg à la présentation du film de Henri Gehlen « La Provence insolite ».

Au Lycée des Garçons d'Esch-sur-Alzette sont présentés par l'ensemble des élèves « Les Trétaux de la Chouette », sous la direction du professeur Ed. Maroldt, deux pièces de théâtre : « Die Raubritter von München » de Karl Valentin et « Les femmes au tombeau » de Michel de Ghelderode.

Le 27 avril a lieu à Luxembourg la projection du long métrage documentaire sur l'Autriche, ses paysages, son art et ses habitants, intitulé « Verliebt in Österreich ».

Au Théâtre municipal d'Esch-sur-Alzette est présentée le 28 avril la comédie « Die Macht der Gewohnheit » de Thomas Bernhard.

Le même jour a lieu au Foyer Européen à Luxembourg le spectacle « Song of Asia » présenté par un ensemble de jeunes hommes et femmes représentant les pays de l'Asie.

A la Bibliothèque Nationale sont projetés le 29 avril deux films anglais « The Hero as Artist » et « Protest and Communication ».

A Differdange l'artiste de la République Démocratique d'Allemagne Gisela May présente le 29 avril

des textes et des chansons de Bertold Brecht, Kurt Tucholsky et Erich Kästner.

### Concerts, Musique de chambre, Soirées musicales

Du 2 au 6 avril l'Union Grand-Duc Adolphe organise à Luxembourg un stage Benelux pour les jeunes musiciens âgés de 15 à 20 ans, qui donnent ensuite un concert enregistré par le « Saarländischer Rundfunk ».

Le 8 avril l'association Musica Nova organise à l'auditoire de RTL une grande manifestation musicale, au cours de laquelle Henri Pousseur, compositeur belge, donne une conférence de musique contemporaine et présente ses propres œuvres.

Le « Wiener Johann-Strauss-Orchester » donne le 11 avril au Théâtre municipal d'Esch-sur-Alzette un concert de gala sous la direction de Willi Boskowsky, à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de naissance du roi de la valse Johann Strauss.

Dans le cadre de l'accord culturel entre l'Italie et le Luxembourg est donné le 11 avril à la Bibliothèque Nationale à Luxembourg un concert vocal de musique italienne par le Madrigal de Luxembourg sous la direction de M. Daniel Schwertzer.

Art Musical Luxembourg donne le 11 avril en l'église Saint-Michel à Luxembourg un concert spirituel avec les solistes Josette Bourgeois, Denise Huberty-Kreutzer, Pierre Gerbaud et Raphaële Garreau de la Barre.

Le cercle Hispano-Luxembourgeois présente le 11 avril au grand auditoire de RTL à Luxembourg la cantatrice et artiste espagnole Lina Rosales.

Le Jazzclub Luxembourg présente le même jour à Luxembourg Slide Hampton, le tromboniste noir américain.

A Schifflange, l'Harmonie municipale donne le 12 avril un concert à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de naissance du compositeur viennois Johann Strauss.

Dans le cadre des « Soirées des Jeunesses Musicales » le jeune soprano luxembourgeois Suzette Engels donne le 16 avril à Luxembourg un récital de chant.

L'anglais Mike Carr est présenté par le Jazzclub Luxembourg le 18 avril à Luxembourg au cours d'un concert à l'orgue.

Le 20 avril a lieu à Bous en l'église paroissiale un concert spirituel donné par l'ensemble des chœurs de Bous et Dalheim.

Au Foyer Européen à Luxembourg a lieu le 21 avril un concert de musique de chambre par le « Quatuor de Clarinettes de Belgique » et par le soprano Hilda Van Heel.

A l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de la signature de l'Accord culturel anglo-luxembourgeois a lieu le 23 avril dans l'auditorium de Radio-Télé-Luxembourg une soirée de musique de chambre avec le « Music Group of London », l'un des plus brillants ensembles de Grande-Bretagne.

Le dernier des concerts du jeudi est donné le 24 avril au Théâtre municipal de Luxembourg par

l'orchestre de Radio-Télé-Luxembourg sous la direction de François Huybrechts, avec comme soliste Serge Dangain.

Le 25 avril l'orchestre de Radio-Télé-Luxembourg interprète au Théâtre municipal de Luxembourg, sous la direction de François Huybrechts, la 4<sup>e</sup> symphonie d'Anton Bruckner.

L'Harmonie municipale de Differdange donne le 26 avril à Differdange un gala de musique française.

A Wiltz a lieu le même jour en l'église décanale un concert trompette et orgue donné par André Bernard (trompette) et Jean-Louis Gil (organiste).

A Ettelbruck, à Grevenmacher et à Bastendorf a lieu le 27 avril dans les églises de ces localités un concert spirituel.

Au Théâtre municipal de Luxembourg a lieu le 30 avril un concert donné par l'orchestre et la chorale mixte du Conservatoire avec le concours de divers solistes.

### Foires et Expositions

Les artistes-peintres Pierre Reiff, R. M. Heinze et Marcel Gromaire exposent leurs œuvres récentes à Dudelange et à Hesperange.

Au Cercle municipal de Luxembourg est ouverte à partir du 2 avril une exposition de photographies sur les droits de l'homme.

L'artiste-peintre Gusty Thilges expose ses tableaux à partir du 3 avril à Troisvierges.

A la Galerie d'Art municipale d'Esch-sur-Alzette a lieu le 5 avril le vernissage de l'exposition de peintures et gravures de Ferdinand Springer.

A Luxembourg sont exposées à partir du 5 avril les œuvres de Vincenzo Crispo et Usha Bhalte.

Au Club du Parlement européen à Luxembourg a lieu le 7 avril l'ouverture de l'exposition de peintures, gravures et dessins de l'artiste français Maurice Bourgeault.

Au Centre culturel français à Luxembourg a lieu le 9 avril le vernissage de l'exposition « Mirande », émaux cloisonnés, champlévés et peints.

Au Cercle municipal de Luxembourg est ouverte à partir du 10 avril une exposition « Trente ans de la Tchécoslovaquie en photographies ».

A partir du 11 avril John Blau et Pierre Minaudier exposent leurs œuvres à Hesperange.

Les artistes Karol Bninsky de Varsovie, Hobi de Cologne et Elisabeth Van Ingelgem de Belgique exposent leurs peintures à partir du 12 avril à Luxembourg.

Au Théâtre municipal d'Esch-sur-Alzette a lieu le 16 avril l'ouverture de l'exposition de Pierres et Pierres précieuses présentées par le Musée d'Histoire Naturelle de Luxembourg.

Au Musée de l'Etat à Luxembourg a lieu le 18 avril le vernissage de l'exposition « Naive Malerei aus der Bundesrepublik ».

A partir du 19 avril sont exposées à Luxembourg les peintures de Christa Stracke et Johnny Friedlaender.

A la mairie de Dalheim a lieu le 21 avril l'ouverture de l'exposition des œuvres de l'artiste J. P. Adam.

Le 22 avril a lieu à la Bibliothèque Nationale à Luxembourg l'ouverture d'une exposition de caricatures de l'artiste Karl Arnold, intitulée : « Porträt der zwanziger Jahre — Politik und Gesellschaft der Weimarer Republik ».

Au Foyer Européen à Luxembourg sont exposées à partir du 22 avril les gravures sur cuivre et sur bois de l'artiste vietnamienne Maria Deguchi.

A la Galerie d'Art municipale d'Esch-sur-Alzette a lieu le 26 avril le vernissage du Salon 1975 de l'aquarelle et de la gouache.

Le 30 avril est ouverte dans les salles de l'Hôtel de Ville de Steinfort une exposition intitulée « Au fil des années » et représentant des reproductions d'anciennes photographies et cartes postales retraçant l'évolution de Steinfort et de ses environs.

### Commémorations, Visites, Divers

Le 19 avril a lieu en la cathédrale de Luxembourg l'ouverture solennelle de l'Octave 1975 par Monseigneur Jean Hengen, Evêque de Luxembourg en présence de Leurs Altesses Royales la Grande-Duchesse Charlotte, les Princes Guillaume et Jean, ainsi que les Princesses Margaretha et Elisabeth.

A Dalheim Son Altesse Royale la Princesse Marie-Astrid préside le 21 avril à la cérémonie concernant l'ouverture symbolique du chantier de construction « Cité de la Cerisaie », home pour handicapés physiques et qui est l'œuvre de l'Association pour la Défense des Intérêts des Personnes physiquement handicapées (ADIPH).

### Mois de mai

#### Congrès, Anniversaires

Les 2 et 3 mai le Conseil permanent de l'Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires s'est réuni au Centre Européen de Kirchberg à Luxembourg.

Le 3 mai a lieu au Centre Européen de Kirchberg à Luxembourg une réunion du Comité européen pour

la protection des phoques et autres animaux à fourrure, qui groupe 10 pays.

L'Association des Anciens Combattants Luxembourgeois de la Guerre 1939-45 et des Forces des Nations Unies commémore le 8 mai la Journée de la Libération et de l'Armistice par le dépôt de fleurs devant les Monuments de la Force Armée, du Monument national de la Solidarité Luxembourgeoise, du

Mausolée du Soldat Inconnu et du Monument du Souvenir à Luxembourg.

La Journée des bourgmestres placée sous le haut patronage du Ministre de la Santé Publique et de l'Environnement et du Ministre de l'Intérieur, a lieu le 27 mai au parc de Mondorf-Etat. Tous les exposés, conférences et discussions ont pour thème : « Le troisième âge ».

Du 29 mai au 1<sup>er</sup> juin se déroulent à Luxembourg le congrès de l'Union mondiale de billard et la 17<sup>e</sup> assemblée générale de la confédération européenne de billard. Le 30 mai les membres du Comité Exécutif sont reçus au Palais grand-ducal par Son Altesse Royale le Grand-Duc.

A Schengen se déroule le 31 mai la Journée nationale de la Protection civile en présence de Son Altesse Royale le Prince Charles.

### Conférences, Soirées littéraires

Le 2 mai a lieu au Centre culturel français à Luxembourg une soirée poétique avec Paul Lanners et Christian Bourkel, deux jeunes poètes luxembourgeois.

Le 3 mai, la « Maharishi international University » et « International Meditation Society » organisent au Théâtre municipal de Luxembourg un symposium international sur le thème : « Pour améliorer la qualité de la vie ».

Le 7 mai Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement, donne au Foyer Européen à Luxembourg une conférence publique, en présence de Son Altesse Royale le Grand-Duc, à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration Robert Schuman, sur le thème : « L'Europe 25 ans après la déclaration de Robert Schuman ».

Le même jour, la section de Walferdange des femmes chrétiennes-sociales organise une « table ronde » sur le divorce. Les débats sont menés par M<sup>e</sup> Nicolas Mosar, M<sup>e</sup> Roby Biever et M<sup>e</sup> Jean-Mathias Goerens.

Sur invitation de « L'Initiative tageblatt - section de Luxembourg-Ville », M. Josy Braun, rédacteur du journal « tageblatt », donne le 10 mai une conférence sur « Les élections au Portugal — Impressions et conclusions », au casino syndical de Bonnevoie.

Le Rabbin Josy Eisenberg donne le 12 mai à la Synagogue de Luxembourg une conférence sur le sujet : « Mythes et réalités de l'histoire juive ».

M. l'Abbé Behaghel de Bourgueil donne le 13 mai à Luxembourg une conférence sur « l'homme d'aujourd'hui face au nucléaire ».

Le 15 mai M. Jurek Becker, auteur du livre « Jacob der Lügner », donne à la Maison de Cassal à Luxembourg une soirée littéraire sur la littérature en Allemagne Démocratique.

M<sup>me</sup> J. M. van Coppenolle expose le 15 mai au Foyer Européen à Luxembourg la situation culturelle et historique de la Grèce après la chute de l'empire romain.

Sur invitation des jeunes socialistes, M. Wolfgang Roth donne une conférence au casino syndical

de Bonnevoie sur le thème : « Gemeindepolitik für wen ? »

Le 16 mai a lieu à Luxembourg une conférence-débat sur le thème : « Notre médecine a-t-elle besoin d'une réforme ? » avec le docteur Emile Colling comme modérateur.

A Ettelbruck a lieu le 20 mai une table-ronde avec M. l'Abbé Camille Minette; M<sup>me</sup> Dr M.-Paule Mollitor-Peffer; M<sup>me</sup> Yvonne Berchem-Luja; M<sup>e</sup> Fernand Entringer et le modérateur M. Claude Schmit, sur le thème : « Schwangerschaftsunterbrechung ».

M. Ivar Ivask, professeur à l'Université de l'Oklahoma (Etats-Unis), donne le 22 mai au Foyer Européen de Luxembourg une conférence sur le sujet : « Le rôle de la revue littéraire internationale aujourd'hui ».

Au Centre culturel français à Luxembourg M. Jean-Pierre Dorst, membre de l'Académie des Sciences, Directeur du Laboratoire de Zoologie au Musée National d'Histoire Naturelle de Paris, donne le 23 mai une conférence sur « La nature et son avenir en l'an 2000 ».

Le 27 mai a lieu à Pétange une conférence-débat sur la résistance au cours des années de guerre 1940-45, animée par l'Union Nationale des Passeurs, Filialistes et Résistants Luxembourgeois, l'Union des Mouvements de Résistance, la L.P.P.D. et les Enrôlés de Force.

Le 28 mai, l'auteur allemand Hans Habe parle à Luxembourg sur « Der Untergang Venedigs ». Ensuite il donne lecture de son dernier roman qu'il vient de terminer.

A Luxembourg est présenté le 28 mai un missel français conçu au Luxembourg par les bénédictins de Clervaux, d'Hautecombe et de Saint-André. Cette présentation est suivie d'un débat mené par les Pères Vincent Truijen, abbé de Clervaux et Henri Delbougne de l'équipe de rédaction.

L'Union européenne des Fédéralistes du Luxembourg invite le 29 mai à la Bibliothèque Nationale à Luxembourg à une conférence donnée par M. Raymond Poidevin, Professeur à l'Université de Metz, Directeur du Centre de recherches, sur les relations internationales. Le sujet de la conférence est : « La politique extérieure de Robert Schuman de 1948 à 1950 : Tradition et nouveauté ».

### Théâtre, cinéma, spectacles

Du 1<sup>er</sup> au 11 mai est présenté à Luxembourg le groupe folklorique « Los Sevillanos » qui anime une quinzaine espagnole.

Au Théâtre municipal d'Esch-sur-Alzette est présenté le 2 mai un grand gala de danses des étoiles de l'Opéra de Paris avec le concours de l'orchestre symphonique de Radio-Télé-Luxembourg.

L'ensemble théâtral du Lycée de Garçons d'Esch-sur-Alzette présente le 3 mai « Les tréteaux de la chouette », « Die Raubritter von München » de Karl Valentin et « Les femmes au tombeau » de Ghelderode.

Au Théâtre municipal de Luxembourg est présenté le 10 mai le groupe folklorique Rosade Furlane



« Rosée du Frioul » de Arade Tricesimo (Udine) à l'occasion de la rencontre des Fogolars Furlans de l'Europe des Neuf.

Le 10 mai à Ettelbruck M. Hans Gsellmann, alpiniste, montre et commente des diapositives sur ses aventures en Alaska.

A Esch-sur-Alzette, le curé Hensjörg Kindler, sous son nom d'artiste « Trixini » donne le 15 mai une représentation de prestidigitation et de magie.

La Section d'Art dramatique du Lycée Hubert Clement d'Esch-sur-Alzette présente le 16 mai la comédie « Romulus der Große » de Dürrenmatt.

A Luxembourg a lieu le 23 mai une soirée de films d'art et d'histoire à la Bibliothèque Nationale avec au programme les films anglais « The Pursuit of Happiness » et « The Smile of Reason ».

A Pétange est présenté le 28 mai le film « Verliebt in Österreich » mis à disposition par l'Ambassade d'Autriche à Luxembourg. Ce même film est présenté également le 29 mai à Differdange.

Les élèves du Pensionnat de la Sainte-Famille présentent le 29 mai à Luxembourg une adaptation théâtrale de l'œuvre de St-Exupéry : « Le petit Prince » qui est répétée le 2 juin à Esch-sur-Alzette. Les recettes sont destinées à creuser des puits d'eau dans la région de Pala (Tschad).

### Concerts, Musique de chambre, Soirées musicales

Le 1<sup>er</sup> mai la grand'messe à l'Abbaye d'Echternach est chantée par le Collegium Musicum de la Ludwig-Maximilian University de Munich, sous la direction du D<sup>r</sup> Robert Wagner. La même formation donne également un concert de gala à l'Athénée grand-ducal de Luxembourg le 2 mai.

Le 2 mai a lieu au Théâtre municipal de Luxembourg un concert de gala avec 250 participants, sous la direction du professeur Roland Hensgen.

Le même jour est présenté à Luxembourg le Joe Haider Quartett par le Jazzclub Luxembourg.

A Differdange a lieu le 2 mai à l'Hôtel de Ville un grand concert de gala de musique française par l'Harmonie municipale de Differdange sous la direction de Asca Rampini.

Le même jour est présenté au Hall omnisport de Differdange l'orchestre Max Greger.

A Ettelbruck, le « Quatuor vocal de Luxembourg » donne le 2 mai un concert de musique spirituel en l'église paroissiale.

Au Théâtre municipal de Luxembourg a lieu le 3 mai un concert de gala Johann Strauss à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire du compositeur avec la participation de la chorale « Jong Letzeburg », Suzette Engels (soprano), Johnny Flick (ténor) et l'ensemble symphonique de l'orchestre de Radio-Télé-Luxembourg, en présence de Leurs Altesses Royales le Prince Charles et la Princesse Joan.

Le 8 mai se déroule au Centre culturel de Hollerich le Grand Prix « Popair 75 », servant à promouvoir de jeunes talents.

La Maîtrise Sainte-Cécile de la Cathédrale Notre-Dame de Luxembourg donne le 8 mai en l'église de Sandweiler un concert spirituel.

Le « Wiener Schubert Duo » donne le 9 mai à Echternach et à Walferdange des manifestations musicales.

La chorale « Sängersfréd » de Bettembourg donne le 10 mai un concert vocal, sous le titre « Musik aus Wien ».

A Wormeldange, la chorale « Jong Letzeburg » donne le 11 mai un concert « Johann Strauss ».

Les chorales Hollerich et « Freiheit » Gasperich donnent un concert de gala au Hall des sports à Sandweiler.

Le 11 mai l'Union Européenne des Professeurs d'Accordéon et tous Instruments (France) organise avec l'Ecole de Musique Teddy Heinen un concours international d'accordéon au Centre culturel de Hollerich.

Pour fêter le 125<sup>e</sup> anniversaire de la chorale de Saint-Michel, le « Madrigal de Luxembourg » donne le 14 mai un concert en l'église de Saint-Michel à Luxembourg.

Les 14, 15 et 16 mai l'orchestre de Radio-Télé-Luxembourg présente au Théâtre municipal de Luxembourg « Pierre et le Loup » de Prokofiev et « Young Persons Guide » de Britten, sous la direction de Pierre Cao.

Le 16 mai le saxophoniste autrichien Hans Koller est l'hôte du Jazz-Club Luxembourg.

Le Quatuor « Ars Vocalis » donne le 18 mai en l'église paroissiale de Bigonville un concert vocal de gala.

Le 18 mai les « Strahlenburger Kirchenspatzen » donnent un concert vocal à Luxembourg.

Le 21 mai se produit à Luxembourg la formation de musique roc « Nine Day's Wonder ».

Du 24 au 27 mai une des plus célèbres chorales du Pays de Galles, le « Dowlais Male Voice Choirs » de Merthyr Tydfil, est l'hôte de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette où elle donne un concert de gala.

L'orchestre Harmono-Symphonique et Fanfare de Marches avec 110 musiciens donne le 25 mai un grand concert à la Place d'Armes à Luxembourg.

Le 27 mai le chœur des jeunes filles de l'Académie de Longwood (Virginie/Etats-Unis) donne un concert vocal au Cercle municipal de Luxembourg.

Le 30 mai a lieu au Théâtre municipal d'Esch-sur-Alzette un grand concert de gala par diverses formations de chœurs avec 250 exécutants.

### Foires et Expositions

L'artiste brésilien Sérvalo Esmeraldo expose ses « excitables » à partir du 2 mai à Luxembourg.

A la Galerie d'Art à Esch-sur-Alzette a lieu le 2 mai le vernissage de l'exposition d'aquarelles et de gouaches d'artistes de l'école de Paris.

Au péristyle de l'Hôtel de Ville à Luxembourg a lieu le 3 mai l'ouverture de l'exposition de dessins

d'enfants sur le thème : « Sécurité sur le chemin de l'école ».

A la Galerie Dominique Lang à Dudelange, à Hesperange et à l'Hôtel de Ville de Rumelange les artistes peintres Louis Muller, Robi Flick et Marcel Klein exposent leurs œuvres récentes à partir du 3 mai.

Les peintres Ota Nalezinek et Zdenek Kava exposent leurs œuvres à partir du 9 mai à Luxembourg.

L'artiste Jeng Hamen expose ses œuvres à partir du 10 mai à Luxembourg.

A l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de la Libération des Camps a lieu le 11 mai au Théâtre municipal de Luxembourg une exposition sur l'Occupation et la Déportation.

Le Salon de Pentecôte 1975 est ouvert à la Galerie d'Art municipale d'Esch-sur-Alzette à partir du 14 mai.

L'Artiste François Gillen expose ses gouaches à partir du 14 mai à Luxembourg.

Au Château de Clervaux a lieu le 15 mai le vernissage de l'exposition permanente de l'ensemble de photographies intitulé « The Family of Man » d'Edward Steichen.

A la Galerie municipale d'Art à Esch-sur-Alzette a lieu le 16 mai le vernissage de l'exposition rétrospective de l'œuvre d'Albert Simon, caricaturiste.

A Luxembourg et à la Galerie Municipale de Peinture à la Villa Vauban à Luxembourg sont ouvertes à partir du 16 mai les expositions des œuvres des artistes Arpad Szenes et J. P. Adam.

A Walferdange est ouverte à partir du 16 mai une exposition d'œuvres de plusieurs artistes luxembourgeois, organisée par le Club des Jeunes.

A Mondorf-Etat a lieu le 17 mai le vernissage de la 17<sup>e</sup> exposition Exphimo.

Au Cercle municipal est ouverte le même jour une exposition sur le thème : « Die Eisenbahn auf dem Weg in die Zukunft ».

Le 17 mai est ouverte à Wasserbillig une exposition de peinture et d'art graphique au Centre culturel.

Le jeune artiste William Poutsy invite le 17 mai à l'ouverture de l'exposition de ses œuvres à Kopstal.

A Vianden les « Veiner Geschichtsfrënn » invitent le 18 mai à l'ouverture de l'exposition de photos, intitulée « Aal Veinen am Bild ».

Paolo Boni expose à partir du 21 mai à la Galerie Bruck à Luxembourg ses reliefs, sculptures et gravures.

Les jeunes artistes luxembourgeois Raymond Blinti, Marc Risch et Steve Kaspar exposent leurs œuvres picturales à partir du 24 mai à l'Ancien Théâtre de la Ville de Luxembourg.

A Dudelange, Jacques Moreau expose ses œuvres à la Galerie Dominique Lang, à partir du 24 mai.

Le même jour est ouverte à Pétange une exposition sur la résistance luxembourgeoise durant la dernière guerre.

Au Club du Parlement européen à Luxembourg, l'artiste indien Usha Bhalla expose ses peintures à partir du 25 mai.

Les Friends of Japan invitent le 25 mai à la Bibliothèque Nationale à Luxembourg à l'inauguration de l'exposition de photographies sur le Japon de l'époque Meiji à nos jours.

Le jeune peintre Roger Jost expose ses peintures à partir du 28 mai à Luxembourg.

L'artiste François Gillen expose à partir du 28 mai « Tapisserie et Mosaïques » à Luxembourg.

### Commémorations, Visites, Divers

Le 9 mai a lieu au cimetière de Lallange devant le Monument érigé à la mémoire des soldats russes décédés au cours de la dernière guerre une cérémonie marquant le 30<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, en présence de 4 ambassadeurs et du Ministre de la Force Publique, M. Emile Krieps. Des fleurs sont déposées à cette occasion devant le monument par M. l'ambassadeur de l'U.R.S.S.

Le 9<sup>e</sup> dimanche des communications sociales est célébré le 11 mai sur le thème « Les Communications Sociales et la Réconciliation » par Mgr Jean Hengen, Evêque de Luxembourg, en la cathédrale de Luxembourg. Une réception a lieu ensuite à la résidence de Mgr l'Evêque.

A Echternach a lieu le 20 mai la traditionnelle procession dansante du mardi de la Pentecôte, en présence de nombreux hauts dignitaires ecclésiastiques et d'une foule de pèlerins impressionnante.

La cérémonie annuelle du Mémorial Day, organisée par l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Luxembourg a lieu le 25 mai au cimetière militaire de Hamm en présence de Leurs Altesses Royales le Prince Charles et la Princesse Joan, le Président du Gouvernement et une assistance fort nombreuse de représentants du monde politique, économique et culturel.

## Mois de juin

### Conférences, Soirées littéraires

A l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Thomas Mann, le professeur Ernest Bisdorff, auteur du livre « Thomas Mann und die Politik », donne le 4 juin à Luxembourg une conférence sur le thème : « Musik bei Thomas Mann ».

Le 7 juin a lieu à la Bibliothèque Nationale à Luxembourg, dans le cadre de l'exposition « La Femme dans la vie professionnelle », une séance-débat sur « Les parents face à l'école », conduite par M. Ernest Hansen, professeur-attaché au Ministère de l'Education Nationale.

Le 10 juin a lieu dans le même cadre une autre séance-débat sur « L'apprentissage patronal, les classes préparatoires et les cours concomitants », dirigée par le professeur-attaché du Ministère de l'Education Nationale, M. Pierre Wiseler.

Le 14 juin une autre séance-débat a lieu également à la Bibliothèque Nationale sur le thème : « La promotion de la femme dans la vie professionnelle », présidée par le professeur M. Pierre Puth.

Dans le programme des séances-débats a lieu le 16 juin à la Bibliothèque Nationale une conférence donnée par M. Paul Reiles, Conseiller de Gouvernement adjoint sur le thème : « La majorité à 18 ans ».

Le 18 juin a lieu le débat suivant : « L'éducation sexuelle » par le docteur M<sup>me</sup> Irène Molitor du Planning Familial.

Les séances-débats sont clôturées le 19 juin par un débat sur « L'enseignement moyen, l'Ecole de Commerce et de Gestion, l'Ecole Technique », présidée par M. Aly Schroeder, professeur-attaché au Ministère de l'Education Nationale.

Le même jour le Père Emile Gales s.j., directeur du collège Haldia (Indes) donne à Luxembourg une conférence avec projection de diapositives sur : « L'avenir de l'Eglise en Inde ».

La Fédération des instituteurs luxembourgeois invite le 26 juin à une conférence donnée au casino syndical de Bonnevoie par le professeur Enderwitz Herbert sur « La formation supérieure des instituteurs ».

Le 26 juin a lieu à Luxembourg une table-ronde sur « Le Luxembourg face à la récession économique » avec la participation de M. Ernest Muhlen, docteur en sciences économiques, M. Fernand Rau, directeur financier, M. Raymond Kirsch, Conseiller de Gouvernement et M. Jos. Kratochwil, secrétaire de la Fédération des Employés privés.

Le 27 juin, l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Luxembourg organise à l'auditoire de Radio-Télé-Luxembourg le 3<sup>e</sup> symposium des jeunes. Le sujet : « La tentative de suicide est un appel au secours de celui qui la fait. Par son acte, le suicide veut provoquer des changements d'attitude ». Les débats sont dirigés par M. Jacques Navadic, directeur du Journal de Télé-Luxembourg, et les spécialistes en la matière, M. le professeur John Steiner, sociologue américain, M. le professeur Armand Mergen, criminologue à l'Université de Mayence et M. Roger Thiry, avocat-général à la Cour de Justice de Luxembourg, ainsi que M. Henry O. Lobert, administrateur près de la Cour de Justice des Communautés européennes.

A l'occasion de la Journée Amicale 1975, M. le professeur Pierre Louyot de l'Académie de médecine de Nancy donne le 28 juin une conférence à Mondorf-Etat en présence de Monsieur le Ministre de la Santé Publique et de l'Environnement, sur : « L'attitude du médecin devant la lombalgie ». M. le Directeur C. A. von der Groeben parle sur : « Devoirs et structures d'une station minérale moderne ».

A la Bibliothèque Nationale à Luxembourg M. le professeur Jos. Weber donne le 30 juin une conférence sur le thème : « Vivre dans la ville ».

Au Centre culturel Pouchkine M. Pierre André donne une conférence sur la République socialiste soviétique du Kazakhstan.

### Théâtre, cinéma, spectacles

Le 6 juin sont présentés à la Bibliothèque Nationale à Luxembourg deux films anglais « The Worship of Nature » et « The Fallacy of Hope », qui font partie de la série « Civilisation » de Sir Kenneth Clark.

Au casino syndical de Bonnevoie le groupe espagnol « Tabano » de Madrid donne le 6 juin une représentation de la pièce « Opéra del Bandito » de John Gay, en langue espagnole.

Le 7 juin, l'Ecole de Gymnastique Harmonique et Rythmique Françoise van den Broeck, professeur dipl. de l'Ecole Irène-Popard de Paris, présente un spectacle de danse avec ses élèves au Théâtre municipal de Luxembourg.

Au Théâtre municipal de Luxembourg est présenté le 14 juin un spectacle de danse.

Le 17 juin est présentée au Théâtre municipal d'Esch-sur-Alzette la pièce « Hänsel und Gretel » par le théâtre de marionettes « Bimbo-Theater ».

A Luxembourg, l'Ambassadeur de l'U.R.S.S. invite le 20 juin à la présentation du film soviétique « La libération » de J. Ozerov.

Le 21 juin a lieu au Théâtre municipal de Luxembourg un spectacle de folklore yougoslave par l'ensemble folklorique KUD « Ismet Kapetanovic » de Doboj.

Au Théâtre municipal de Luxembourg est donnée le 21 juin une soirée avec Lys Assia, René Carol et plusieurs autres vedettes de la chanson, intitulée « Schlager, die man nie vergißt ».

Le « Théâtre Ouvert, Luxembourg » présente en première le 26 juin au Théâtre municipal de Luxembourg la comédie « Comment harponner le requin » de Victor Haim.

Le 28 juin, M<sup>me</sup> Janine London et ses élèves présentent au Théâtre municipal de Luxembourg un récital de ballet classique et américain modern-dance, au profit des enfants mentalement handicapés de Betzdorf.

### Concerts, Musique de chambre, Soirées musicales

A l'occasion du 125<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation, la chorale de Saint-Michel présente le 1<sup>er</sup> juin un concert de polyphonie sacrée, donné par la Maîtrise de la Cathédrale de Luxembourg en l'église de Saint-Michel à Luxembourg.

Au Théâtre municipal de Luxembourg le « Frankfurter Trio » donne le 4 juin un concert de musique de chambre.

A Ettelbruck M<sup>me</sup> Mireille Lagacé, professeur d'orgues aux conservatoires de Montréal, Boston et New York, donne le 5 juin un récital d'orgue.

A Schiffflange, la chorale municipale « Uelzecht » d'Esch-sur-Alzette, la chorale municipale de Schiffflange, la chorale « Minettsro'sen » de Schiffflange et l'orchestre de Radio-Télé-Luxembourg donnent le 5 juin un concert de gala de musique italienne.

Le Jazz-Club Luxembourg présente le 6 juin à Luxembourg l'ensemble « Time in space » sous la direction du trompettiste Wolf Escher.

James Last avec son orchestre donne le 6 juin à Differdange une soirée de chansons Pop.

Le 7 juin, l'ensemble vocal et instrumental « Melodic » de Boushies-aux-Dames donne un concert en l'église paroissiale de Bonnevoie.

A Mondorf-les-Bains, l'ensemble « Gospel Choir of Germany » composé de personnel noir de l'Air-Base américaine de Ramstein, donne le 8 juin en l'église paroissiale un concert.

En l'église des Sœurs Franciscaines de Luxembourg a lieu le 8 juin un concert de musique de chambre par le trio : Eva Lehnen, mandoline, Thomas Schäfer, flûte, Hains Gregor Sabel, fagott et avec Carlo Berg, orgues et Cembalo.

Le 10 juin M<sup>e</sup> John Fussell, organiste, directeur musical de la Ville de Swansea, donne en l'église Saint-Michel à Luxembourg un concert d'orgue.

Le 13 juin, la chorale « Jong Letzeburg », placée sous la direction du professeur Julien Hoffmann, donne un concert vocal à Luxembourg.

A Schiffflange a lieu le 15 juin la deuxième journée des jeunes avec les chorales enfantines « Les Mésanges » de Val Metzlerlach, « Louis Petit » d'Esch-sur-Alzette, « Hémecht » de Rumelange et les « Poufanken » de Schiffflange.

Le 19 juin débute à Luxembourg le festival international de la Jeunesse par un concert donné à la Place d'Armes à Luxembourg par le « School Band and School Chorus of All America ».

Dans le cadre de l'« Été musical Luxembourg » a lieu le 20 juin au Théâtre municipal de Luxembourg un récital de chant par William André Du Pré, ténor-soliste du New York City Opera, avec au piano Alex Mullenbach.

Au Château de Wiltz a lieu le 21 juin un concert par le Quintette de Cuivres RTL, organisé par les Amis de la musique de chambre de Wiltz.

Le 27 juin, le Collegium Musicum de Luxembourg donne un concert de musique de chambre en l'église Saint-Michel de Luxembourg.

Le Jazz-Club Luxembourg présente le même jour à Luxembourg Charlie Mingus avec son orchestre de jazz.

Les concerts d'Echternach débutent le 27 juin avec l'ensemble vocal « La Psalette de Lorraine » sous la direction de Pierre Cao.

Du 28 juin au 5 juillet a lieu à Dudelange le Grand Prix international de la chanson, organisé par le Jazz-Club de Dudelange.

La Maîtrise de la Cathédrale Notre-Dame de Luxembourg donne le 29 juin un concert en la basilique d'Echternach.

## Foires et Expositions

A Luxembourg est ouverte à partir du 2 juin une exposition photographique sur l'art japonais combiné à la finesse de l'Ikebana.

Au Club du Parlement européen à Luxembourg, l'artiste-peintre italien Alexandro expose ses œuvres à partir du 2 juin.

Le jeune peintre Roger Jost expose ses aquarelles et dessins à la plume à Luxembourg à partir du 3 juin.

A la Bibliothèque Nationale de Luxembourg a lieu le 5 juin l'inauguration de l'exposition « La femme dans la vie professionnelle hier, aujourd'hui, demain », par le Secrétaire d'Etat M. Guy Linster.

Le 6 juin a lieu au Centre culturel français à Luxembourg le vernissage de l'exposition « Tendances actuelles de la Tapisserie ».

A la Galerie d'Art municipale d'Esch-sur-Alzette ont lieu le 7 juin le vernissage et la distribution des Prix du 2<sup>e</sup> Salon « Arts et Loisirs 1975 ».

A Mondorf-les-Bains au pavillon de la source Kind a lieu le 7 juin l'ouverture de l'exposition du peintre français de Metz, M. Raymond Baro.

Le peintre Mars Schmit expose ses dessins et aquarelles sur le thème : « Beautiful United States of America » à partir du 13 juin à Luxembourg.

A la Galerie Kutter à Luxembourg sont exposées à partir du même jour des œuvres des artistes Salvador Dali, Roberto Matta, André Masson, Joan Miro, Max Ernest, Man Ray, Michel v. Overbeeke etc.

Au Théâtre municipal d'Esch-sur-Alzette a lieu le 14 juin le vernissage de l'exposition de la VII<sup>e</sup> Biennale des jeunes, II<sup>e</sup> Salon des lauréats.

M<sup>me</sup> Nicole Becker-Grommes expose une sélection de ses œuvres à partir du 16 juin à Differdange.

A partir du 18 juin la Galerie Bruck à Luxembourg présente des gravures anciennes.

A Walferdange a lieu le 20 juin l'ouverture de l'exposition philatélique organisée à l'occasion du 125<sup>e</sup> anniversaire de la commune de Walferdange et du centenaire du relais postal de Walferdange.

Le 21 juin a lieu à Ettelbruck l'ouverture de la « Semaine américaine ». A cette occasion est inaugurée dans le hall des « Deichwiesen » l'exposition des produits de 14 firmes américaines implantées au Grand-Duché.

A partir du 23 juin sont exposées à la Galerie Saint-Michel à Luxembourg les aquarelles de Sarthou et les lithographies de Agostini, Aizpiri, Carzou, Coulaud, Mentor, Tobiasse et Zagorski.

L'artiste-peintre Odile Feltes-Gaillard expose à partir du 26 juin ses peintures à la Galerie Steinhäuser à Luxembourg.

Les artistes M<sup>me</sup> Julie Brandenburger-Reichard (céramique) et M. Lucien Reichard-Proes (peinture) exposent leurs œuvres à partir du 27 juin à la Galerie Dominique Lang à Dudelange.



A l'ancien Hôtel de Ville de Differdange est ouverte à partir du 28 juin une exposition de livres et de dessins réalisés par des enfants de 4 à 16 ans en République Démocratique Allemande.

Au Lycée Hubert Clement à Esch-sur-Alzette a lieu le 28 juin l'ouverture de l'exposition de travaux scolaires.

### **Commémorations, Visites, Divers**

Le 1<sup>er</sup> juin a lieu à Heiderscheid l'inauguration d'un monument dédié à la 80<sup>e</sup> division d'infanterie U. S., en présence des autorités communales, une délégation des vétérans U. S. et de nombreux habitants de Heiderscheid et des environs.

A Pétange est célébrée le 1<sup>er</sup> juin la Journée commémorative du Passeur, en présence de Son Altesse

Royale le Grand-Duc et de nombreuses personnalités du monde politique et de la résistance.

Le Groupement Indépendant des Maquisards commémore le 8 juin à Esch-sur-Alzette le 30<sup>e</sup> anniversaire de la création de leur association par le dépôt de fleurs devant le Monument aux Morts devant le Musée de la Résistance après la célébration d'un service religieux en la mémoire des disparus.

Leurs Altesses Royales le Prince Jean et la Princesse Marie-Astrid assistent le 21 juin au concours hippique international organisé à Sanem.

Le 29 juin est célébré à Ettelbruck le traditionnel « Remembrance Day 1975 » par une cérémonie commémorative devant le Monument Patton, un défilé des troupes, des démonstrations de parachutistes belges et américains et une Friendship-Party suivie d'un feu d'artifice.

